



BURKINA FASO
Ministère de la justice

ANNUAIRE STATISTIQUE 2013



Edition avril 2014

BURKINA FASO
Ministère de la justice
Direction générale des études et des statistiques sectorielles



ANNUAIRE STATISTIQUE
2013



Edition avril 2014

Avant-propos



L'axe 3 de la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD), consacre la Justice comme un élément clé de la bonne gouvernance. L'ancrage institutionnel du secteur de la Justice dans le paysage démocratique constitue une réalité intangible et incontournable pour l'édification de l'état de droit et de la bonne gouvernance. Le souci permanent de mon département est de mettre à la disposition des utilisateurs, un annuaire statistique comportant les indicateurs primordiaux, afin de rendre davantage visibles les activités des juridictions et des établissements pénitentiaires du Burkina Faso. Ce qui, du reste nous renseigne sur l'état de la bonne gouvernance dans notre pays.

Cet annuaire qui présente l'activité juridictionnelle et pénitentiaire, ainsi que certaines données de l'administration centrale de la justice (chancellerie), constitue un référentiel précieux au regard de la pertinence des informations qui y sont contenues. Il a également l'avantage de permettre une appréciation qualitative et quantitative des activités effectuées par le personnel judiciaire que sont les magistrats, les greffiers et les gardes de sécurité pénitentiaire. Toute chose qui interpelle sur la responsabilité de chacun des acteurs de la chaîne judiciaire et sur les mesures idoines à prendre pour relever le défi commun, celui de rendre une justice transparente, indépendante, équitable, accessible et protectrice des libertés individuelles et collectives. L'atteinte de cet objectif noble commande une synergie d'actions plus accrue et une vision commune dans l'accomplissement de l'œuvre de justice.

Pour ce faire, j'exhorte les acteurs judiciaires à plus d'abnégation, de probité, de fermeté et de responsabilité, dans la perspective d'obtenir des résultats plus probants dans l'exercice de leur mission.

La démarche d'élaboration de l'édition 2013, ne déroge pas aux méthodes des années précédentes, notamment la collecte des données, leur traitement et analyse dans un langage accessible afin de répondre, aux attentes des utilisateurs.

L'annuaire statistique est articulé autour de cinq (5) parties à savoir la présentation du Ministère de la justice, ses moyens de travail, les activités des juridictions de l'ordre judiciaire, de l'ordre administratif, enfin la situation des établissements pénitentiaires. Cet annuaire constitue un condensé des données des dix (10) dernières années, à savoir celles de 2004 à 2013. Les tendances évolutives de ces données permettent de mieux appréhender l'activité des structures déconcentrées et traduisent les efforts consentis par le gouvernement, les partenaires techniques et financiers et les acteurs de la justice pour faire de l'institution judiciaire un pilier de démocratie et de bonne gouvernance.

Ce document statistique s'adresse aux acteurs de la justice, aux citoyens, aux partenaires techniques et financiers et à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, s'intéressent aux actions de la justice.

Un tel travail présente certainement des insuffisances. Aussi, me plait-il de vous inviter à apporter toutes les critiques constructives en vue de permettre d'améliorer les éditions futures.

Avant de clore mon propos, je tiens à remercier tous les partenaires de la Justice et tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à la réalisation du présent annuaire statistique. Mes remerciements vont particulièrement à l'UNICEF et à l'Union Européenne pour leurs appuis financier et technique à la réalisation de cette huitième édition. Cela témoigne une fois de plus, de la volonté continue des partenaires techniques et financiers à appuyer le secteur de la justice dans la réalisation de ses missions afin de contribuer à la construction de l'Etat de droit, la quête permanente de la bonne gouvernance et le développement durable.

Le Ministre de la justice, Garde des sceaux

Dramane YAMEOGO
Chevalier de l'Ordre National

Table des matières

Avant-propos	3
Table des matières	4
Abréviations	6
Démarche méthodologique	8
I. Organisation du Ministère de la justice	10
I.1. Présentation des structures centrales	11
I.2. Organigramme	16
II. Moyens de la justice	18
II.1. Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	19
II.2. Budget	23
II.3. Personnel	27
III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire	50
III.1. Cour de cassation	51
III.3. Cours d'appel	54
III.4. Tribunaux de grande instance	60
III.4.1. Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance	60
III.4.1.1. Activités des chambres civiles et commerciales	60
III.4.1.2. Activités civiles des parquets	73
III.4.2. Activités pénales des tribunaux de grande instance	77
III.4.2.1. Activités des parquets des tribunaux de grande instance	77
III.4.2.2. Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance	91
III.4.2.3. Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance	102
III.4.2.4. Activités des greffes des tribunaux de grande instance	116
III.5. Tribunaux de commerce	122
III.6. Tribunaux d'instance	127
III.7. Juridictions pour mineurs : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants	131
III.8. Tribunaux du travail	135
IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif	139
IV.1. Cour des comptes	140
IV.2. Conseil d'État	142
IV.3. Tribunaux administratifs	147
V. Etablissements pénitentiaires	154
V.1. Population carcérale, occupation des établissements pénitentiaires et caractéristiques des entrées	155
V.2. Caractéristiques des prévenus	161
V.3. Caractéristiques des inculpés	168
V.4. Caractéristiques des condamnés	175
Les chiffres clés de la justice	184
Les chiffres clés de la justice (suite)	185
Liste des tableaux	186

EQUIPE D'ELABORATION DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE

Nom et Prénoms	Fonction	Contacts
Monsieur KONATE Drissa	Economiste	70 607452/78 97 80 70 driskonat56@hotmail.com
Monsieur SAKANDE Inoussa	Statisticien	70 14 18 02/78 37 84 42 sakinous@yahoo.fr
Monsieur GUIRA Issa	Statisticien	75 0404 05/78 84 94 47 Issa_guira@yahoo.fr
Monsieur SEGUEDA S. Sylvestre	Greffier	70 29 16 56/78 11 01 91 ssylvestre_seg@yahoo.fr
Monsieur OUEDRAOGO S. Aubièrge	Garde de sécurité pénitentiaire	79 65 12 73/76 21 94 41 aubierge00@yahoo.fr

Abréviations

CA	Cour d'appel
CC	Cour de cassation
CCO	Cour des comptes
CE	Conseil d'État
CNIB	Carte nationale d'identité burkinabé
CPAB	Centre pénitentiaire agricole de Baporo
DAF	Direction de l'administration et des finances
DAJAV	Direction de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes
DCPM	Direction de la communication et de la presse ministérielle
DGESS	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGAJJ	Direction générale des affaires juridiques et judiciaires
DG-COOP	Direction générale de la coopération
DGPCS	Direction générale de la politique criminelle et du sceau
DGGSP	Direction générale de la garde de sécurité pénitentiaire
DMP	Direction des marchés publics
DRH	Direction des ressources humaines
DSP	Direction du service du personnel
ENP	École nationale de police
EP	Etablissement pénitentiaire
GSP	Garde de sécurité pénitentiaire
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
ITSJ	Inspection technique des services judiciaires
JE	Juge des enfants
MAC	Maison d'arrêt et de correction
MACO	Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou
Nd	Non disponible (information non disponible à la source)
PS	Perception spécialisée
RCCM	Registre du commerce et du crédit mobilier
TA	Tribunal administratif
TAR	Tribunal d'arrondissement
TC	Tribunal de commerce
TD	Tribunal départemental
TGI	Tribunal de grande instance
TI	Tribunal d'instance
TPE	Tribunal pour enfants
TT	Tribunal du travail

Démarche méthodologique

La méthodologie d'élaboration de l'annuaire statistique 2013 est similaire à celle des éditions antérieures. Elle est basée sur la collecte de données auprès des structures centrales et déconcentrées.

L'élaboration de l'Annuaire statistique 2013 de la Justice s'inscrit dans la dynamique de mise à disposition des usagers du secteur public de la justice, d'un système d'information statistique performant et pérenne. Cette opération, effectuée sous la supervision de la DGESS, a connu la participation de plusieurs directions techniques du Ministère, des juridictions et des établissements pénitentiaires.

La démarche pour l'élaboration de cette huitième édition a consisté dans un premier temps à faire un bilan du processus d'élaboration des éditions précédentes. Cela a permis d'améliorer, de réajuster ou de définir de nouvelles sections dans les outils de collecte. Dans un second temps, il s'est agi de collecter les données au moyen de formulaires spécifiques aux différentes structures concernées.

L'équipe de supervision a effectué une tournée de collecte des données dans toutes les juridictions et dans tous les établissements pénitentiaires. Dans la plupart des structures, le travail a consisté à confronter les questionnaires remplis par les cellules statistiques au contenu des registres utilisés pour les renseigner, et le cas échéant, à procéder à la correction des incohérences ou à la collecte proprement dite.

Le traitement des informations collectées s'est effectué à travers l'actualisation de la structure de la base de données et des formulaires de saisie conformément aux dernières versions des questionnaires de collecte. S'en sont suivis, la saisie, l'apurement et la tabulation des données, l'élaboration du draft de l'annuaire ainsi que sa relecture et sa finalisation.

L'approche participative qui a prévalu tout au long du processus, a permis à la cellule statistique de la Direction générale des études et des statistiques sectorielles de mettre à la disposition du Ministère de la justice, le présent annuaire statistique.

Cependant, comme les années antérieures, des difficultés ont émaillé la présente étape de collecte. La mobilité du personnel greffier et de la garde de sécurité pénitentiaire, ainsi que le déficit de formation à l'utilisation des outils de collecte n'ont pas favorisé le remplissage adéquat des questionnaires avant le passage de la mission de supervision. Il est donc indispensable que des moyens soient mobilisés pour la formation des correspondants statistiques dans les juridictions et les établissements pénitentiaires à chaque début de campagne afin que cette tâche soit normalement et régulièrement exécutée et ce, dans la dynamique de l'autonomisation de ces structures dans la production des statistiques.

I. Organisation du Ministère de la justice

I.1. Présentation des structures centrales

Le Ministère de la justice est placé sous la responsabilité d'un Ministre qui a reçu pour mission, conformément au Décret n° 2012-588/PRES/PM du 12 juillet 2012 portant attributions des membres du Gouvernement, d'assurer la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de justice et de sceaux de l'Etat.

A ce titre, le Ministre de la justice, Garde des sceaux, est chargé :

- 1) En matière de justice :
 - ❖ de l'organisation et du fonctionnement de l'appareil judiciaire ;
 - ❖ de l'administration de la justice en matière civile, commerciale, pénale, administrative et sociale ;
 - ❖ de l'exécution des décisions de justice ;
 - ❖ de la politique criminelle et de l'administration des grâces ;
 - ❖ de la gestion des demandes de naturalisation, de la répudiation, de la perte ou de la déchéance de la nationalité burkinabè ;
 - ❖ du contrôle et du suivi des services de l'état civil ;
 - ❖ de la réglementation pénitentiaire, de la gestion et de la sécurité des établissements pénitentiaires ;
 - ❖ de l'organisation, du contrôle et de la discipline des auxiliaires de justice ;
 - ❖ de la mise en œuvre des accords internationaux en matière de justice.
- 2) En matière de la garde des sceaux :
 - de la réglementation en matière de sceaux de l'Etat ;
 - de la protection des sceaux de l'Etat ;
 - de la conservation des sceaux de l'Etat.

Le Conseil des ministres en sa séance du 25 juillet 2013, a examiné et adopté un nouveau décret¹ portant organisation du Ministère de la justice.

Le nouvel organigramme permet une mise en cohérence des structures en vue de répondre à un certain nombre de réalités pour un meilleur fonctionnement des services du Ministère de la justice.

En tout état de cause, le Ministère de la justice est structuré autour du cabinet du Ministre et du Secrétariat général.

A/ Le Cabinet du Ministre

Le Cabinet du Ministre comprend :

❖ **Le Directeur de cabinet ;**

Il est chargé :

- de coordonner les activités du cabinet du Ministre ;
- d'organiser l'emploi du temps du Ministre en collaboration avec le secrétariat particulier ;
- d'assurer les contacts officiels avec les cabinets ministériels en relation avec le Secrétaire général ;
- de l'assistance-conseil au Ministre ;
- d'exécuter toute autre tâche à lui confiée par le ministre.

❖ **La cellule des chargés de mission ;**

Elle assure l'étude et l'analyse des dossiers spécifiques qui requièrent une bonne connaissance de l'Administration publique et qui lui sont confiés par le Ministre.

❖ **Les Conseillers techniques ;**

Ils assurent l'étude et la synthèse des dossiers qui leur sont confiés par le Ministre.

❖ **L'Inspection technique des services ;**

Elle veille à l'application de la politique du ministère, assure le suivi conseil et le contrôle du fonctionnement des services ainsi que des projets et programmes.

¹ Décret n°2013-812/PRES/PM/MJ du 30 septembre 2013 portant organisation du Ministère de la justice

A ce titre, elle est chargée :

- de veiller au fonctionnement régulier des juridictions et des services administratifs ;
- de prodiguer aux magistrats, aux greffiers, aux personnels pénitentiaires des conseils et leur apporter toute l'assistance ;
- de contrôler l'application des textes législatifs, réglementaires et des instructions administratives régissant le fonctionnement administratif, financier et comptable des services, projets et programmes ;
- de contrôler la gestion administrative, technique et financière des services, projets et programmes ;
- d'étudier les réclamations des administrés et des usagers des services, projets et programmes de la justice ;
- de lutter contre la corruption au sein du ministère ;
- d'effectuer des missions particulières confiées par le Ministre ;
- de proposer au Ministre les mesures tendant à améliorer le fonctionnement des juridictions et des services administratifs.

L'Inspection technique des services a également un pouvoir de contrôle et de vérification aussi bien à titre préventif qu'à posteriori sur les structures centrales, rattachées, déconcentrées et de missions placées sous la tutelle du ministère.

❖ **La Direction générale de la Garde de sécurité pénitentiaire (DGGSP) ;**

elle est la structure de commandement de la Garde de sécurité pénitentiaire. A ce titre, elle est chargée entre autres :

- d'administrer, coordonner, gérer, contrôler et suivre l'ensemble des services pénitentiaires du Burkina Faso ;
- de maintenir la sécurité publique, de participer à l'exécution des peines privatives de liberté ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre la politique pénitentiaire ;
- d'étudier, coordonner, contrôler et suivre les mesures d'ordre, de discipline des personnels de la Garde de sécurité pénitentiaire ;
- d'assurer la sécurité dans les domaines relevant du Ministère de la justice ;
- de contribuer à la prise en charge sanitaire et à la réinsertion sociale des détenus ;
- d'assurer la coopération pénitentiaire et la mise en œuvre des conventions et des normes internationales en matière pénitentiaire ;
- de participer aux activités des corps militaires et paramilitaires ;
- etc.

❖ **Le Secrétariat particulier ;**

il assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel et réservé au Ministre.

❖ **Le Protocole du Ministre ;**

il est chargé, en relation avec le protocole d'Etat, de l'organisation des audiences, des déplacements et des cérémonies officielles du Ministre.

B/Le Secrétariat général

Il assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du ministère. **Il** comprend :

- ❖ les services du Secrétariat général ;
- ❖ les structures centrales ;
- ❖ les structures déconcentrées ;
- ❖ les structures rattachées ;
- ❖ les structures de missions.

Le Secrétariat général est chargé de la coordination administrative et technique des structures centrales, rattachées, déconcentrées et de missions placées sous la tutelle du ministère. Pour ce faire, il dispose des services suivants :

❖ **un secrétariat particulier ;**

Il assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel du Secrétaire Général, la gestion du courrier ordinaire et la ventilation du courrier interne à destination des structures centrales. **Il** est dirigé par un secrétaire particulier nommé par arrêté du ministre.

❖ **un bureau d'études ;**

Le Bureau d'études est animé par des chargés d'études désignés parmi les cadres supérieurs de l'Administration en raison de leurs compétences techniques. Ils sont nommés par décret pris en Conseil des ministres et bénéficient des mêmes avantages que ceux accordés aux directeurs de services.

❖ un service central du courrier ;

Il assure la réception et l'expédition du courrier ordinaire. Il enregistre le courrier à l'arrivée et le transmet au secrétariat particulier du Secrétaire Général.

Il procède également à la ventilation de tout le courrier ordinaire à l'extérieur du ministère et est dirigé par un chef de service nommé par arrêté du ministre.

❖ un service de la documentation et des archives ;

Il est chargé, en relation avec le Centre National des Archives, de la définition et de la mise en œuvre de la politique du ministère en matière de gestion et de conservation des archives et de la documentation.

Il est chargé principalement de :

- élaborer et de mettre à jour, les procédures de gestion des archives produites par les différents services du ministère ;
- appuyer les autres structures du ministère dans la gestion de leurs archives ;
- procéder au pré-archivage et au reversement des archives historiques du ministère au Centre National des Archives ;
- œuvrer à l'acquisition de la documentation technique relevant des domaines de compétence du ministère et d'en assurer la gestion ;
- de mettre à la disposition des services et du public la documentation et les archives non confidentielles du ministère en cas de besoin ;
- de suivre la gestion de la documentation des centres d'information et de documentation sur les droits humains.

Le Service de la documentation et des archives est dirigé par un chef de service nommé par arrêté du ministre.

❖ un service de la reprographie ;

Le service de la reprographie est chargé des travaux de reprographie.

Les structures centrales sont les suivantes :

❖ **La Direction générale des affaires juridiques et judiciaires (DGAJJ) ;**

Elle prépare les projets de réformes législatives et réglementaires en droit privé et concourt à l'élaboration du droit public. Elle exerce la tutelle des professions judiciaires et juridiques soumises à la chancellerie. Dans les matières relevant de sa compétence, elle conseille les autres administrations publiques. Ses attributions sont les suivantes :

- suivre l'administration de la justice en matière civile, commerciale, administrative et sociale, ainsi que les questions relatives à l'état des personnes et à la nationalité, et les conventions judiciaires internationales dans les matières autres que pénales ;
- proposer les grandes orientations de l'administration de la justice en matière civile, pénale, commerciale, administrative et sociale ;
- proposer des notes, circulaires ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des juridictions ;
- assurer la conception et le suivi de l'organisation, du contrôle et de la discipline des auxiliaires de justice sous réserve de la réglementation spécifique à certaines professions libérales ;
- suivre l'établissement des statistiques judiciaires ;
- participer à la préparation et à l'élaboration des conventions judiciaires internationales et proposer les modifications nécessaires à l'intégration et à l'harmonisation de la législation interne avec les normes internationales dans les matières relevant de sa compétence ;
- élaborer en liaison avec les autres directions et le cas échéant, les autres départements ministériels intéressés, les projets de lois, ordonnances, décrets et circulaires relatifs à l'organisation judiciaire, au statut de la magistrature, à la procédure devant toutes les juridictions et d'une manière générale à la législation et à la réglementation en matière civile, commerciale, administrative, pénale et sociale ;
- donner son avis sur les textes législatifs ou réglementaires qui lui sont soumis par les différents départements ministériels ;

- procéder aux publications en matière juridique ;
- assurer la collecte et la publication de la jurisprudence des cours et tribunaux ;
- assurer le secrétariat du Conseil supérieur de la magistrature, sauf lorsque cet organe se réunit pour statuer en matière d'avancement ou en matière de discipline.

❖ **La Direction générale de la politique criminelle et du sceau (DGPCS) ;**

Elle a pour attributions :

- d'élaborer et de mettre en œuvre la politique criminelle ;
- de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique pénitentiaire ;
- de superviser et contrôler l'ensemble des activités et services chargés de l'exécution des peines ;
- de concevoir et coordonner toutes les activités relatives au Sceau de l'Etat ;
- de promouvoir les peines et mesures alternatives à l'emprisonnement ;
- de suivre l'administration de la justice en matière pénale ainsi que les conventions internationales en matière pénale ;
- de donner son avis sur les textes législatifs ou réglementaires en matière pénale qui lui sont soumis par les différents départements ministériels et institutionnels ;
- d'administrer, de coordonner, de gérer et de contrôler l'ensemble des services pénitentiaires du Burkina Faso ;
- de participer à la conception, à l'acquisition et à la gestion des infrastructures pénitentiaires ;
- de prendre en charge l'assistance sociale, psychologique et morale des détenus ;
- d'assurer la formation professionnelle des détenus, la mise en œuvre et le suivi des mesures de réinsertion sociale des détenus ;
- d'étudier et de mettre en œuvre toutes solutions tendant à l'humanisation des prisons et des autres centres de détention ;
- de suivre et de gérer la santé des détenus ;
- de mettre en œuvre la coopération et des conventions et normes internationales en matière pénales ;
- de suivre l'établissement des statistiques judiciaires en matière pénale ;

❖ **La Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS)** qui assure toute étude se rapportant aux projets et programmes de développement, leur coordination, leur suivi évaluation, l'élaboration des outils de gestion et de suivi de la politique du ministère et de toutes autres initiatives de dynamisation du département.

Elle a pour missions de :

- Suivre et évaluer les projets et programmes du Ministère ;
- centraliser, programmer et suivre l'exécution du planning des activités du Ministère ;
- centraliser et traiter l'ensemble des données relatives à tous les projets en cours de réalisation ou à réaliser ;
- suivre, coordonner et contrôler l'ensemble des projets du ministère, inscrits ou non dans les plans et programmes de développement ;
- étudier, concevoir et mettre en forme des documents de projets à soumettre aux bailleurs de fonds ;
- coordonner l'ensemble des interventions des partenaires techniques et financiers ;
- initier et mettre en œuvre la politique informatique du ministère ;
- collecter, centraliser et traiter les instruments statistiques ;
- mener toute étude prospective concernant le ministère ;
- élaborer et assurer l'exécution du Programme d'Investissement Public (PIP) de l'année.

❖ **La Direction de l'administration et des finances (DAF)**, chargée du budget et de la gestion du matériel du ministère ;

Elle a pour mission :

- d'élaborer le projet de budget du ministère en collaboration avec les autres structures ;
- de suivre et d'exécuter le budget du ministère ;
- de gérer les crédits alloués au ministère ;
- de tenir une comptabilité matière des biens meubles et immeubles du département ;
- d'approvisionner les structures du ministère en fournitures et matériels de bureau ;
- de gérer le parc automobile et les autres équipements ;
- d'initier et de suivre les dossiers des marchés publics du ministère ;
- de gérer les baux administratifs du ministère ;

❖ **La Direction des ressources humaines (DRH) ;**

Elle est chargée :

- de définir et de mettre en œuvre une politique de gestion des ressources humaines du ministère ;
- d'assurer la gestion prévisionnelle des emplois et des effectifs du ministère ;

- de concevoir et de mettre en œuvre des outils et moyens visant à accroître le rendement des agents ;
- de gérer la carrière des agents du ministère ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des plans et programmes de formation des agents du ministère ;
- d'assurer le recrutement des personnels du ministère en collaboration avec le Ministère chargé de la fonction publique.

❖ **La Direction de la communication et de la presse ministérielle (DCPM) ;**

Elle a pour attributions :

- d'élaborer et de mettre en œuvre la politique de communication du ministère ;
- d'assurer la rédaction journalière d'une revue de presse des quotidiens et hebdomadaires de la presse locale notamment sur les questions spécifiques au secteur de la justice ;
- de coordonner la couverture médiatique de toutes les activités de l'appareil judiciaire et des autres services du ministère ;
- d'initier des campagnes de sensibilisation sur les questions judiciaires en direction du public ;
- de servir de point focal entre les médias et le Ministère en matière d'information ;
- de concevoir et animer un bulletin d'information sur les activités et programmes du ministère ;
- d'animer le site web du Ministère de la justice.

❖ **La Direction des marchés publics (DMP) ;**

elle est chargée:

- d'élaborer le plan général annuel de passation des marchés publics ;
- d'assurer le fonctionnement des commissions d'attributions des marchés publics ;
- de suivre l'exécution du plan général annuel de passation des marchés publics ;
- d'archiver les pièces des marchés publics ;
- de suivre l'exécution des marchés publics du ministère ;
- de participer aux réunions de concertation en matière de marchés publics.

❖ **La Direction de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes(DAJAV)**

Elle a pour missions :

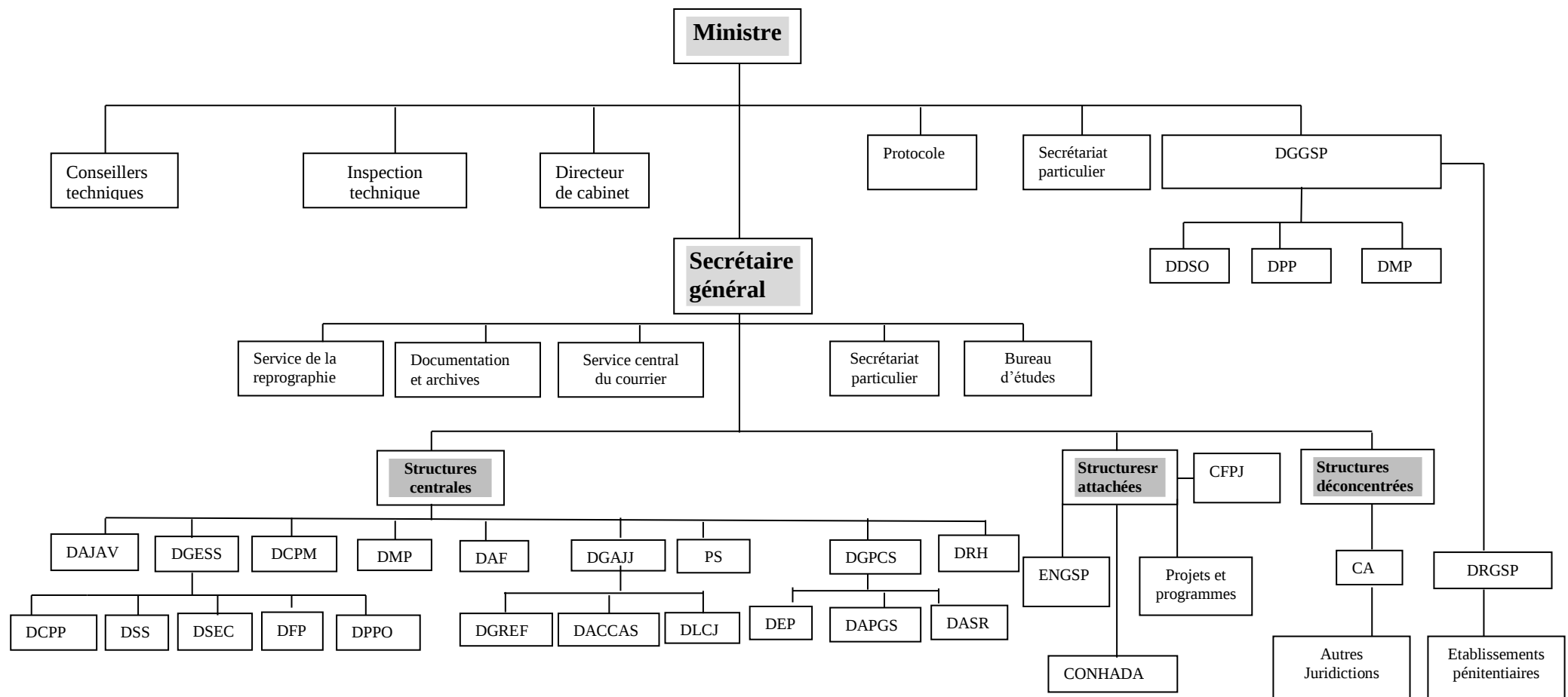
- de coordonner les actions relatives à l'accès à la justice ;
- de traiter les plaintes et réclamations des victimes et donner des avis sur les dossiers de plaintes et de réclamations, en collaboration avec tout service ou juridiction intéressé ;
- d'étudier les dossiers transmis par le Médiateur du Faso ;
- de suivre et faciliter l'exécution des décisions, en collaboration avec tout service ou juridiction intéressé ;
- de mener toutes autres activités à lui confiées par le Ministre.

❖ **La Perception spécialisée (PS)**

Ses activités sont les suivantes :

- encaisser les recettes de services définies par les lois et règlements ;
- assurer le versement des recettes collectées auprès du receveur général ;
- centraliser les opérations des régies de recettes ;
- tenir la comptabilité des recettes de services ;
- gérer les quittances et valeurs ;
- manier et garder les fonds et valeurs a elle confiés ;
- superviser et vérifier les régies de recettes rattachées ;
- produire les situations statistiques.

I.2. Organigramme



II. Moyens de la justice

II.1. Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires

Concepts

Juridictions de l'ordre judiciaire

Cour de cassation : Juridiction supérieure de l'ordre judiciaire, elle vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation ; elle juge en droit, non pas en fait. Créée par la loi organique n° 13-2000 AN du 9 mai 2000 portant organisation, attributions et fonctionnement de la Cour de Cassation et procédure applicable devant elle, la Cour de cassation est fonctionnelle depuis 2003.

Cour d'appel : Juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, sociale, commerciale, correctionnelle et de simple police par les juridictions de l'ordre judiciaire de droit commun et d'exception ; elle statue en matière criminelle en premier et dernier ressort.

Tribunal de grande instance : Juridiction de droit commun de premier degré, il est compétent en matière civile, commerciale, pénale, et de manière générale dans toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Tribunal de commerce : Créé par la loi n°22-2009/AN du 12 mai 2009 dans les ressorts des tribunaux de grande instance, le tribunal de commerce est compétent pour connaître des affaires commerciales. Seuls les tribunaux de commerce des ressorts des tribunaux de grande instance de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso sont fonctionnels. Dans les autres juridictions, la compétence commerciale est dévolue aux chambres commerciales des tribunaux de grande instance.

Tribunal d'instance : Juridiction fonctionnelle depuis 2002 et ayant pour but de désengorger les tribunaux de grande instance, le tribunal d'instance est compétent pour juger tous les litiges en matière civile et commerciale dont le montant est supérieur à 100 000FCFA et inférieur à 1 000 000FCFA et en matière pénale des contraventions. Il est la juridiction d'appel des décisions rendues par les tribunaux départementaux ou d'arrondissements.

Tribunal du travail : Juridiction compétente pour juger les litiges en matière d'application du Code du travail.

Tribunal pour enfants : Juridiction d'appel des décisions rendues par le juge des enfants. Il statue en premier et dernier ressort en matière de crime ayant pour auteur des mineurs. Il a été créé par la loi n° 28- 2004 AN/ du 8 septembre 2004 au siège de chaque Cour d'appel.

Juge des enfants : le juge des enfants est compétent pour connaître des contraventions et délits commis par les mineurs âgés de moins de 18 ans. Il est également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger. Il est juge d'instruction en matière criminelle.

Tribunal départemental ou d'arrondissement : Juridictions de proximité compétentes pour connaître de toutes les situations non contentieuses relevant de l'état des personnes (jugement supplétif d'actes de naissance, de décès, etc.), de litiges en matière civile et commerciale n'excédant pas 100 000 FCFA, de différends relatifs à la divagation d'animaux, bris de clôtures, etc.

Juridictions de l'ordre administratif

Cour des comptes :

La Cour des Comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics et assiste l'Assemblée nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances.

Elle est régie par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000 portant composition, attributions, organisation, fonctionnement de la Cour des Comptes et procédure applicable devant elle.

Conseil d'État : Créé par la loi n° 15-2000 AN du 23 mai 2000, le Conseil d'Etat est compétent pour connaître des recours contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application va au-delà du ressort territorial d'un seul tribunal administratif et des appels interjetés contre les décisions du tribunal administratif. Aux termes de l'article 127 al 2 de la Constitution, « le Conseil d'Etat est la juridiction supérieure de l'ordre administratif ».

Tribunal administratif : Juge de droit commun du contentieux administratif, il statue en premier ressort et à charge d'appel devant le Conseil d'État. Il statue en dernier ressort dans certains cas déterminés par la loi. Il connaît en outre, des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence. Il est aussi compétent en matière électorale dans les cas déterminés par la loi.

Tableau 2.1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels

Juridictions	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Les juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation (CC)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel (CA)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux d'instance (TI)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance (TGI)	12	16	19	19	20	23	24	24	24	24
Tribunaux de commerce	-	-	-	-	-	-	2	2	2	2
Tribunaux du travail (TT)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Juges des enfants (JE)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	7
Tribunaux pour enfants (TPE)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux (TD)	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissements (TAR)	8	8	8	8	8	8	8	8	8	19
Les juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes (CCO)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État (CE)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs (TA)	12	16	19	19	20	23	24	24	24	24
Etablissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction (MAC)	10	15	19	19	20	23	24	24	24	24
Centre pénitentiaire agricole (CPAB)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Tableau 2.2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2013 par localité

Localités	CC	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TC	TPE	JE	CCO	CE	TA	EP
Banfora			1		17					1			1	1
Baporo (CPAB)														1
Bobo-Dioulasso		1	1	1	19	7	1	1	1	1			1	1
Bogandé			1		7								1	1
Boromo			1		10								1	1
Dédougou			1		13								1	1
Diapaga			1		8								1	1
Diébougou			1		5								1	1
Djibo			1		9								1	1
Dori			1		17								1	1
Fada N'gourma			1		12								1	1
Gaoua			1		23								1	1
Kaya			1		19					1			1	1
Kongoussi			1		9								1	1
Koudougou			1		25		1			1			1	1
Léo			1		13								1	1
Manga			1		12								1	1
Nouna			1		10								1	1
Orodara			1		13								1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	21	12	1	1	1	2	1	1	1	1
Ouahigouya			1		22					1			1	1
Tenkodogo			1		30								1	1
Tougan			1		14								1	1
Yako			1		9								1	1
Ziniaré			1		12								1	1
Total	1	2	24	2	349	19	3	2	2	7	1	1	24	25

NB : Les tribunaux départementaux sont décomptés suivant la couverture territoriale du TGI.

Etablissements pénitentiaires

Maison d'arrêt et de correction : Établissement pénitentiaire qui reçoit les personnes en attente de jugement (prévenus et inculpés) et les personnes jugées (condamnés).

Centre pénitentiaire agricole : Établissement pénitentiaire créé à Baporo pour accueillir les condamnés bénéficiant du régime de semi-liberté, et provenant de toutes les maisons d'arrêt et de correction avec pour vocation de leur donner une formation en matière agricole.

Note :

Les structures (juridictions ou établissements pénitentiaires) sont comptabilisées à partir de leur mise en fonction effective et non à partir de leur création officielle. Ainsi un TGI créé en 2001 et qui commence effectivement à fonctionner en 2003 est comptabilisé à partir de 2003.

Tableau 2.3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel

2004											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	5	1	125	3	1	1	1	5	4	0
Ouagadougou	1	13	1	224	5	2	1	1	13	7	0
Ensemble	2	18	2	349	8	3	2	2	18	11	0
2005											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	6	1	125	3	1	1	1	6	6	0
Ouagadougou	1	13	1	224	5	2	1	1	13	11	0
Ensemble	2	19	2	349	8	3	2	2	19	17	0
2006											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	6	1	125	3	1	1	1	6	7	0
Ouagadougou	1	13	1	224	5	2	1	1	13	13	0
Ensemble	2	19	1	349	8	3	2	2	19	20	0
2007											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	6	1	125	3	1	1	1	6	7	0
Ouagadougou	1	13	1	224	5	2	1	1	13	13	0
Ensemble	2	19	2	349	8	3	2	2	19	20	0
2008											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	6	1	125	3	1	1	1	6	7	0
Ouagadougou	1	14	1	224	5	2	1	1	14	14	0
Ensemble	2	20	2	349	8	3	2	2	20	21	0
2009											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
2010											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
2011											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
2012											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
2013											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	12	2	1	5	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	19	3	2	7	24	25	2

II.2. Budget

Concepts

Budget prévisionnel : Document comptable présentant les prévisions de ressources (recettes) et leurs différentes utilisations (dépenses).

La loi des finances (loi initiale) présente le budget prévisionnel de l'État.

Consommations budgétaires : Utilisations effectives des crédits budgétaires alloués.

Dépenses de personnel : Rémunérations d'activité (salaires, primes, gratifications et autres traitements en espèces et en nature), cotisations et contributions sociales ainsi que les prestations sociales et les allocations diverses versées aux agents publics.

Dépenses d'équipement et d'investissement : Dépenses d'acquisition, d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillage technique, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.

Dépenses en matériel : Dépenses d'acquisition, d'équipements légers, de maintenance et de gestion de stocks des machines, appareils et autres biens mobiliers et immobiliers.

Dotation budgétaire : Ensemble des crédits budgétaires alloués en début d'exercice.

Transferts courants : Paiements sans contrepartie destinés à couvrir les dépenses courantes ou à réaliser des objectifs de politique générale ou des objectifs divers.

Transferts en capital : Paiements sans contrepartie destinés à la formation de capital (acquisitions des biens de capital, indemnités de la perte ou de l'endommagement de biens, accroissement du capital financier, etc.).

Sources statistiques :

Les données sur les dotations budgétaires sont tirées des lois de finances de 2003 à 2012 et les consommations budgétaires sont issues du circuit de la dépense du ministère de l'économie et des finances.

Tableau 2.4 : Montants des allocations budgétaires (en millions de FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*	2012	2013
Personnel	1 341,2	1 805,3	1 949,0	2 477,7	2 167,6	2 720,7	4 436,7	4 235,8	6 347,9	7 654,1
Matériel	430,1	412,9	338,9	683,0	940,5	1 026,7	980,51	1 304,6	1 470,9	2 369 ,4
Transferts courants	347,9	461,9	462,7	475,9	430,3	509,7	349,05	546,3	551,8	1 027,3
Equipement-investissement-transferts en capital	3 311,0	5 262,9	7 066,5	3 305,5	3 464,1	2 910,3	3 164,2	2 116,8	3 163,2	4 256,0
Dons										
État	648,0	855,1	1 101,8	842,6	1 974,3	2 273,4	1 968,5	1 497,0	3 130,7	4 256,0
Ressources extérieures	2 663,0	4 407,8	5 964,8	2 462,9	1 489,8	636,8	1 195,8	619,8	32,5	0,0
Total	5 430,2	7 943,0	9 817,1	6 942,1	7 002,5	7 167,4	8 930,5	8 203,5	11 533,9	15 306,9

*Les chiffres 2011correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

Source : Lois de finances (révisées) des années 2003 à 2012

Tableau 2.5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*	2012	2013
Personnel	1 381,8	1 804,4	2 042,9	2 451,9	2 813,8	3 375,3	4 784,6	5 228,8	5 900,0	7 175,9
Matériel	316,0	262,1	178,9	657,3	799,2	945,0	872,5	1 220,2	1 451,6	2 356,8
Transferts courants	218,9	289,3	315,1	371,5	429,1	445,2	349,0	546,3	551,8	1 027,3
Equipement-investissement-transferts en capital	2 703,6	2 008,8	1 220,3	2 797,4	1 003,7	2219,2	1 832,3	1 872,3	3 130,7	4 255,9
Dons										
État	647,7	593,1	913,8	679,9	448,6	1 779,8	1 637,2	1 372,2	3 130,7	4 255,9
Ressources extérieures	2 055,9	1 415,7	306,5	2 117,5	555,1	439,4	195,1	500,1	0,0	0,0
Total	4 620,3	4 364,6	3 757,2	6 278,1	5 045,8	6 984,7	7 838,4	8 867,6	11 034,1	14 815,8

*Les chiffres de 2011 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

Source : Circuit de la dépense et rapports du Programme d'investissements publics / Ministère de l'Economie et des Finances ; ICF

Tableau 2.6 : Situation des crédits délégués par juridiction (en milliers de FCF)

Cours d'appel	Dotations budgétaires				Consommations budgétaires			
	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012	2013
Bobo-Dioulasso	59 350	26 590	59 634	46 820	59 350	26 470	59 613	46 806
Ouagadougou	60 350	77 050	59 600	80 306	60 350	77 016	59 525	80 166
Ensemble	119 700	103 640	119 234	127 126	119 700	103 486	119 138	126 972
Tribunaux pour enfants								
Bobo-Dioulasso	2 800	3 100	3 580	4 475	2 800	3 085	3 572	4 470
Ouagadougou	3 100	3 190	3 695	4 350	3 100	3 181	3 626	4 120
Ensemble	5 900	6 290	7 275	8 825	5 900	6 266	7 198	8 590
Juges des enfants								
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0	0
Ensemble	0	0	0	0	0	0	0	0
Tribunaux du travail								
Bobo-Dioulasso	3 500	3 490	4 145	4 600	3 500	3 484	4 132	4 494
Koudougou*	3 200	3 400	7 523	4 427	3 200	3 370	7 514	4 406
Ouagadougou	3 100	3 600	4 255	5 314	3 100	3 236	4 188	5 188
Ensemble	9 800	10 490	15 923	14 341	9 800	10 093	15 834	14 087
Tribunaux d'instance								
Bobo-Dioulasso	3 400	3 790	4 475	4 375	3 400	3 787	4 464	4 370
Ouagadougou	5 900	5 190	5 695	4 395	5 900	5 110	5 633	4 284
Ensemble	9 300	8 980	10 170	8 770	9 300	8 897	10 097	8 654
Tribunaux de commerce								
Bobo-Dioulasso	-	2 700	3 360	5 400	-	2 690	3 022	5 397
Ouagadougou	-	2 990	3 045	4 834	-	2 260	3 347	4 690
Ensemble	-	5 690	6 405	10 234	-	4 950	6 369	10 086
Tribunaux administratifs								
Bobo-Dioulasso	3 300	2 990	4 835	5 146	3 300	2 977	4 821	5 137
Ouagadougou	3 100	3 990	5 885	5 868	3 100	3 980	5 815	5 791
Ensemble	6 400	6 980	10 720	11 014	6 400	6 957	10 636	10 928

Tableau 2.7 : Situation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA)

	Dotations budgétaires				Consommations budgétaires			
	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012	2013
Ensemble	112 900	125 859	159 639	187 056	112 700	123 355	158 725	182 527
Tribunaux de grande instance								
Banfora	3 500	4 490	5 295	7 445	3 500	4 455	5 286	7 099
Bobo-Dioulasso	10 400	9 680	12 585	11 100	10 400	9 380	12 544	11 084
Bogandé	4 200	4 990	5 695	7 174	4 200	4 987	5 684	6 964
Boromo	3 400	4 990	6 095	7 400	3 200	4 974	6 094	7 296
Dédougou	4 500	4 590	5 750	7 563	4 500	4 580	5 719	7 447
Diapaga	4 600	5 390	6 095	6 104	4 600	5 387	5 986	6 003
Diébougou	4 100	3 990	4 595	6 995	4 100	3 977	4 589	6 779
Djibo	4 800	5 090	5 795	7 200	4 800	5 073	5 787	7 085
Dori	5 200	5 290	6 195	8 000	5 200	5 246	6 143	7 907
Fada N'gourma	4 900	5 290	5 995	7 794	4 900	5 281	5 901	7 571
Gaoua	5 000	4 890	5 895	7 500	5 000	4 883	5 829	7 357
Kaya	4 500	4 690	5 495	7 500	4 500	4 669	5 486	7 295
Kongoussi	3 200	4 000	5 025	6 638	3 200	4 000	5 022	5 337
Koudougou	4 100	4 589	7 595	7 704	4 100	4 572	7 576	7 585
Léo	3 700	3 790	4 760	6 698	3 700	3 780	4 748	6 585
Manga	4 200	4 590	5 695	7 340	4 200	4 568	5 596	7 163
Nouna	2 000	3 700	4 750	6 600	2 000	3 678	4 745	6 595
Orodara	3 400	3 390	4 164	7 350	3 400	3 085	4 163	7 148
Ouagadougou	8 600	12 870	15 685	15 092	8 600	11 862	15 565	14 912
Ouahigouya	5 500	6 000	6 200	8 650	5 500	5 614	6 172	8 616
Tenkodogo	5 200	4 790	5 795	7 675	5 200	4 768	5 714	7 429
Tougan	4 300	4 290	4 695	7 039	4 300	4 263	4 673	6 922
Yako	4 800	5 190	4 695	6995	4 800	5 045	4 654	6 868
Ziniaré	4 800	5 290	15 095	7 500	4 800	5 228	15 049	7 480

Tableau 2.8 : Situation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)

	Dotations budgétaires				Consommations budgétaires			
	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012	2013
Ensemble	85 250	104 450	122 915	133 960	85 250	102 552	122 366	128 342
Prison de haute sécurité	-	3 100	2 895	6 193	-	2 483	2 895	5 979
Maisons d'arrêt et de correction								
Banfora	2 900	3 800	4 860	5 103	2900	3 799	4 859	5 098
Bobo-Dioulasso	5 600	7 070	7 850	8 242	5 600	7 059	7 845	8 235
Bogandé	3 400	4 500	5 520	4 906	3 400	4 487	5 461	4 689
Boromo	3 200	3 900	4 800	5 040	3 200	3 887	4 796	5 032
Dédougou	3 300	4 000	4 920	5 166	3 300	3 997	4 919	5 096
Diapaga	3 400	3 800	5 000	5 920	3 400	3 793	4 893	2 719
Diébougou	2 600	3 300	3 980	4 284	2 600	3 288	3 977	4 076
Djibo	2 900	3 400	4 200	4 410	2 900	3 313	4 197	4 400
Dori	3 600	4 200	5 160	5 460	3 600	4 175	5 149	5 453
Fada N'gourma	3 700	4 500	5 520	4 696	3 700	4 494	5 466	4 591
Gaoua	3 400	4 100	5 040	5 292	3 400	4 099	4 962	5 084
Kaya	3 300	3 800	5 060	5 313	3 300	3 798	5 055	5 306
Kongoussi	3 200	4 300	5 280	5 344	3 200	4 294	5 278	5 337
Koudougou	3 000	3 800	4 680	4 914	3 000	3 797	4 667	4 775
Léo	2 900	3 200	3 960	4 158	2 900	3 197	3 953	3 948
Manga	3 300	4 500	5 100	5 460	3 300	4 493	5 093	5 251
Nouna	3 250	3 600	4 040	5 502	3 250	3 587	4 037	5 502
Orodara	3 100	3 600	4 440	4 662	3 100	3 593	4 338	4 661
Ouagadougou	8 600	8 780	8 730	9 603	8 600	8 762	8 676	9 400
Ouahigouya	4 000	4 700	5 140	5 817	4 000	4 691	5 139	5 816
Tenkodogo	3 600	4 100	4 940	5 292	3 600	4 098	4 934	5 086
Tougan	3 200	4 800	5 400	5 775	3 200	4 797	5 397	5 774
Yako	2 700	2 700	2 800	3 328	2 700	1 696	2 785	2 957
Ziniaré	3 100	2 900	3 600	4 080	3 100	2 876	3 595	4 077

II.3. Personnel

Concepts

Le personnel du ministère de la justice est composé :

- de magistrats ;
- de personnels occupant des emplois spécifiques du ministère de la justice autres que magistrats (personnel du corps des greffiers et personnel de sécurité pénitentiaire) ;
- de cadres occupant des emplois non spécifiques au ministère de la justice (cadres venant des autres départements ministériels) ;
- d'autres personnels non spécifiques que sont les secrétaires, les statisticiens, les informaticiens, les agents de bureau ;
- de personnels d'appui que sont les chauffeurs, les interprètes, les agents de liaison, les reprographes.

Les magistrats sont régis par la loi organique n°036-2001/AN du 13 décembre 2001, ensemble ses modificatifs. On distingue les magistrats du ministère public (parquet) des magistrats du siège.

Les **magistrats du ministère public** sont :

- au niveau des TGI, TI et JE : le procureur du Faso et son ou ses substituts.
- au niveau du tribunal administratif : le commissaire du gouvernement et ses adjoints ;
- au niveau du TPE : le procureur général et ses substituts ;
- au niveau de la Cour d'appel : le procureur général, ses substituts et les avocats généraux ;
- au niveau de la Cour de cassation : le procureur général, le premier avocat général et les avocats généraux ;
- au niveau de la Cour des comptes : le procureur général et les commissaires du gouvernement ;
- au niveau du Conseil d'État : le commissaire du gouvernement et les commissaires du gouvernement adjoints.

Tableau 2.9 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	237	265	292	317	341	371	394	406	428	453	450
Sexe											
Hommes	171	196	221	240	257	281	300	311	333	360	355
Femmes	66	69	71	77	84	90	94	95	95	93	95
Ancienneté											
Moins de 5 ans	78	93	122	138	148	148	149	134	127	128	99
5 à 9 ans	56	71	40	41	48	78	92	122	138	148	148
10 à 14 ans	0	0	30	40	49	49	62	34	37	45	75
15 à 20 ans	52	37	21	8	0	0	0	27	38	49	48
20 à 24 ans	39	49	63	72	74	50	35	21	8	0	0
25 ans et plus	12	15	16	18	22	46	56	68	80	83	80
Position											
Chancellerie	21	23	24	26	22	30	27	30	41	43	46
Juridictions	184	213	239	261	286	303	334	339	350	372	358
Mission onusienne											5
Détachements	6	5	7	9	10	11	09	09	12	12	10
Disponibilités	10	10	8	7	6	5	3	2	2	3	4
Mises à disposition	16	14	14	14	17	22	21	26	23	23	27

Tableau 2.10 : Magistrats par type de juridiction

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Cour de cassation	18	18	20	23	27	26	25	24	24	26	30
Conseil constitutionnel	5	5	5	5	4	8	6	7	7	9	9
Conseil d'État	10	10	9	11	12	14	14	15	14	14	15
Cour des comptes	3	3	4	4	4	4	5	5	5	7	7
Cours d'appel	33	34	39	34	35	39	40	41	43	59	53
Tribunaux d'instance	4	4	6	5	5	6	6	7	7	6	6
Tribunaux de grande instance	99	118	131	154	170	173	192	204	208	209	201
Tribunaux du travail	6	7	8	8	12	11	12	11	12	13	11
Juges des enfants	-	2	2	2	2	2	2	4*	4*	4*	7*
Tribunaux pour enfants	-	6	6	5	4	6	7	7*	7*	9*	9*
Tribunaux administratifs	6	6	9	10	11	14	15	15	20	19	17
Tribunaux de commerce	-	-	-	-	-	-	10	10	10	10	9

*Ces magistrats exercent cumulativement deux fonctions : ils siègent à la fois dans les juridictions pour mineurs et dans le TGI ou la cour d'appel de la même localité.

Concepts

Les **magistrats du siège** sont :

- au niveau du tribunal de grande instance : le président, le vice-président et les juges ;
- au niveau du tribunal d'instance : le président et les juges ;
- au niveau du tribunal du travail : le président et les juges ;
- au niveau du tribunal administratif : le président et les juges ;
- au niveau de la Cour d'appel : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau de la Cour de cassation : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau de la Cour des comptes : le premier président, les présidents de chambres et les conseillers ;
- au niveau du Conseil d'État : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau du Juge des enfants : les juges ;
- au niveau du tribunal pour enfants : le président et les juges ;
- au niveau du Tribunal de commerce : Le président et les juges.

Sources statistiques

Les effectifs des magistrats des différentes structures de la justice ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir de leurs dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Le classement des différents actes de mobilité professionnelle a permis cette reconstitution.

Tableau 2.11 : Magistrats par juridiction

Cours d'appel	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Bobo-Dioulasso	13	17	18	15	17	17	19	19	23	22
Ouagadougou	21	22	16	20	22	23	22	24	36	31
Ensemble	34	39	34	35	39	40	41	43	59	53
Tribunaux pour enfants										
Bobo-Dioulasso	3	3	3	2	3	3	3 *	3 *	4*	4*
Ouagadougou	3	3	2	2	3	4	4 *	4 *	5*	5*
Ensemble	6	6	5	4	6	7	7 *	7 *	9*	9*
Juges des enfants										
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	2 *	2 *	2*	1*
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1	2 *	2*	2*	2*
Kaya										1
Ouahigouya										1
Koudougou										1
Banfora										1
Ensemble	2	2	2	2	2	2	4 *	4*	4*	7*
Tribunaux du travail										
Bobo-Dioulasso	2	3	3	3	3	4	4	3	4	3
Koudougou*	-	-	-	-	1	1	1*	1*	1	1
Ouagadougou	5	5	5	8	7	7	7	8	8	7
Ensemble	7	8	8	12	11	12	11	12	13	11
Tribunaux d'instance										
Bobo-Dioulasso	2	4	3	2	3	2	2	2	2	2
Ouagadougou	2	2	2	3	3	4	5	5	4	4
Ensemble	4	6	5	5	6	6	7	7	6	6
Tribunaux de commerce										
Bobo-Dioulasso	-	-	-	-	-	4	4	4	8	7
Ouagadougou	-	-	-	-	-	6	6	6	11	10
Ensemble	-	-	-	-	-	10	10	10	19	17
Tribunaux administratifs										
Bobo-Dioulasso	2	3	4	4	5	6	6	9	4	3
Ouagadougou	4	6	6	7	9	9	9	11	6	6
Ensemble	6	9	10	11	14	15	15	20	10	9
Tribunaux de grande instance										
Banfora	7	6	6	6	6	6	6	6	7	7
Bobo-Dioulasso	17	17	23	29	25	28	28	31	30	27
Bogandé	4	4	6	5	4	5	5	5	5	5
Boromo	-	3	5	5	5	5	5	5	5	5
Dédougou	5	6	7	7	8	7	7	7	7	7
Diapaga	3	3	3	3	3	4	4	4	4	4
Diébougou	-	-	-	-	-	4	4	4	4	4
Djibo	-	-	-	-	3	5	5	5	5	5
Dori	5	6	7	4	7	7	7	6	6	5
Fada N'gourma	4	6	6	10	6	6	6	7	7	6
Gaoua	6	6	5	6	6	7	7	7	6	5
Kaya	6	7	7	7	8	9	9	6	7	7
Kongoussi	3	3	5	5	5	5	5	5	7	5
Koudougou	7	8	8	8	9	10	10	10	8	8
Léo	-	-	-	3	3	4	4	4	5	5
Manga	3	4	5	5	5	6	6	6	5	5
Nouna	-	-	-	-	3	4	4	4	4	4
Orodara	-	-	-	-	3	4	4	4	4	4
Ouagadougou	31	31	35	36	35	35	44	49	49	48
Ouahigouya	7	8	7	8	7	7	7	6	7	8
Tenkodogo	5	6	7	7	7	10	11	10	11	11
Tougan	2	3	5	5	5	5	5	5	5	5
Yako	1	1	3	5	5	5	5	5	5	5
Ziniaré	2	3	4	6	5	6	6	6	6	6
Ensemble										
	118	131	154	170	173	192	204	207	209	201

*Ces magistrats exercent cumulativement deux fonctions : ils siègent à la fois dans les juridictions pour mineurs et dans le TGI de la même localité. Aussi, les magistrats du TT de Koudougou sont cumulativement affectés au TGI de Koudougou, ils ont été comptabilisés au TGI.

Concepts

Les personnels des emplois spécifiques du Ministère de la justice autres que magistrats sont régis par les dispositions du décret n°2004-327/PRES/PM/MFPRE/MJ/MFB du 04 août 2004 et se subdivisent en deux groupes :

- les emplois des greffes et parquets, encore appelés auxiliaires de justice ;
- les emplois de gardes de sécurité pénitentiaire.

Les emplois des greffes et parquets sont hiérarchisés comme suit :

- les greffiers en chef qui sont des cadres de conception et/ou de direction ;
- les greffiers qui sont des cadres d'application ;
- les secrétaires de greffes et parquets qui sont des agents d'exécution.

Tableau 2.12 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	43	54	63	64	78	89	100
Sexe							
Hommes	28	38	44	47	59	70	79
Femmes	15	16	19	17	19	19	21
Ancienneté							
Moins de 5 ans	15	25	25	33	35	27	22
5 à 9 ans	8	9	13	10	18	27	34
10 à 14 ans	0	0	5	3	7	17	25
15 à 19 ans	8	6	5	5	0	0	0
20 à 24 ans	9	11	12	8	10	7	6
25 ans et plus	3	3	3	5	8	11	13
Position							
Chancellerie	4	4	5	8	12	12	16
Juridictions (y compris les hautes cours)	39	48	57	53	64	73	79
Disponibilité	0	2	1	3	1	1	1
Mis à disposition	0	0	0	0	0	0	0
Détachement	0	0	0	0	1	1	0
Stage à l'ENAM	-	-	-	-	-	2	2
Mission onusienne	-	-	-	-	-	-	2
Juridictions	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	39	48	57	53	64	73	79
Cour de cassation	2	2	2	2	2	2	2
Conseil constitutionnel	1	1	1	1	2	2	2
Conseil d'État	1	1	1	1	1	2	2
Cour des comptes	1	1	1	1	2	3	3
Cours d'appel	4	4	6	4	5	6	8
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance	22	30	32	30	38	43	47
Tribunaux du travail	3	3	4	3	4	4	4
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	0
Tribunaux pour enfants	1	2	2	2	2	2	2
Tribunaux administratifs	2	2	2	3	2	3	3
Tribunaux de Commerce	-	-	4	4	4	4	4

Source : DRH

Tableau 2.12 (suite): Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	Greffiers en chef						
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Cours d'appel	4	4	6	4	5	6	8
Bobo-Dioulasso	2	2	3	1	1	2	3
Ouagadougou	2	2	3	3	4	4	5
Tribunaux pour enfants	1	2	2	2	2	2	2
Bobo-Dioulasso	0	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1	1
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0
Tribunaux du travail	3	3	4	3	4	4	4
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1
Koudougou	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	2	1	2	2	2
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	2
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux de commerce	-	-	4	4	4	4	4
Bobo-Dioulasso	-	-	2	2	2	2	2
Ouagadougou	-	-	2	2	2	2	2
Tribunaux administratifs	2	2	2	3	2	3	3
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	2	2
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux de grande instance	22	30	32	30	38	43	47
Banfora	1	1	1	1	2	2	2
Bobo-Dioulasso	3	3	3	4	3	4	5
Bogandé	0	0	1	1	2	3	3
Boromo	0	0	1	1	1	1	1
Dédougou	1	2	2	1	2	2	2
Diébougou	-	-	1	0	0	1	1
Diapaga	0	0	0	0	1	0	1
Djibo	-	1	1	1	1	1	1
Dori	1	1	1	1	2	1	1
Fada N'gourma	2	2	2	1	2	2	2
Gaoua	1	1	1	1	1	1	1
Kaya	1	2	2	1	2	3	2
Kongoussi	1	1	1	1	1	1	1
Koudougou	1	1	1	2	3	2	2
Léo	1	1	1	1	1	2	2
Manga	1	1	1	1	2	2	3
Nouna	-	1	1	1	1	1	2
Orodara	-	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	4	6	4	3	3	5	5
Ouahigouya	1	2	2	2	2	2	1
Tenkodogo	1	1	1	1	3	2	2
Tougan	0	0	1	1	1	1	1
Yako	1	1	1	2	2	2	3
Ziniaré	1	1	1	1	1	1	2
Ensemble	34	43	52	48	57	64	70

Concepts

Les emplois de greffier en chef, de greffier et de secrétaire des greffes et parquets comprennent respectivement les attributions définies aux articles 17, 11 et 2 du décret n° 2004-327/PRES/PM/MFPRE/MJ/MFB du 4 août 2004 portant organisation des emplois spécifiques du Ministère de la justice.

❖ Le greffier en chef

Placé sous le contrôle de l'autorité hiérarchique du président du tribunal, le greffier en chef a vocation à exercer des fonctions d'administration, d'encadrement, de gestion, d'enseignement et d'assistance des agents greffiers, secrétaires des greffes et parquets ou autres agents d'appui dans les actes de sa juridiction.

Il est chargé, entre autres, de :

- assurer l'encadrement et le contrôle des agents relevant du siège de la juridiction ;
- assurer les fonctions d'auxiliaire du Trésor public par la perception et le reversement des droits et taxes requis pour certaines formalités judiciaires ;
- gérer les caisses d'avance et de menues dépenses dans les juridictions ;
- contrôler la tenue des différents registres et répertoires ;
- recevoir et conserver les pièces à conviction à lui confiées et les représenter ;
- établir le rôle général des affaires pour lesquelles la juridiction est compétente et les rôles des audiences des différentes juridictions ;
- assurer la conservation des jugements et arrêts, de la documentation législative, jurisprudentielle et doctrinale à l'usage de toute la juridiction ;
- assurer la conservation, restitution ou transmission aux domaines, des valeurs et objets ou scellés déposés au greffe de la juridiction en vertu de la loi ;
- assurer la conservation des minutes, registres, actes et documents afférents à la juridiction et délivrer les grosses, expéditions, copies et extraits des décisions de la juridiction ;
- organiser la tenue du registre du commerce et du crédit mobilier ;
- organiser la mise en forme des décisions, des feuilles d'audiences et des procès-verbaux d'enquêtes et d'auditions ;
- tenir la plume aux audiences publiques ou en chambre de conseil ;
- authentifier les actes juridictionnels dans les cas prévus par la loi et les textes particuliers ;
- signer, avec le juge, les décisions rendues par la juridiction ;
- etc.

Tableau 2.13 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	Greffiers						
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	100	120	118	125	149	165	169
Sexe							
Hommes	73	91	102	107	126	135	134
Femmes	27	29	16	18	23	30	35
Ancienneté							
Moins de 5 ans	47	50	77	54	51	53	44
5 à 9 ans	22	41	24	34	46	56	49
10 à 14 ans	1	0	2	13	30	29	48
15 à 19 ans	9	11	0	1	1	1	1
20 à 24 ans	8	6	5	12	12	11	12
25 ans et plus	13	12	10	11	9	15	15
Position							
Chancellerie	1	3	3	3	5	6	8
Juridictions (y compris les hautes cours)	99	116	113	121	140	142	146
Disponibilité	0	0	1	1	2	4	3
Mise à disposition	0	1	1	0	0	0	0
Détachement	0	0	0	0	2	0	0
Stage à l'ENAM	0	0	0	0	0	13	12
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0
	Greffiers en juridictions						
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	99	116	113	121	140	142	146
Cour de cassation	6	6	4	8	8	5	5
Conseil constitutionnel	3	3	3	3	3	3	3
Conseil d'État	2	2	2	3	3	4	5
Cour des comptes	3	4	3	3	5	5	6
Cours d'appel	8	14	17	14	19	19	20
Tribunaux d'instance	5	6	6	5	5	5	4
Tribunaux de grande instance	69	77	66	73	84	87	82
Tribunaux du travail	3	2	2	3	3	3	3
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	0
Tribunaux pour enfants	0	0	1	0	0	1	3
Tribunaux administratifs	0	2	2	2	3	3	5
Tribunaux de commerce	-	-	7	7	7	7	10

Tableau 2.13 (suite) : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	Greffiers						
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Cours d'appel	8	14	17	14	19	19	20
Bobo-Dioulasso	3	6	5	5	6	7	7
Ouagadougou	5	8	12	9	13	12	13
Tribunaux pour enfants	0	0	1	0	0	1	3
Bobo-Dioulasso	0	0	1	0	0	1	2
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	1
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0
Tribunaux du travail	3	2	2	3	3	3	3
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	1	1
Koudougou*	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	2	1	1	2	2	1	1
Tribunaux d'instance	5	6	6	5	5	5	4
Bobo-Dioulasso	2	3	3	2	2	2	2
Ouagadougou	3	3	3	3	3	3	2
Tribunaux de commerce	-	-	7	7	7	7	10
Bobo-Dioulasso	-	-	1	1	1	1	2
Ouagadougou	-	-	6	6	6	6	8
Tribunaux administratifs	0	2	2	2	3	3	5
Bobo-Dioulasso	0	0	1	1	1	1	1
Ouagadougou	0	2	1	1	2	2	4
Tribunaux de grande instance	69	77	66	73	84	87	82
Banfora	2	2	2	2	2	4	4
Bobo-Dioulasso	10	8	8	8	9	9	9
Bogandé	1	3	3	2	1	0	1
Boromo	3	3	1	2	2	3	3
Dédougou	4	3	2	3	4	3	3
Diébougou	-	-	1	3	3	3	2
Diapaga	1	2	0	2	2	3	3
Djibo	-	2	2	2	2	2	3
Dori	1	1	1	1	2	3	3
Fada N'gourma	3	2	2	2	2	3	3
Gaoua	2	2	1	4	4	3	3
Kaya	1	2	2	2	1	1	1
Kongoussi	2	2	2	2	2	2	2
Koudougou	4	4	4	2	3	7	4
Léo	1	2	2	2	2	3	3
Manga	1	2	2	2	1	2	0
Nouna	-	2	2	2	2	1	2
Orodara	-	2	2	2	3	3	3
Ouagadougou	19	18	13	16	23	19	19
Ouahigouya	5	4	3	3	2	2	2
Tenkodogo	2	3	2	3	5	4	2
Tougan	2	2	2	2	2	2	3
Yako	3	3	3	2	2	2	1
Ziniaré	2	3	4	2	3	3	3
Ensemble	85	101	101	104	120	125	127

Concepts

❖ Le greffier

L'emploi de greffier comprend les attributions suivantes :

- tenir les registres, répertoires et rôles y compris la plume aux audiences publiques, en chambre de conseil et aux assemblées générales des juridictions ;
- signer, avec le juge, les décisions rendues et les procès-verbaux ;
- transcrire les procès-verbaux sous la dictée du juge d'instruction ;
- réaliser la mise en forme des décisions, des procès-verbaux d'enquêtes et d'auditions ;
- établir et délivrer des expéditions, extraits ou copies des décisions judiciaires ;
- recevoir et transcrire les recours contre les décisions de la juridiction ;
- mettre en état les dossiers frappés de recours ;
- établir les pièces d'exécution pour la mise en œuvre effective des sentences pénales, les citations et les avertissements à prévenu, les convocations à partie civile, à conseil et à témoin ;
- assister le juge dans tout transport judiciaire ;
- établir périodiquement les pièces (mensuelles, trimestrielles et annuelles) à l'attention de la chancellerie ;
- notifier les ordonnances aux parties ;
- tenir le registre de commerce et du crédit mobilier ;
- préparer les commissions rogatoires, les commissions d'experts et les mandats, les ordres de mise en détention ou en liberté et notifier aux parties ou à leurs conseils, les actes du juge ;
- tenir ou participer à la tenue de la comptabilité du greffe ;
- assurer l'accueil des justiciables ;
- etc.

Tableau 2.14 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	Secrétaires des greffes et parquets						
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	136	137	125	117	141	145	144
Sexe							
Hommes	89	90	77	71	89	92	91
Femmes	47	47	48	46	52	53	53
Ancienneté							
Moins de 5 ans	86	78	53	27	33	27	26
5 à 9 ans	14	24	43	59	67	74	63
10 à 14 ans	10	6	9	2	8	11	21
15 à 19 ans	5	5	4	1	4	4	5
20 à 24 ans	11	14	6	17	15	12	11
25 ans et plus	10	10	10	11	14	17	18
Position							
Chancellerie	12	11	11	9	15	12	9
Juridictions (y compris les hautes cours)	124	124	112	106	116	98	82
Disponibilité	0	0	0	1	1	0	2
Mise à disposition	0	2	2	1	2	1	1
Détachement	-	-	-	-	1	2	0
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0
Stage à l'ENAM	-	-	-	-	6	32	50
Secrétaires des greffes et parquets en juridiction y compris les hautes cours							
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	124	124	112	106	116	98	82
Cour de cassation	2	2	2	2	0	2	3
Conseil constitutionnel	1	1	1	1	1	0	0
Conseil d'État	2	2	2	2	2	1	1
Cour des comptes	1	0	0	1	2	3	5
Cours d'appel	21	18	17	13	13	12	7
Tribunaux d'instance	2	3	0	0	0	0	0
Tribunaux de grande instance	78	78	68	68	78	64	56
Tribunaux du travail	7	7	4	5	5	4	3
Juges des enfants	2	2	2	1	1	1	1
Tribunaux pour enfants	3	4	4	4	4	2	0
Tribunaux administratifs	5	7	7	5	5	6	3
Tribunaux de commerce	-	-	5	4	5	3	3

Source : DRH

Tableau 2.14 (suite) : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	Secrétaires des greffes et parquets						
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Cours d'appel	21	18	17	13	13	12	7
Bobo-Dioulasso	10	10	11	8	8	7	4
Ouagadougou	11	8	6	5	5	5	3
Tribunaux pour enfants	3	4	4	4	4	2	0
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	2	1	0
Ouagadougou	1	2	2	2	2	1	0
Juges des enfants	2	2	2	1	1	1	1
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	1	0	0	0	0
Tribunaux du travail	7	7	4	5	5	4	3
Bobo-Dioulasso	3	3	2	2	2	1	1
Koudougou*	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	4	4	2	3	3	3	2
Tribunaux d'instance	2	3	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	1	1	0	0	0	0	0
Ouagadougou	1	2	0	0	0	0	0
Tribunaux de commerce	-	-	5	4	4	3	3
Bobo-Dioulasso	-	-	2	2	2	1	1
Ouagadougou	-	-	3	2	2	2	2
Tribunaux administratifs	5	7	7	5	5	6	3
Bobo-Dioulasso	2	2	2	1	1	1	1
Ouagadougou	3	5	5	4	4	5	2
Tribunaux de grande instance	78	78	68	68	78	64	56
Banfora	4	5	4	5	5	3	3
Bobo-Dioulasso	8	6	7	7	8	6	5
Bogandé	1	3	3	2	1	1	1
Boromo	1	1	1	1	1	1	1
Dédougou	3	2	2	0	0	0	0
Diébougou	-	-	1	1	1	1	1
Diapaga	3	3	2	1	2	2	2
Djibo	-	2	2	2	2	2	2
Dori	3	3	0	1	1	1	1
Fada N'gourma	2	3	2	2	3	2	2
Gaoua	3	3	2	1	2	2	1
Kaya	6	4	4	3	3	2	2
Kongoussi	2	2	2	2	2	1	1
Koudougou	5	5	5	5	5	2	2
Léo	2	2	3	4	4	3	2
Manga	1	0	0	0	0	0	0
Nouna	-	2	2	2	2	2	1
Orodara	-	2	2	2	2	2	1
Ouagadougou	19	18	16	16	19	19	18
Ouahigouya	1	0	0	1	2	2	2
Tenkodogo	5	5	3	3	4	3	3
Tougan	3	3	2	2	3	2	1
Yako	3	2	2	2	3	2	2
Ziniaré	3	2	1	3	3	3	2
Ensemble	118	119	107	100	111	92	72

❖ **Le secrétaire des greffes et parquets**

L'emploi de secrétaire des greffes et parquets comprend les attributions suivantes :

- réceptionner, transmettre le courrier et tenir les registres y relatifs ;
- transcrire sur les registres des plaintes de simple police, les décisions du procureur et de ses substituts ;
- transcrire sur les registres d'exécution les peines et sur celui des contraintes par corps, les décisions rendues par les juridictions répressives, les réquisitions d'incarcération ainsi que tous les actes de procédure et les ordonnances ;
- dactylographier et saisir tout acte ou document qui sont d'usage dans les juridictions ;
- établir pour signature et délivrer les fiches n°2, n°3 du casier judiciaire et les pièces d'exécution ;
- réceptionner, enregistrer et classer les fiches n°1 du casier judiciaire ou casier origine et central ;
- coter les livres, les registres et carnets et les soumettre au paraphe du juge ;
- etc.

Tableau 2.15 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	290	344	452	491	660	622	622	800	1 006	1 183	1 215
CPA de Baporo	9	13	14	13	20	20	16	20	26	33	34
Centre pour mineurs de Laye	-	-	-	5	8	9	12	12	16	8	9
Maisons d'arrêt et de correction	281	331	438	473	632	593	594	768	964	1 142	1 172
Banfora	-	-	15	16	19	17	19	28	34	40	37
Bobo-Dioulasso	52	55	65	73	79	65	69	88	102	126	122
Bogandé	-	-	13	13	15	18	17	22	26	33	35
Boromo	-	-	-	16	19	22	21	24	33	31	33
Dédougou	23	21	19	21	31	23	23	35	38	39	39
Diapaga	-	9	9	13	16	16	14	21	28	38	37
Diébougou	-	-	-	-	-	-	13	14	19	26	28
Djibo	-	-	-	-	10	14	13	19	23	35	29
Dori	10	15	14	14	18	20	22	31	37	35	35
Fada N'gourma	17	18	17	17	27	18	18	28	34	35	36
Gaoua	17	13	17	16	21	19	15	25	31	36	37
Kaya	17	17	22	18	23	21	27	38	41	38	41
Kongoussi	-	-	14	13	21	23	19	23	26	30	25
Koudougou	17	19	21	31	30	24	27	37	44	42	41
Léo	-	-	-	-	12	18	16	20	25	35	32
Manga	-	-	7	15	16	18	15	16	19	32	30
Nouna	-	-	-	-	11	11	14	15	19	32	30
Orodara	-	-	-	-	9	13	19	20	28	31	30
Ouagadougou	101	115	127	124	160	140	119	154	214	198	290
Ouahigouya	7	21	29	25	27	27	26	35	40	84	43
Tenkodogo	20	19	21	19	29	24	23	30	38	41	44
Tougan	-	-	13	13	16	16	18	18	24	46	29
Yako	-	-	-	5	8	10	12	12	19	32	29
Ziniaré	-	9	15	11	15	16	15	15	22	27	40

Tableau 2.16 : Inspecteurs de sécurité pénitentiaire selon le grade, le sexe et l'ancienneté et par position au 31 décembre

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	40	41	65	66	66	71
Sexe						
Hommes	36	37	59	60	61	66
Femmes	4	4	6	6	5	5
Ancienneté						
Moins de 5 ans	31	27	20	21	19	15
5 à 9 ans	3	7	35	35	38	36
10 à 14 ans	0	0	3	3	2	13
15 à 20 ans	6	7	7	7	0	0
20 à 25 ans	-	-	-	-	7	7
Position						
Chancellerie	10	12	15	16	26	23
DSP-DGGSP	6	7	10	12	19	13
DAPRS-DGAP-DGPCS	0	0	0	0	0	0
Autres au Ministère	4	5	5	4	7	10
ENP (encadreurs)	1	0	0	0	0	1
CPA de Baporo	1	1	1	1	1	1
Centre pour mineurs de Laye	0	0	0	0	0	0
Maisons d'arrêt et de correction	25	21	22	26	29	28
Banfora	1	1	1	1	1	1
Bobo-Dioulasso	2	1	2	2	3	2
Bogandé	1	1	1	0	0	1
Boromo	1	1	1	1	2	1
Dédougou	1	1	1	1	1	1
Diapaga	1	1	1	1	0	1
Diébougou	-	1	1	1	1	1
Djibo	1	1	1	1	1	1
Dori	1	1	0	1	1	1
Fada N'gourma	1	1	1	1	1	1
Gaoua	1	1	1	1	1	1
Kaya	1	1	1	1	0	1
Kongoussi	1	1	1	1	1	1
Koudougou	1	1	1	1	3	1
Léo	1	1	1	1	1	1
Manga	1	0	0	1	1	1
Nouna	1	1	1	1	2	1
Orodara	1	1	1	1	0	1
Ouagadougou	2	1	2	3	3	3
Prison de haute sécurité					1	2
Ouahigouya	1	1	1	1	1	1
Tenkodogo	1	1	1	1	2	1
Tougan	1	1	1	1	1	1
Yako	1	0	0	1	1	1
Ziniaré	1	0	0	1	0	0
En mission	3	7	7	7	8	16
Mise à disposition	0	1	0	0	0	0
Disponibilité	0	0	1	1	1	1
Détachement					1	0
ENP (1è, 2è, 3è année prof.)	0	0	19	15	0	0

Source : Direction des ressources humaines

Tableau 2.17 : Contrôleurs de sécurité pénitentiaire selon le grade par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	91	123	173	173	173	186
Sexe						
Hommes	87	112	160	160	160	172
Femmes	4	11	13	13	13	14
Ancienneté						
Moins de 5 ans	48	43	40	39	31	15
5 à 9 ans	16	40	51	52	66	46
10 à 14 ans	0	0	34	34	28	77
15 à 20 ans	27	40	48	48	0	0
20 à 25 ans	0	0	0	0	48	48
Position						
Chancellerie	12	26	29	25	27	41
DSP-DGGSP	8	19	22	21	23	30
DAPRS-DGAP-DGPCS	4	5	5	3	3	2
Autres au Ministère	0	2	2	1	1	9
ENP (encadreurs)	1	2	2	2	3	3
CPA de Baporo	3	3	3	3	4	5
Centre pour mineurs de Laye	1	1	1	0	0	1
Maisons d'arrêt et de correction	65	71	72	76	93	86
Banfora	3	3	3	3	3	3
Bobo-Dioulasso	3	4	5	4	6	3
Bogandé	3	3	3	4	4	2
Boromo	3	3	3	4	4	5
Dédougou	3	3	3	3	3	3
Diapaga	3	3	3	3	2	3
Diébougou	-	3	3	3	3	3
Djibo	2	3	3	3	3	3
Dori	3	4	4	3	4	3
Fada N'gourma	3	2	2	3	4	3
Gaoua	3	3	3	3	4	3
Kaya	3	3	3	3	3	3
Kongoussi	3	2	2	3	3	3
Koudougou	3	3	3	3	3	3
Léo	3	2	2	2	3	4
Manga	3	3	3	3	3	3
Nouna	2	2	2	3	3	3
Orodara	2	2	2	3	3	3
Ouagadougou (MACO)	3	6	6	5	11	11
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	3	3
Ouahigouya	3	1	2	3	4	3
Tenkodogo	3	2	2	3	4	3
Tougan	3	4	3	3	4	3
Yako	2	5	5	3	3	3
Ziniaré	3	2	2	3	3	4
En mission	9	20	20	32	29	28
Mise à disposition	0	0	0	0	0	0
Suspendus						1
Disponibilité	0	0	0	0	0	0
Détachement	-	-	-	-	2	0
ENP (1 ^{ère} , 2 ^{ème} , 3 ^{ème} années prof.)	-	-	46	35	15	19

Tableau 2.18: Assistants de sécurité pénitentiaire selon le grade par sexe, par ancienneté et par position au 31/12

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	147	493	1 028	1 130	1 255	1 371
Sexe						
Hommes	137	446	924	1000	1076	1 165
Femmes	10	47	104	130	179	206
Ancienneté						
Moins de 5 ans	25	302	599	697	695	790
5 à 9 ans	62	135	307	310	435	381
10 à 14 ans	2	2	62	62	67	144
15 à 20 ans	58	54	60	61	0	0
20 à 25 ans	0	0	0	0	58	56
Position						
Chancellerie	21	66	93	106	137	199
DSP-DGGSP	14	46	74	93	116	169
DAPRS-DGAP-DGPCS	2	7	7	5	3	4
Autres au Ministère	5	13	12	8	18	26
ENP (encadreurs)	5	5	6	8	10	11
CPA de Baporo	3	9	13	22	27	28
Centre pour mineurs de Laye	4	7	7	13	7	8
Maisons d'arrêt et de correction	111	387	546	781	1 024	1 052
Banfora	4	14	23	27	34	33
Bobo-Dioulasso	14	54	71	89	112	117
Bogandé	3	8	13	18	28	32
Boromo	5	14	17	27	24	27
Dédougou	3	15	27	33	35	34
Diapaga	3	7	14	23	36	33
Diébougou	-	8	9	14	22	24
Djibo	4	7	13	18	30	25
Dori	4	12	21	31	27	29
Fada N'gourma	2	11	21	25	28	32
Gaoua	3	9	17	22	30	33
Kaya	4	20	31	31	34	37
Kongoussi	4	9	13	17	25	21
Koudougou	4	19	29	35	35	37
Léo	4	9	13	22	31	27
Manga	6	9	10	12	26	26
Nouna	2	6	7	12	27	26
Orodara	2	9	10	23	28	26
Ouagadougou (MACO)	24	93	128	193	176	189
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	80	80
Ouahigouya	6	17	25	31	35	73
Tenkodogo	3	12	8	29	38	40
Tougan	3	10	11	18	26	25
Yako	2	3	3	14	22	25
Ziniaré	2	12	12	17	35	35
En mission	1	18	19	21	13	62
Mise à disposition	1	0	0	0	0	0
Disponibilité	1	1	0	1	1	0
Détachement	-	-	-	-	0	0
Suspendus						4
ENP (1è, 2è, année prof.)	-	-	344	178	40	50

Tableau 2.19: Agents de sécurité pénitentiaire selon le grade par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	466	145	105	103	144	102
Sexe						
Hommes	410	128	93	91	129	90
Femmes	56	17	12	12	15	12
Ancienneté						
Moins de 5 ans	381	134	93	90	52	0
5 à 9 ans	73	5	5	5	84	93
10 à 14 ans	0	1	2	3	3	4
15 à 20 ans	12	5	5	5	0	0
20 à 25 ans	0	0	0	0	5	5
Position						
Chancellerie	54	20	20	18	10	2
DSP-DGGSP	48	16	16	12	8	1
DAPRS-DGAP-DGPCS	1	1	1	1	1	1
Autres au Ministère	5	3	3	5	1	0
ENP (encadreurs)	0	0	0	0	0	0
CPA de Baporo	13	3	3	0	1	0
Centre pour mineurs de Laye	4	4	4	3	1	0
Maisons d'arrêt et de correction	271	116	128	81	39	6
Banfora	9	1	1	3	2	0
Bobo-Dioulasso	46	10	10	7	5	0
Bogandé	11	5	5	4	1	0
Boromo	13	3	3	1	1	0
Dédougou	16	4	4	1	0	1
Diapaga	9	3	3	1	0	0
Diébougou	-	1	1	1	0	0
Djibo	7	2	2	1	1	0
Dori	12	6	6	2	3	2
Fada N'gourma	12	4	4	5	2	0
Gaoua	12	2	4	5	1	0
Kaya	13	3	3	6	1	0
Kongoussi	15	7	7	5	1	0
Koudougou	16	4	4	4	1	0
Léo	10	4	4	0	0	0
Manga	8	3	3	3	2	0
Nouna	6	5	5	3	0	0
Orodara	8	7	7	1	0	0
Ouagadougou (MACO)	111	19	18	14	7	2
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	17	7	7	6	1	0
Tenkodogo	17	8	19	5	3	0
Tougan	9	3	3	2	1	0
Yako	5	4	4	0	2	0
Ziniaré	10	1	1	1	1	1
En mission	1	0	0	0	0	0
Mise à disposition	1	1	0	0	0	0
Disponibilité	1	1	1	1	1	0
Détachement	-	-	-	-	0	0
Suspendus						2
ENP (1 ^è , 2 ^è , 3 ^è année prof.)	-	-	-	-	92	92

Source : Direction des ressources humaines

Concepts

La garde de sécurité pénitentiaire (GSP) a été créée par décret n°84-307/ CNR/ PRES/ MJ du 17 mai 1984. C'est un corps paramilitaire au sein du Ministère de la justice chargé du maintien de l'ordre et de la discipline au sein des établissements pénitentiaires et des domaines relevant de l'administration judiciaire sur l'étendue du territoire national.

La garde de sécurité pénitentiaire participe également à la réinsertion des personnes détenues.

Le corps de la GSP est hiérarchisé comme suit :

- les inspecteurs qui sont des cadres de conception et de direction ;
- les contrôleurs qui sont des cadres d'application ;
- les assistants qui sont des agents d'encadrement ;
- les agents qui sont des agents d'exécution.

Le commandement du corps de la garde de sécurité pénitentiaire est assuré par le Directeur général de la Garde de sécurité pénitentiaire.

Tableau 2.20 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la position par sexe

	Chancellerie					Cour d'appel de Bobo Dioulasso					Cour d'appel de Ouagadougou				
	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
Femme	19	20	66	17	17	7	8	8	7	9	19	18	18	21	21
Homme	55	52	227	47	46	14	15	15	30	33	16	18	18	54	66
Ensemble	74	72	293	64	63	21	23	23	37	42	35	36	36	75	87

Tableau 2.21 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la profession par sexe
Flottement de 05. Différence de 05 entre 2.20 et 2.21

	Femmes					Hommes				
	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	45	46	91	45	48	84	90	259	131	139
Administrateurs des services financiers	0	0	0	0	0	2	5	6	4	5
Adjoint administratifs	0	1	1	1	1	2	1	2	2	1
Adjoint de secrétariat	1	0	0	2	3	1	5	4	1	1
Adjoint des services financiers	1	0	0	1	1	1	2	3	1	0
Adjoint techniques de la statistique	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
Administrateurs civils	2	2	2	2	2	0	0	1	0	0
Administrateurs des Affaires sociales	1	0	0	0	1	0	1	1	24	1
Agent spécialisé en GRH	0	0	0	0	0	1	1	2	1	1
Agent technique mécanicien	0	0	0	0	0	1	1	2	0	0
Agents de bureau	8	9	12	8	8	0	0	2	2	2
Agents de liaison	7	10	12	7	7	10	8	11	8	7
Agents techniques de la statistique	0	0	0	0	0	2	1	2	2	2
Assistants de police	0	0	0	0	0	3	3	1	1	1
Assistants des Aff. Economiques	0	0	0	0	0	0	0	5	5	4
Assistants en GRH	0	0	0	0	0	0	0	2	1	0
Attachés administratifs	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Attachés d'éducation spécialisée	4	0	0	0	0	2	2	2	12	10
attachés d'intendance scolaire et universitaire	0	0	0	0	0	0	0	2	1	1
Attachés en droits humains	0	0	15	0	0	0	0	72	0	0
Chauffeurs	0	0	1	0	0	23	22	37	24	23
Comptables	0	0	1	0	0	0	0	2	0	0
Conseillers en science et tech.de l'info	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
Conseillers des Aff. économiques	0	0	1	1	1	0	0	5	4	4
Conseillers des affaires étrangères	0	0	0	0	0	2	2	2	0	0
Conseillers en droits humains	0	0	13	0	0	0	0	31	0	0
Conseillers en GRH	0	0	0	0	0	1	1	1	2	3
Conseillers en relation publique	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Contrôleur d'intendance scol. et universitaire	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Contrôleurs des services financiers	0	0	0	0	0	3	6	7	4	3
Contrôleurs du trésor	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1
Economistes	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Educateurs sociaux	5	9	8	7	7	10	10	10	17	19
Informaticiens	0	0	0	0	0	1	0	2	0	0
Infirmier breveté	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16
Infirmier d'état	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8
Inspecteurs d'éducation spécialisée	0	0	0	0	0	1	1	3	1	0
Inspecteurs du trésor	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Interprètes	4	5	4	5	8	15	15	13	10	19
Juristes	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0
Moniteur d'éducation spécialisé	0	0	0	0	1	0	0	0	0	4
Maitre-assistant en droit	0	0	0	0	0	1	1	1	0	0
Reprographes	1	1	1	1	1	0	0	2	0	0
Secrétaires	0	0	8	2	2	0	0	0	0	0
Secrétaires dactylo	4	4	4	3	2	0	0	0	0	0
Secrétaires de Direction	3	2	5	0	0	0	0	0	0	0
Secrétaires des affaires étrangères	0	0	0	0	0	1	1	1	0	0
Secrétaires sténo dactylo	1	0	0	3	0	0	0	3	0	0
Sociologues	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Standardistes	2	2	2	1	1	0	0	0	0	0
Archivistes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Aide social	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Gardien	0	0	0	0	0	0	0	10	0	0

Concepts

Le Ministère de la justice travaille également en collaboration avec d'autres auxiliaires de justice que sont : les avocats, les huissiers et les notaires.

L'avocat, régi par la loi 16 – 2000 AN du 23/05/2000, exerce sa profession de façon libérale et son indépendance est garantie dans les textes.

Les avocats au Burkina Faso sont recrutés sur examen (le Certificat d'aptitude à la profession d'avocat), organisé par le barreau avec l'appui de l'Université de Ouagadougou et du Ministère de la justice.

L'avocat défend une personne devant une juridiction quand elle a un litige. Il a une mission d'assistance et de représentation devant la juridiction.

L'huissier, régi par l'ordonnance 92 – 53 du 21/10/1992, est un officier ministériel nommé par le Ministre de la justice. L'huissier de justice est chargé de signifier aux intéressés les actes et exploits, de procéder à l'exécution des décisions de justice ainsi que des actes ou titres en forme exécutoire.

L'huissier de justice exerce, sauf exception, dans le ressort du tribunal de grande instance de sa résidence, et est chargé souvent de faire des constats à la demande des particuliers ou des magistrats. Il peut procéder au recouvrement à l'amiable des créances, à des ventes publiques de meubles et d'effets mobiliers et à des constats matériels.

Le notaire, régi également par l'ordonnance 92 – 53 du 21/10/1992, est un officier public à qui l'Etat cède une partie de ses prérogatives pour l'exercer en son nom. Il est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale et de l'état civil.

Le notaire a pour mission de conseiller le citoyen, lui donner les informations juridiques nécessaires toutes les fois qu'il est amené à poser un acte. En d'autres termes, le notaire prévient le citoyen sur le comportement à adopter face à un acte de droit.

Le rôle du notaire est d'aider l'Etat en ce sens qu'il intervient à la préparation d'un certain nombre d'actes en matière de reconnaissance d'enfant naturel, d'adoption d'enfant, de succession, de contrat sous toutes ses formes. Le notaire est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale. Son rôle est, à l'occasion de certains actes liés à la problématique des recettes fiscales, d'aider l'Etat à mieux percevoir les impôts.

Tableau 2.22 : Huissiers de justice et avocats par sexe, par ancienneté et par position

	Huissiers de justice							Avocats (Année judiciaire)						
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	30	30	30	34	33	33	29	131	134	139	139	157	156	168
Sexe														
Hommes	26	26	26	28	27	27	24	106	109	111	111	126	125	135
Femmes	4	4	4	6	6	6	5	25	25	28	28	31	31	33
Ancienneté														
Moins de 5 ans	0	0	0	5	5	5	5	31	34	39	26	26	28	31
5 à 9 ans	8	0	0	0	0	0	0	27	20	15	28	29	32	38
10 à 14 ans	22	16	16	13	12	12	0	59	61	57	35	18	19	16
15 à 19 ans	0	14	14	15	15	15	13	6	9	17	38	68	61	57
20 à 24 ans	0	0	0	0	0	0	11	5	6	5	5	7	7	16
25 ans et plus	0	0	0	1	1	1	0	3	4	6	7	9	9	10
Position														
Bobo-Dioulasso	6	6	6	7	7	7	6	12	12	13	13	13	13	13
Dédougou	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	19	19	19	21	20	20	18	119	122	126	126	144	143	155
Ouahigouya	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Fada	-	-	-	1	1	1	-	0	0	0	0	0	0	0

Sources : Chambre nationale des Huissiers de justice du Burkina Faso ; Tableaux de l'Ordre des avocats pour les années judiciaires 2007/2008, 2008/2009, 2009 /2010, 2010/2011, 2011/2012 et 2012/2013.

Tableau 2.23 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	11	10	10	09	09	08	08	13	13	13	17
Sexe											
Hommes	8	7	7	6	6	5	5	9	9	9	10
Femmes	3	3	3	3	3	3	3	4	4	4	7
Ancienneté											
Moins de 5 ans	1	1	1	1	0	0	0	5	5	5	9
5 à 9 ans	10	3	2	2	1	1	1	1	1	1	0
10 à 14 ans	0	6	7	6	8	7	7	7	7	7	1
14 et plus											7
Position											
Bobo-Dioulasso	3	3	3	2	2	2	2	4	4	4	3
Ouagadougou	8	7	7	7	7	6	6	9	9	9	14

Source : Tableaux de l'Ordre des notaires

III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire

III.1. Cour de cassation

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour de cassation.

Annulation : Voir *Cassation*.

Annulation et renvoi : Annulation d'une décision de justice par la Cour de cassation et renvoi de l'affaire devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane l'arrêt ou le jugement cassé ou devant la même juridiction autrement composée.

Arrêt avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Autre décision : Décision autre que avant dire droit, cassation, annulation, annulation et renvoi, rejet, irrecevabilité et désistement.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision de justice par la Cour de cassation pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle la Cour a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi la Cour de cassation renonce à son action.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Juridiction du Premier président : Mécanisme procédural de référé utilisé par le Premier président de la Cour.

Rejet : Situation dans laquelle la Cour tranche totalement en défaveur de la partie qui s'est pourvue en cassation.

Sources statistiques :

Rôles du greffe central et des greffes des chambres, plumeurs d'audience, rôle général, rôles particuliers par chambre, plumeur par chambre, rôles du Parquet général de la Cour de cassation.

Organisation et compétence de la Cour de cassation

La Cour de cassation, instituée par la loi organique n° 13-2000/ AN du 9 mai 2000, est placée au sommet de la hiérarchie de l'ordre judiciaire. Dotée d'une compétence nationale, elle est chargée de veiller au respect de la règle de droit par les juridictions du fond et de garantir par sa jurisprudence, l'unicité du droit. La Cour de cassation se compose de :

- du premier président ;
- des présidents de chambre ;
- des conseillers-du procureur général ;
- du premier avocat général ;
- du greffier en chef ;
- des greffiers de chambre (cf article premier de la loi organique 13-2000/AN du 9 mai 2000 portant organisation ; attributions et fonctionnement de la Cour de Cassation et procédure applicable devant elle. Elle comprend quatre chambres :
 - une chambre civile ;
 - une chambre commerciale ;
 - une chambre sociale ;
 - une chambre criminelle.

Auxquelles, il faut ajouter conformément aux articles 15 et 16 de la loi 013, une chambre mixte et des chambres réunies. En outre, la Cour de cassation comprend un parquet général et un greffe central.

Tableau 3.1 : Activités du siège de la Cour de cassation

Affaires nouvelles	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	126	112	151	172	170	155	183	158	169	206	236
Chambre civile	33	38	44	57	59	57	59	56	60	75	82
Chambre commerciale	13	22	21	23	25	30	23	22	26	37	36
Chambre sociale	29	36	43	47	44	38	53	46	34	54	57
Chambre criminelle	51	12	18	21	18	19	27	8	33	15	22
Chambre mixte et Chambres réunies	0	0	3	0	6	0	0	2	2	1	3
Juridiction du 1er Président	0	4	22	24	18	11	21	24	14	24	36

Nature de la décision rendue	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	78	114	95	162	161	132	145	122	102	159	152
Avant dire droit	0	0	0	0	0	0	11	16	2	2	4
Cassation	9	14	10	23	26	21	21	14	15	17	13
<i>dont annulation et renvoi</i>	6	10	6	18	15	12	11	7	10	13	11
Rejet	14	26	18	50	73	49	21	30	34	46	49
Incompétence	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	4
Irrecevabilité	31	50	43	60	47	44	69	52	27	64	72
Désistement	12	10	8	9	4	11	3	5	3	14	8
Autres décisions	12	14	16	20	11	7	20	5	21	16	2

Décisions rédigées	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	55	106	86	99	124	115	117	100	108	130	125

Tableau 3.2 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation en 2013

		Moins de 6 mois	6mois à moins d'un an	1an à moins 2 ans	2ans à moins 3 ans	3ans à moins 4 ans	4ans à moins 5 ans	5ans et plus	TOTAL
Ensemble	2012	0	4	9	31	17	12	42	115
	2013	0	0	11	20	22	27	48	128
Chambre civile	2012	0	0	6	13	5	4	7	35
	2013	0	0	6	13	11	9	29	68
Chambre commerciale	2012	0	0	3	2	4	2	9	20
	2013	0	0	1	5	6	7	9	28
Chambre sociale	2012	0	1	0	12	8	5	23	49
	2013	0	0	4	2	5	11	10	32
Chambre criminelle	2012	0	3	0	2	0	0	1	6
	2013	0	0	0	0	0	0	0	0
Chambres mixtes et Chambres réunies	2012	0	0	0	2	0	1	2	5
	2013	0	0	0	0	0	0	0	0

Nb : les sources n'ont pas permis de collecter ces données pour l'ensemble des décisions

Tableau 3.3: Activités du parquet général de la Cour de cassation

Orientation des affaires	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	77	110	75	138	154	146	113	76	133	137	128
Chambre civile	6	16	35	57	40	43	52	28	57	58	43
Chambre commerciale	11	29	14	23	36	27	19	18	19	19	26
Chambre sociale	22	42	14	38	28	32	14	11	38	47	47
Chambre criminelle	38	23	12	20	46	41	23	19	18	10	11
Chambres mixtes et Chambres réunies	0	0	0	0	4	3	5	0	1	3	1

Concepts

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant la Cour d'appel et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour d'appel pendant l'année concernée.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision d'une juridiction du 1^{er} degré par la Cour d'appel pour irrégularité de forme ou de fond, ou d'un recours en révision.

Arrêt sur le fond : Décision de la Cour d'appel touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Arrêt avant dire droit : Décision prise, soit pour aménager une situation provisoire soit pour ordonner des mesures d'instruction.

Arrêt rédigé : Affaire sur laquelle la Cour d'appel a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

Autre décision : Décision autre que : avant dire droit, confirmation, infirmation (reformation, annulation) désistement, irrecevabilité, radiation.

Confirmation : Décision par laquelle la Cour d'appel consolide et maintient la décision des premiers juges.

Contravention : Infraction à la loi pénale qui est sanctionnée par une amende ou une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à 11 jours, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps supérieur à 5 ans, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Décisions du Premier Président : toute décision rendue par le premier président qui relève de sa compétence exclusive. Exemple : ordonnances de référés, ordonnance de contestation d'honoraire et ordonnances rendues en matière de défense à exécution provisoire.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement (sauf la loi sur le grand banditisme), et d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement, aux travaux d'intérêt général, aux mesures éducatives, auxquelles peuvent s'ajouter les peines complémentaires.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a interjeté appel auprès de la Cour d'appel renonce à son procès.

Infirmation : Annulation totale par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort.

Irrecevabilité : Décision de la Cour d'appel sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner au fond soit parce qu'elle ne remplit pas une condition de forme (exemple : appel hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Radiation : Suspension administrative du cours du procès (de l'instance) à la requête d'une partie ou à l'initiative de la Cour d'Appel pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Réformation : Infirmation partielle par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort ou d'un arrêt de la même cour ayant fait l'objet de recours en révision.

Saisines directes : affaire introduite directement à la Cour d'appel sans être passée par une juridiction de 1^{er} degré.

Sources statistiques

Rôle général (civil, commercial, social), registre des plaintes, rôle social, plunitifs et registres d'audience, rôle des référés, répertoire des décisions, rôle des appels correctionnels, rôle des affaires criminelles, registre de la chambre d'accusation des cours d'appel.

Tableau 3.4 : Activités des cours d'appel

Affaires nouvelles	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Juridiction d'origine										
Tribunal de grande instance/Tribunal de commerce	737	616	757	731	889	961	615	542	939	1 190
Tribunal du travail	176	227	166	199	252	230	230	281	67	181
Tribunal d'instance	7	18	27	27	25	30	42	37	45	69
Saisine directe	4	5	14	7	34	54	110	30	56	172
Ensemble	924	866	964	964	1 200	1 275	997	890	1 107	1 612
Décisions rendues selon la compétence	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Chambres civile et commerciale	193	167	242	233	263	267	365	327	345	398
Chambre sociale	169	136	205	214	154	250	194	178	278	285
Chambre correctionnelle	90	78	106	155	110	128	145	172	273	278
Juridiction du 1 ^{er} Président	153	150	126	205	215	218	240	199	287	272
<i>Référés</i>	148	142	124	172	188	193	221	178	267	244
<i>Contestations d'honoraire</i>	4	2	0	16	7	10	5	7	8	4
<i>Ordonnances de taxation</i>	1	6	2	10	13	14	14	13	6	15
<i>Sentences arbitrales</i>	0	0	0	7	7	1	0	1	6	9
Ensemble	605	531	679	807	742	863	944	876	1 183	1 233
Nature de la décision rendue	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	605	531	679	807	742	863	944	876	1 183	1 233
Avant dire droit	7	4	11	23	16	23	22	56	87	115
Décisions sur le fond	447	383	514	566	525	633	744	589	821	826
<i>Confirmations</i>	255	222	323	339	310	444	448	390	554	564
<i>Infirmations</i>	192	161	191	227	215	189	296	199	267	262
<i>Reformations</i>	51	46	51	122	109	121	173	155	175	192
<i>Annulations</i>	30	12	28	39	39	68	45	0	0	0
<i>Autres</i>	111	103	112	66	67	0	78	44	92	70
Autres décisions	133	127	141	199	192	169	174	228	270	273
<i>Désistement</i>	32	47	48	62	54	50	62	83	104	96
<i>Irrecevabilité</i>	44	28	52	60	63	42	59	59	89	115
<i>Autres décisions</i>	57	52	41	77	75	77	53	86	77	62
Radiations	18	17	13	19	9	38	4	3	5	19
Décisions rédigées	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	534	463	424	573	480	717	588	543	910	983

Organisation et compétence des cours d'appel

La Cour d'appel est la juridiction de droit commun et de second degré des décisions rendues en matière civile, commerciale, correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance, les tribunaux de commerce et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle est compétente en matière criminelle en premier et dernier ressort. Elle comprend six chambres.

Chambre civile : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière civile.

Chambre commerciale : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux du commerce, tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière commerciale.

Chambre sociale : **Chambre compétente pour connaître en appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux du travail.**

Chambre correctionnelle : Chambre compétente pour statuer en appel sur les affaires jugées en premier ressort par les chambres correctionnelles et par les tribunaux de simple police.

Chambre d'accusation : Chambre statuant sur les appels des ordonnances rendues par les juges d'instruction et comme second degré d'instruction en matière criminelle.

Chambre criminelle : Chambre ayant la plénitude de juridiction pour juger des individus majeurs renvoyés devant elle par arrêt de mise en accusation.

Juridiction du Premier Président : Chambre constituée de mécanismes procéduraux que sont la procédure de référé, la procédure des défenses à exécution provisoire ou ordonnant exécution provisoire, la procédure de contestation d'honoraires, la procédure de conseil d'arbitrage des conflits collectifs de travail.

Tableau 3.5 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	924	866	964	964	1 200	1 275	997	890	1 107	1 612
Bobo-Dioulasso	268	243	363	332	445	425	345	243	349	513
Ouagadougou	656	623	601	632	755	850	652	647	758	1099

Tableau 3.6 : Affaires nouvelles en provenance des tribunaux de grande instance et des TC par Cour d'appel

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	737	616	757	731	889	961	615	542	939	1 190
Bobo-Dioulasso	213	173	268	254	347	327	241	158	273	334
Ouagadougou	524	443	489	477	542	634	374	384	666	856

Tableau 3.7 : Ensemble des décisions rendues par Cour d'appel (y compris les radiations)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	605	531	679	807	742	863	944	876	1 183	1 233
Bobo-Dioulasso	219	149	225	363	292	280	292	282	374	282
Ouagadougou	386	382	454	444	450	583	652	594	809	951

Tableau 3.8 : Décisions rendues sur le fond par Cour d'appel

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	447	383	514	566	525	633	744	589	821	826
Bobo-Dioulasso	159	101	136	232	211	188	217	188	258	180
Ouagadougou	288	282	378	334	314	445	527	401	563	646

Tableau 3.9 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	153	150	126	205	215	218	240	199	287	272
Bobo-Dioulasso	63	55	56	120	75	65	97	78	93	70
Ouagadougou	90	95	70	85	140	153	143	121	194	202

Tableau 3.10 : Décisions rédigées par Cour d'appel

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	534	463	424	573	480	717	588	543	910	983
Bobo-Dioulasso	164	114	193	281	204	221	135	150	202	116
Ouagadougou	370	349	231	292	276	496	453	393	708	867

Tableau 3.11 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel

Nature des affaires nouvelles	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Contraventions	8	10	13	1	12	2	1	4	4	5
Délits	109	98	108	105	192	181	115	143	226	315
Crimes	130	150	259	247	322	410	255	383	355	314
Ensemble	247	258	380	353	526	593	371	530	585	634

Tableau 3.12 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel selon leur origine

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	247	258	380	353	526	593	371	530	585	634
Tribunal de grande instance	244	254	373	353	518	591	370	526	581	629
Tribunal d'instance	3	4	7	0	8	2	1	4	4	5

Tableau 3.13 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	247	258	380	353	526	593	371	530	585	634
Bobo-Dioulasso	64	65	128	197	255	350	183	228	278	293
Ouagadougou	183	193	252	156	271	243	188	302	307	341

Tableau 3.14 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	130	150	259	247	322	410	255	383	355	314
Bobo-Dioulasso	16	28	47	142	129	252	152	159	168	168
Ouagadougou	114	122	212	105	193	158	103	224	187	146

Tableau 3.15 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	247	294	428	338	377	396	588	642	519	938
Chambres correctionnelles	106	103	139	106	128	177	166	240	228	363
Chambres d'accusation	141	191	289	232	249	219	422	402	291	575

Tableau 3.16 : Nature des décisions rendues par les chambres d'accusation

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	244	198	249	185	234	188	260	153	168	205
Avant dire droit	8	3	17	24	57	39	50	17	36	35
Renvoi en chambre criminelle	229	186	227	155	163	129	183	126	97	94
Renvoi en chambre correctionnelle	5	3	2	1	5	0	8	6	5	1
Non lieu							3	1	3	5
Autres décisions	2	6	3	5	9	20	16	3	27	70

Tableau 3.17 : Décisions rendues par chambre d'accusation

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	244	198	249	185	234	188	260	153	168	205
Bobo-Dioulasso	65	47	63	86	101	84	121	72	87	91
Ouagadougou	179	151	186	99	133	104	139	81	81	114

Tableau 3.18 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles

	2004**	2005	2006*	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	35	27	10	55	111	414	201	167	123	99
Contradictoire	22	21	7	12	59	205	72	51	36	37
Contumace	12	3	2	36	36	184	92	82	82	62
Autres décisions	1	3	1	7	16	25	37	34	5	0

* Pour les années 2003 et 2006, seules les informations de la Chambre criminelle de la Cour d'appel de Ouagadougou étaient disponibles pour ce tableau.

** Pour l'année 2004, seules les informations de la Chambre criminelle de la Cour d'appel de Bobo-Dioulasso étaient disponibles pour ce tableau.

Tableau 3.19 : Décisions rendues par chambre criminelle

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	nd	27	nd	55	111	414	201	167	123	99
Bobo-Dioulasso	35	17	nd	31	69	238	120	47	8	99
Ouagadougou	nd	10	10	24	42	176	81	120	115	0

Tableau 3.20 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure

		Moins de 6 mois	6mois à 1 an	1an à moins de 2ans	2ans et plus	Total
Ensemble	2012	146	273	236	170	825
	2013	158	315	276	138	887
Civiles	2012	85	63	47	64	259
	2013	78	78	72	58	286
Commerciales	2012	5	25	29	31	90
	2013	0	35	43	30	108
Sociales	2012	9	113	118	38	278
	2013	24	109	122	33	288
Correctionnelles	2012	47	72	42	37	198
	2013	56	93	39	17	205

III.4. Tribunaux de grande instance

III.4.1. Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance

III.4.1.1. Activités des chambres civiles et commerciales

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de grande instance.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Autres ordonnances: Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances sus-citées (ordonnances de confiscation douanière, ordonnances d'expulsion, etc.)

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Sources statistiques

Rôles généraux, plunitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plunitifs des référés des tribunaux de grande instance.

aTableau 3.21 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des tribunaux de grande instance

Affaires nouvelles	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Affaires civiles et commerciales	1 816	2 162	2 841	3 530	3 935	5 153	6 494	6 747	6 838	9 154
Référés	609	522	594	679	704	861	1 088	693	791	764
Ensemble	2 425	2 684	3 435	4 209	4 639	6 014	7 582	7 440	7 629	9 918

Nouvelles requêtes d'ordonnances	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Injonctions de payer	878	857	807	829	846	491	887	166	261	260
Saisie des biens	290	319	384	327	435	131	858	746	269	520
Familiales	5 569	6 144	8 070	8 660	7 590	5 874	7 819	6 210	5 864	8 095
Etat civil	1 864	1 825	2 854	3 424	4 860	4 297	6 296	8 521	11 164	10 478
Autres	654	919	946	1 168	2 260	1 048	2 293	2 034	3 715	3 524
Ensemble	9 255	10 064	13 061	14 408	15 991	11 841	18 153	17 677	21 273	22 877

Tableau 3.22 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de grande instance (hors référés)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	1 816	2 162	2 841	3 530	3 935	5 153	6 494	6 747	6 838	9 154
Banfora	29	46	30	31	93	91	74	141	34	196
Bobo-Dioulasso	160	163	213	397	317	615	1 009	811	904	1 215
Bogandé	-	8	23	23	42	58	76	64	67	62
Boromo	-	-	37	42	80	0	124	133	134	180
Dédougou	58	84	127	126	121	117	150	151	159	182
Diapaga	-	-	11	27	31	36	117	76	121	79
Diébougou	-	-	-	-	-	-	107	111	215	211
Djibo	-	-	-	-	-	55	113	78	70	88
Dori	41	26	49	52	86	135	175	182	144	158
Fada N'gourma	41	64	89	81	86	95	177	159	220	219
Gaoua	66	69	86	83	77	131	170	134	137	138
Kaya	84	93	157	209	182	205	291	274	260	291
Kongoussi	-	12	109	108	90	95	169	90	81	89
Koudougou	164	195	246	213	219	352	696	523	1 325	1 349
Léo	-	-	-	-	28	116	172	134	153	119
Manga	-	9	94	101	194	222	350	369	315	245
Nouna	-	-	-	-	-	23	74	73	87	87
Orodara	-	-	-	-	-	19	78	66	111	91
Ouagadougou	914	1 057	1 197	1 385	1 549	2 009	1 082	2 010	1 031	2 735
Ouahigouya	123	97	94	78	92	122	158	172	154	173
Tenkodogo	136	161	181	251	290	261	374	398	493	507
Tougan	-	8	14	40	97	78	141	145	115	115
Yako	-	-	6	109	95	124	275	215	295	265
Ziniaré	-	70	78	174	166	194	342	238	213	360

Organisation et compétence des tribunaux de grande instance

Le tribunal de grande instance est la juridiction du premier degré pour les affaires relevant de sa compétence. Il comprend trois chambres.

Chambre civile : Chambre qui a compétence générale dans toutes les affaires civiles pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Chambre commerciale : Chambre compétente pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre les commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant du principal est supérieur à un million (1 000 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Chambre correctionnelle : Formation compétente, en premier ressort, en matière pénale.

Tableau 3.23 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	9 255	10 064	13 061	14 408	15 991	11 837	18 153	17 677	21 273	22 877
Banfora	174	265	306	196	377	296	516	434	508	733
Bobo-Dioulasso	2 049	1 900	2 939	2 816	2 870	1 740	2 004	1 911	2 204	2199
Bogandé	0	61	82	91	200	112	138	212	183	303
Boromo	0	0	64	163	152	262	337	478	390	324
Dédougou	222	313	391	412	830	410	429	462	511	712
Diapaga	0	0	42	92	140	172	200	217	145	233
Diébougou	-	-	-	-	-	-	299	230	589	438
Djibo	-	-	-	-	-	44	64	53	145	205
Dori	71	96	99	160	85	140	139	230	183	311
Fada N'gourma	224	258	196	214	223	539	303	479	661	701
Gaoua	173	182	195	336	375	454	330	401	484	238
Kaya	134	110	150	182	280	385	319	500	612	367
Kongoussi	0	12	75	103	211	182	211	221	256	328
Koudougou	270	321	351	456	487	707	570	1227	1845	521
Léo	-	-	-	-	61	215	107	96	266	383
Manga	0	6	78	95	190	246	250	626	285	330
Nouna	-	-	-	-	-	71	140	163	192	191
Orodara	-	-	-	-	-	62	101	202	254	159
Ouagadougou	5 083	5 629	6 764	7 427	7 703	3 212	9 225	7 011	8 383	11 902
Ouahigouya	307	227	304	379	413	548	494	472	910	513
Tenkodogo	548	525	574	635	792	1055	876	794	1225	325
Tougan	0	50	260	408	259	376	371	479	250	497
Yako	0	0	17	111	170	193	467	423	508	295
Ziniaré	0	109	174	132	173	416	263	356	284	669

Tableau 3.24 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	878	857	807	829	846	491	887	166	261	260
Banfora	18	14	14	8	11	14	5	2	38	4
Bobo-Dioulasso	165	157	118	134	115	141	241	25	33	34
Bogandé	-	1	2	0	0	0	2	0	0	0
Boromo	-	-	3	2	0	8	1	6	23	33
Dédougou	9	10	4	5	13	2	12	4	5	5
Diapaga	-	-	0	0	0	1	0	0	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	1	2	0	0
Djibo	-	-	-	-	-	3	1	2	2	1
Dori	0	0	0	4	1	25	23	0	1	2
Fada N'gourma	0	6	2	5	4	3	2	0	0	0
Gaoua	2	1	3	5	0	1	1	0	1	1
Kaya	5	5	4	7	5	4	29	9	7	9
Kongoussi	-	-	1	5	5	1	2	0	3	8
Koudougou	15	13	17	7	18	11	23	7	3	2
Léo	-	-	-	-	1	1	0	0	0	1
Manga	-	0	0	0	12	0	13	12	2	2
Nouna	-	-	-	-	-	0	3	0	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	2	13	1	0	0
Ouagadougou	655	603	614	636	629	248	491	87	125	138
Ouahigouya	9	23	14	6	12	15	10	8	12	15
Tenkodogo	0	21	10	0	18	10	13	0	0	2
Tougan	-	2	1	2	0	0	0	1	1	1
Yako	-	-	0	1	1	0	1	0	2	0
Ziniaré	-	1	0	2	1	1	0	0	3	2

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Jugement sur le fond : Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de décisions : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Réputé contradictoire : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau 3.25 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par l'ensemble des tribunaux de grande instance

Décisions rendues **	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Affaires civiles	1700	1848	2439	2956	3363	4179	4968	5715	5 713	7 852
<i>dont divorce</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	312	315
Affaires commerciales	172	239	234	187	279	388	252	26	5	17
Référés	602	484	590	554	621	684	774	609	631	706
Ensemble	2474	2571	3263	3697	4 263	5 251	5 994	6 350	6 349	8 575
Ordonnances rendues	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Injonctions de payer	976	992	809	829	576	434	573	65	157	232
Saisie des biens	199	141	283	273	312	120	460	338	306	339
Familiales	5567	5666	7856	9108	8237	5507	6376	5144	6298	5218
Etat civil	1150	878	1342	1898	2633	2682	2794	3194	3664	3946
Autres	509	608	969	1240	2443	1041	1914	2330	1645	1019
Ensemble	8 401	8 285	11 259	13 348	14 201	9 784	12 117	11 071	12 070	10 754
Nature de la décision rendue (hors injonctions de payer et ordonnances)	2004	2005	2006	2007*	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	2 539	2 697	3 379	3 777	4 308	5314	6 108	6608	6 351	8 575
Avant dire droit	14	35	42	83	75	101	96	86	65	75
Décisions sur le fond	2 272	2 349	3 031	3 403	3 920	4 751	5 499	5 917	5 618	7 459
<i>Acceptation totale</i>	<i>1 815</i>	<i>1 857</i>	<i>2 498</i>	<i>2 718</i>	<i>3 279</i>	<i>3998</i>	<i>4777</i>	<i>5344</i>	<i>5111</i>	<i>6 547</i>
<i>Acceptation partielle</i>	<i>210</i>	<i>221</i>	<i>243</i>	<i>372</i>	<i>326</i>	<i>241</i>	<i>305</i>	<i>276</i>	<i>162</i>	<i>391</i>
<i>Rejet</i>	<i>247</i>	<i>271</i>	<i>290</i>	<i>313</i>	<i>315</i>	<i>512</i>	<i>417</i>	<i>297</i>	<i>345</i>	<i>521</i>
Autres décisions	253	313	306	291	313	462	513	605	668	1041
<i>Incompétence</i>	<i>79</i>	<i>66</i>	<i>70</i>	<i>103</i>	<i>124</i>	<i>231</i>	<i>156</i>	<i>179</i>	<i>187</i>	<i>231</i>
<i>Jonction</i>	<i>7</i>	<i>8</i>	<i>3</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Irrecevabilité</i>	<i>65</i>	<i>81</i>	<i>86</i>	<i>66</i>	<i>97</i>	<i>113</i>	<i>138</i>	<i>96</i>	<i>93</i>	<i>76</i>
<i>Désistement</i>	<i>44</i>	<i>40</i>	<i>34</i>	<i>42</i>	<i>47</i>	<i>55</i>	<i>108</i>	<i>72</i>	<i>64</i>	<i>51</i>
<i>Radiations</i>	<i>58</i>	<i>118</i>	<i>113</i>	<i>80</i>	<i>45</i>	<i>63</i>	<i>111</i>	<i>258</i>	<i>324</i>	<i>683</i>
Opposition aux décisions rendues	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Affaires civiles	64	124	77	148	50	nd	9	14	2	12
Affaires commerciales	93	149	128	68	144	nd	36	0	0	1
Ensemble	157	273	205	216	194	nd	45	14	2	13
Type de décisions**	2004	2005	2006	2007*	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Contradictoire	2414	2510	3199	3400	4201	5120	5725	6245	5919	7692
Réputé contradictoire	22	22	10	80	32	72	220	39	45	55
Par défaut	38	39	54	217	30	59	49	66	61	145
Ensemble	2474	2571	3263	3697	4263	5251	5 994	6350	6 025	7 892
Décisions rédigées (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	2 021	1 839	2 406	2 934	2 507	3 644	5 328	5 891	5 517	5 540

* A partir de 2007, les jonctions ont été retirées des décisions et les types de décisions ne prennent pas en compte les radiations.

** tableaux de décisions hors radiation et jonction

Tableau 3.26 : Décisions civiles et commerciales rendues par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, jonctions, ordonnances et injonctions de payer et y compris les radiations)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	2 524	2 662	3 338	3 694	4 233	5 213	6 012	6 521	6 286	8 500
Banfora	35	39	48	52	98	129	140	131	126	205
Bobo-Dioulasso	459	385	510	559	586	697	1 006	812	941	1 072
Bogandé	-	0	23	21	35	63	79	58	71	60
Boromo	-	-	33	38	83	65	125	117	112	175
Dédougou	54	74	128	131	112	97	131	143	154	176
Diapaga	-	-	11	26	28	30	95	77	110	67
Diébougou	-	-	-	-	-	-	77	115	165	170
Djibo	-	-	-	-	-	34	122	84	64	78
Dori	42	26	52	49	68	107	138	147	128	122
Fada N'gourma	51	60	86	78	84	103	170	142	194	184
Gaoua	56	74	60	95	84	113	179	141	136	145
Kaya	94	104	143	189	172	194	264	265	267	299
Kongoussi	-	8	96	111	86	85	172	83	71	83
Koudougou	196	209	225	234	262	301	466	680	1 115	1 287
Léo	-	-	-	-	23	109	167	126	168	95
Manga	-	7	49	103	154	189	274	247	275	285
Nouna	-	-	-	-	-	15	71	74	68	71
Orodara	-	-	-	-	-	16	58	64	91	99
Ouagadougou	1 289	1 367	1 545	1 404	1 669	2 109	1 264	1976	927	2 610
Ouahigouya	122	99	96	81	97	119	12	140	162	152
Tenkodogo	126	145	144	211	250	251	319	288	420	470
Tougan	-	5	5	35	86	76	140	122	79	82
Yako	-	-	6	106	90	125	235	231	256	236
Ziniaré	-	60	78	171	166	186	308	258	186	277

Tableau 3.27 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	2 272	2 349	3 031	3 403	3 920	4 751	5 499	5 916	5 618	7 459
Banfora	34	35	41	50	94	117	134	128	120	198
Bobo-Dioulasso	366	321	453	449	524	620	910	631	826	1000
Bogandé	-	0	21	20	33	62	79	57	70	59
Boromo	-	-	30	37	83	59	123	113	102	173
Dédougou	49	70	121	124	108	89	127	135	141	173
Diapaga	-	-	11	26	28	29	92	70	89	67
Diébougou	-	-	-	-	-	-	77	112	158	167
Djibo	-	-	-	-	-	33	121	84	63	78
Dori	23	11	34	48	66	106	131	145	126	117
Fada N'gourma	50	60	81	75	83	102	164	136	190	179
Gaoua	56	73	60	93	81	112	178	122	135	141
Kaya	86	99	135	182	156	188	261	265	252	293
Kongoussi	-	7	87	97	84	80	171	82	67	79
Koudougou	191	199	211	228	245	282	426	511	890	791
Léo	-	-	-	-	21	101	155	112	149	89
Manga	-	7	48	99	154	181	260	229	261	282
Nouna	-	-	-	-	-	15	64	67	65	65
Orodara	-	-	-	-	-	15	57	56	85	91
Ouagadougou	1 171	1 170	1 375	1 288	1 486	1 839	992	1 860	822	2 314
Ouahigouya	122	94	93	75	94	111	10	133	154	152
Tenkodogo	124	141	143	206	246	224	288	273	344	382
Tougan	-	5	5	34	83	76	139	122	76	80
Yako	-	-	6	106	85	124	233	219	253	228
Ziniaré	-	57	76	166	166	186	307	254	180	261

Tableau 3.28 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	2 021	1 839	2 406	2 934	3 507	3644	5 416	5 891	5517	5 304
Banfora	37	44	49	31	88	136	146	135	84	103
Bobo-Dioulasso	395	327	467	473	478	620	649	702	928	978
Bogandé	-	0	23	22	33	63	79	54	71	61
Boromo	-	-	32	38	83	0	117	107	88	165
Dédougou	69	58	108	133	102	80	103	143	141	163
Diapaga	-	-	11	26	28	30	81	70	110	67
Diébougou	-	-	-	-	-	-	72	114	165	107
Djibo	-	-	-	-	-	34	115	90	66	71
Dori	23	9	34	37	64	107	123	133	115	0
Fada N'gourma	46	58	81	78	79	91	152	114	171	142
Gaoua	50	66	56	64	44	113	69	138	107	147
Kaya	98	114	145	188	173	134	204	255	231	212
Kongoussi	-	8	106	131	79	76	161	58	62	78
Koudougou	197	209	225	234	216	273	438	531	839	839
Léo	-	-	-	-	23	106	163	113	153	94
Manga	-	7	49	103	139	56	242	281	275	248
Nouna	-	-	-	-	-	15	71	74	73	68
Orodara	-	-	-	-	-	16	65	66	90	84
Ouagadougou	844	640	739	790	1 192	979	1686	1746	770	655
Ouahigouya	122	99	97	64	97	121	nd	149	145	142
Tenkodogo	140	138	126	212	247	208	213	237	306	300
Tougan	-	5	5	33	86	76	145	122	71	81
Yako	-	-	6	106	90	125	nd	221	272	232
Ziniaré	-	57	47	171	166	185	322	238	184	267

Tableau 3.29 : Ordonnances rendues par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	8 401	8 285	11 259	13 348	14 201	9 784	12 117	11 071	12 070	10 754
Banfora	141	171	326	161	377	296	467	505	469	626
Bobo-Dioulasso	2017	1798	2913	2804	2200	1699	3276	2357	1738	1420
Bogandé	0	32	40	64	154	82	180	124	106	204
Boromo	0	0	64	163	152	162	204	397	242	277
Dédougou	215	308	366	406	729	410	369	298	421	0
Diapaga	0	0	20	104	149	165	152	132	116	52
Diébougou	-	-	-	-	-	-	140	189	253	194
Djibo	-	-	-	-	-	23	45	46	74	76
Dori	53	52	59	66	149	180	76	91	121	130
Fada N'gourma	156	195	226	224	285	321	214	300	383	336
Gaoua	173	182	195	336	345	342	305	202	175	226
Kaya	155	173	187	227	421	279	339	217	316	334
Kongoussi	0	12	76	104	254	153	189	194	236	260
Koudougou	257	296	309	324	432	440	502	452	362	400
Léo	-	-	-	-	56	47	113	96	109	285
Manga	-	6	78	95	68	158	195	265	280	344
Nouna	-	-	-	-	-	69	108	136	164	121
Orodara	-	-	-	-	-	47	89	163	90	61
Ouagadougou	4 430	4 250	5 345	6 756	6 885	3 212	3 912	3 531	4 967	3 821
Ouahigouya	266	289	313	321	413	454	365	545	571	573
Tenkodogo	538	406	432	565	608	569	414	269	336	325
Tougan	0	50	260	408	227	376	240	279	200	254
Yako	0	0	17	111	117	134	59	124	135	169
Ziniaré	0	65	33	109	180	166	164	159	206	266

Concept

Durée de traitement des affaires : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de grande instance.

Sources statistiques

Registres des parquets, rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés des tribunaux de grande instance, minutes des décisions.

Tableau 3.30 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Affaires civiles	2009	2 547	253	161	75	12	12	3 060
	2010	4044	519	266	96	12	13	4 950
	2011	4569	499	239	190	31	8	5 536
	2012	4 461	461	312	96	33	9	5 372
	2013	6080	469	372	141	29	17	7108
Affaires commerciales	2009	119	74	74	26	4	2	299
	2010	129	26	5	1	1	0	162
	2011	5	1	1	3	0	3	13
	2012	0	0	2	1	0	0	3
	2013	11	3	1	0	0	1	16
Ensemble	2009	2 666	327	235	101	16	14	3 359
	2010	4173	545	271	97	13	13	5 112
	2011	4574	500	240	193	31	11	5 549
	2012	4 461	461	314	97	33	9	5 375
	2013	6091	472	373	141	29	18	7124

Tableau 3.31 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	Moins de 3 mois			De 3 mois à moins de 6 mois			De 6 mois à moins d'un an		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	4569	4461	6091	499	461	472	239	312	373
Banfora	109	76	147	7	16	15	1	11	12
Bobo-Dioulasso	498	638	774	38	53	68	48	43	37
Bogandé	56	63	59	1	2	0	0	0	0
Boromo	113	77	151	1	5	12	1	2	4
Dédougou	109	103	148	15	11	4	4	9	13
Diapaga	42	70	62	12	7	0	14	13	2
Diébougou	89	131	154	22	17	6	0	14	8
Djibo	69	60	75	64	4	1	3	2	2
Dori	101	105	96	18	11	8	13	4	8
Fada N'gourma	129	192	177	5	1	4	3	0	2
Gaoua	79	131	132	53	0	1	0	0	1
Kaya	203	221	254	20	11	17	13	11	9
Kongoussi	80	69	80	1	0	2	2	2	0
Koudougou	379	815	724	85	69	85	46	18	27
Léo	107	139	85	8	8	3	1	4	3
Manga	215	162	244	26	71	3	1	34	21
Nouna	64	60	51	5	3	2	3	1	7
Orodara	44	66	76	10	11	9	5	6	11
Ouagadougou	1390	375	1623	87	108	181	71	96	174
Ouahigouya	112	123	133	9	9	4	6	19	3
Tenkodogo	0	293	306	0	31	22	0	18	19
Tougan	119	64	66	3	7	5	0	3	3
Yako	217	251	215	0	3	13	0	0	1
Ziniaré	245	177	259	9	3	7	4	2	6

Tableau 3.31: Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer) (suite)

	De 1 an à moins de 2 ans			de 2 ans à moins de 3 ans			3 ans et plus		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	190	96	141	31	33	29	8	9	18
Banfora	2	2	3	1	1	1	2	0	1
Bobo-Dioulasso	18	3	12	5	10	3	1	4	3
Bogandé	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dédougou	4	4	2	1	0	0	0	0	0
Diébougou	2	5	2	0	0	1	0	0	0
Diapaga	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Djibo	1	0	0	1	0	0	0	0	0
Dori	6	3	2	2	2	3	1	0	0
Fada N'gourma	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Gaoua	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Kaya	4	3	5	2	0	1	0	1	1
Kongoussi	0	3	0	0	1	0	0	0	0
Koudougou	15	2	9	2	4	0	0	1	0
Léo	1	3	0	1	10	0	3	0	0
Manga	0	5	10	0	1	4	0	0	0
Nouna	1	3	4	0	0	1	0	0	0
Orodara	3	2	1	0	0	0	0	0	1
Ouagadougou	128	44	72	14	2	13	0	2	10
Ouahigouya	5	2	2	2	1	0	1	0	1
Tenkodogo	0	6	9	0	1	1	0	1	1
Tougan	0	2	3	0	0	0	0	0	0
Yako	0	1	1	0	0	1	0	0	0
Ziniaré	0	3	1	0	0	0	0	0	0

Concepts

Grosse : Nom donné à la copie d'une décision de justice ou d'un acte notarié comportant la formule exécutoire. Elle est apposée par le greffier de la juridiction qui a rendu la décision ou par le notaire qui a dressé l'acte contenant une reconnaissance de dette.

Sources statistiques

Registres des parquets, rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés des tribunaux de grande instance, minutes des décisions.

III.4.1.2. Activités civiles des parquets

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Liquidation : Décision collective des associés qui s'entendent pour mettre fin à leur entreprise commune. La liquidation peut être judiciaire si, à défaut d'accord de tous les associés, un ou plusieurs d'entre eux saisissent le tribunal de grande instance ou le tribunal de commerce pour que soit ordonnée la liquidation et le partage de l'actif net. La liquidation peut aussi être ordonnée en justice comme conséquence du prononcé de la nullité d'une société.

Procédure collective : Procédure qui se déroule devant le parquet civil dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation judiciaire.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Redressement : Procédure collective qui permet à une entreprise qui ne se trouve plus en mesure de faire face à ses dettes exigibles (on dit qu'elle se trouve en "cessation des paiements") de poursuivre son activité et surtout de maintenir l'emploi et d'apurer son passif.

Sources statistiques

Registres du courrier arrivée et du courrier départ des parquets des tribunaux de grande instance.

Tableau 3.33 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par l'ensemble des parquets civils selon la nature de l'affaire

	Affaires nouvelles			Conclusions rendues		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Rectifications matérielles	2 829	4 059	4672	2 230	4 065	4596
Etat des personnes	3 017	5 652	5260	3 706	4 331	4270
<i>Rectifications, modifications et ajouts de nom</i>	2 825	5 497	5089	3 459	4 172	4109
<i>Adoptions</i>	82	97	127	141	93	142
<i>Naturalisations</i>	110	58	44	106	66	19
Procédures collectives	2	2	1	2	2	1
<i>Redressements</i>	1	0	0	1	0	0
<i>Liquidations</i>	1	2	1	1	2	1
Autres	262	244	104	279	202	114
Ensemble	6110	9 957	10037	6 217	8 600	8981

Tableau 3.34 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par parquet civil

	Affaires nouvelles			Conclusions rendues		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	6110	9 957	10037	6217	8 600	8981
Banfora	154	198	322	142	201	321
Bobo-Dioulasso	221	246	318	329	646	512
Bogandé	174	188	122	68	144	122
Boromo	280	381	319	391	365	345
Dédougou	263	300	332	262	331	325
Diapaga	5	66	144	7	69	172
Diébougou	30	159	317	103	153	228
Djibo	136	120	158	136	120	158
Dori	110	91	143	18	84	142
Fada N'gourma	171	71	37	160	71	35
Gaoua	160	319	345	131	308	336
Kaya	250	420	478	246	413	478
Kongoussi	12	187	262	74	191	262
Koudougou	342	2 465	1533	634	1 021	899
Léo	194	111	344	109	110	286
Manga	59	73	594	154	16	534
Nouna	125	145	119	121	163	120
Orodara	155	133	154	152	66	137
Ouagadougou	1087	1 442	1342	501	1 251	949
Ouahigouya	797	781	705	797	744	705
Tenkodogo	754	933	544	786	1 066	607
Tougan	354	764	922	580	731	767
Yako	171	255	270	160	255	270
Ziniaré	106	109	213	156	81	271

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Procédure collective : Procédure qui se déroule devant le parquet civil dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation judiciaire.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Tableau 3.35 : Affaires nouvelles selon leur nature, enregistrées par parquet civil

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	2 829	4 059	4672	3 017	5 652	5260	2	2	1	262	244	104
Banfora	39	49	35	105	144	286	0	2	1	10	3	0
Bobo-Dioulasso	3	188	198	133	58	113	1	0	0	84	0	7
Bogandé	79	99	56	95	87	66	0	0	0	0	2	0
Boromo	91	141	172	189	240	147	0	0	0	0	0	0
Dédougou	97	102	140	166	191	189	0	0	0	0	7	3
Diapaga	1	23	62	4	41	82	0	0	0	0	2	0
Diébougou	20	73	115	10	84	202	0	0	0	0	2	0
Djibo	37	33	22	90	80	132	0	0	0	9	7	4
Dori	37	58	62	66	21	74	0	0	0	7	12	7
Fada N'gourma	24	49	30	146	22	7	0	0	0	1	0	0
Gaoua	50	156	188	106	163	153	0	0	0	4	0	4
Kaya	35	332	395	215	88	83	0	0	0	0	0	0
Kongoussi	0	58	76	12	129	186	0	0	0	0	0	0
Koudougou	80	245	168	252	2220	1353	0	0	0	10	0	12
Léo	65	107	132	129	4	212	0	0	0	0	0	0
Manga	13	1	351	45	65	243	0	0	0	1	7	0
Nouna	23	17	40	102	128	79	0	0	0	0	0	0
Orodara	8	11	3	144	122	140	0	0	0	3	0	11
Ouagadougou	770	751	882	272	554	441	1	0	0	44	137	19
Ouahigouya	642	393	451	124	379	254	0	0	0	31	9	0
Tenkodogo	559	688	414	195	197	130	0	0	0	0	48	0
Tougan	134	267	460	188	497	462	0	0	0	32	0	0
Yako	6	197	176	153	58	82	0	0	0	12	0	12
Ziniaré	16	21	44	76	80	144	0	0	0	14	8	25

Tableau 3.36 : Conclusions rendues selon la nature des affaires par parquet civil

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	2 230	4 065	4596	3 706	4 331	4270	2	2	1	279	202	114
Banfora	35	49	35	101	147	285	0	2	1	6	3	0
Bobo-Dioulasso	1	256	332	240	390	173	0	0	0	88	0	7
Bogandé	40	94	56	28	49	66	0	0	0	0	1	0
Boromo	111	132	176	280	233	169	0	0	0	0	0	0
Dédougou	97	138	137	165	182	185	0	0	0	0	11	3
Diapaga	1	29	90	6	38	82	0	0	0	0	2	0
Diébougou	85	72	105	18	79	123	0	0	0	0	2	0
Djibo	37	33	22	90	80	132	0	0	0	9	7	4
Dori	0	58	62	18	21	74	0	0	0	0	5	6
Fada N'gourma	23	49	30	136	22	5	0	0	0	1	0	0
Gaoua	14	150	184	115	158	149	0	0	0	2	0	3
Kaya	35	332	395	211	81	83	0	0	0	0	0	0
Kongoussi	1	58	76	72	133	186	0	0	0	1	0	0
Koudougou	85	139	134	536	882	756	0	0	0	13	0	9
Léo	0	107	132	109	3	154	0	0	0	0	0	0
Manga	42	0	293	112	16	241	0	0	0	0	0	0
Nouna	19	36	40	102	127	80	0	0	0	0	0	0
Orodara	8	11	9	144	55	122	0	0	0	0	0	6
Ouagadougou	78	660	836	351	489	99	2	0	0	70	102	14
Ouahigouya	642	393	451	124	345	254	0	0	0	31	6	0
Tenkodogo	665	819	385	121	195	222	0	0	0	0	52	0
Tougan	181	234	425	374	497	342	0	0	0	25	0	0
Yako	0	197	176	154	58	82	0	0	0	6	0	12
Ziniaré	30	19	15	99	51	206	0	0	0	27	11	50

III.4.2. Activités pénales des tribunaux de grande instance

III.4.2.1. Activités des parquets des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au parquet et enregistrée dans le registre des plaintes. La saisine du parquet ou introduction d'une affaire au parquet se fait par une plainte (assignation, requête, ou déclaration écrite ou verbale) d'une partie lésée ou par procès-verbal de la Police judiciaire.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

Sources statistiques

Registres des parquets.

Note :

Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions, recels, escroqueries ».

Tableau 3.37 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets de l'ensemble des tribunaux de grande instance

Affaires nouvelles selon l'infraction	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	6 451	6 392	7 524	8 295	9 587	10 568	10 696	8 771	10 186	10 031
Crimes et délits contre les particuliers	1 915	1 622	2 154	2 145	2 595	2 767	2 654	2 237	2 968	2 773
dont										
<i>Homicides et blessures involontaires</i>	540	385	557	534	641	623	407	445	700	646
<i>Coups et blessures volontaires</i>	537	470	598	643	718	786	717	761	791	757
<i>Vols aggravés</i>	193	120	180	121	135	180	147	125	153	191
<i>Homicides volontaires, empoisonnement</i>	111	72	136	114	151	135	123	90	115	121
<i>Viols</i>	126	97	148	137	147	189	179	115	164	187
<i>Coups mortels</i>	71	63	142	74	98	98	96	81	95	80
<i>Assassinats</i>	57	48	86	59	71	84	70	86	93	106
Crimes et délits contre les biens	3 723	3 951	4 433	4 962	5 598	6 164	5 971	5 135	5 714	5 820
dont										
<i>Vols, recels, extorsions, escroqueries</i>	3 029	3 210	3 582	3 921	4 510	4 888	4 615	3 945	4 273	4 363
<i>Abus de confiance</i>	453	486	536	643	740	803	833	722	796	798
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	164	143	201	227	248	292	332	328	370	349
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	311	282	353	475	601	693	801	481	598	588
dont										
<i>Stupéfiants</i>	143	123	159	230	249	327	344	155	176	251
<i>Enlèvements d'enfants</i>	32	28	48	65	58	103	139	106	139	121
<i>Trafic d'enfants</i>	21	16	21	22	38	11	19	14	17	13
<i>Mutilations génitales féminines</i>	26	31	26	28	38	32	20	23	28	34
<i>Attentats aux mœurs</i>	27	34	23	44	90	120	123	73	95	65
Crimes et délits contre la chose publique	277	337	380	360	418	578	562	305	525	527
dont										
<i>Faux et usage de faux</i>	132	163	155	154	163	271	261	93	235	189
<i>Détournement de biens et deniers publics</i>	28	34	39	24	21	37	29	25	33	63
<i>Association de malfaiteurs</i>	18	31	57	27	42	51	13	22	38	39
Infractions en matière d'armes et munitions	68	99	103	96	97	95	81	70	87	111
Contraventions	157	101	101	80	57	39	59	27	7	1
Infractions en matière de code de la route	-	-	-	177	221	232	568	516	287	211

Concepts

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Fait de faire volontairement des blessures, de porter des coups ou de commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions, des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Violences et voies de fait : Actes délibérés ou non, provoquant chez celui qui en est la victime, un trouble physique ou moral comportant des conséquences dommageables pour sa personne ou pour ses biens. Quand elle est appliquée aux choses et qu'elle est faite sans droit, la violence constitue alors une "voie de fait".

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau 3.38 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	6 451	6 392	7 524	8 295	9 587	10 568	10 696	8 771	10 186	10 031
Banfora	314	261	215	354	423	488	531	381	519	520
Bobo-Dioulasso	1 169	1 093	921	1 073	1 106	1 109	1 095	957	844	918
Bogandé	-	89	181	194	201	233	241	218	282	270
Boromo	-	-	351	281	358	438	326	383	423	372
Dédougou	469	461	302	302	425	396	364	373	343	336
Diapaga	-	-	43	143	151	173	201	160	189	176
Diébougou	-	-	-	-	-	-	14	143	228	224
Djibo	-	-	-	-	-	245	210	199	184	175
Dori	262	228	300	242	381	396	317	265	315	333
Fada N'gourma	415	309	374	364	380	507	522	363	505	429
Gaoua	356	478	413	434	440	457	480	259	268	220
Kaya	216	269	318	454	446	512	361	335	324	329
Kongoussi	-	65	274	186	325	189	145	101	128	148
Koudougou	577	330	531	452	467	123	638	559	622	775
Léo	-	-	-	-	89	261	184	160	288	276
Manga	-	48	276	336	368	386	356	298	352	353
Nouna	-	-	-	-	-	61	139	124	169	177
Orodara	-	-	-	-	-	99	135	147	179	147
Ouagadougou	1 910	1 669	1 909	2 219	2 589	2 806	2 787	2 317	2 556	2 418
Ouahigouya	330	363	231	222	261	277	292	232	230	285
Tenkodogo	413	521	576	596	739	851	789	420	817	758
Tougan	-	57	157	139	152	222	216	171	148	106
Yako	-	-	26	142	124	175	151	63	60	79
Ziniaré	20	151	126	162	162	164	202	143	213	207

Tableau 3.39 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	1 915	1 622	2 154	2 145	2 595	2 767	2 654	2 237	2 968	2 773
Banfora	83	82	51	129	179	143	126	129	235	158
Bobo-Dioulasso	410	326	230	275	281	308	237	178	226	249
Bogandé	-	13	55	53	53	55	59	49	70	78
Boromo	-	-	152	86	103	130	69	69	154	145
Dédougou	121	112	87	92	95	106	99	144	105	93
Diapaga	-	-	13	48	54	67	62	55	77	63
Diébougou	-	-	-	-	-	-	5	46	87	93
Djibo	-	-	-	-	-	136	89	80	67	68
Dori	85	64	110	90	146	132	87	83	126	116
Fada N'gourma	161	116	142	111	120	143	133	105	133	146
Gaoua	100	137	78	138	141	133	163	67	87	83
Kaya	65	67	92	115	101	119	62	62	73	71
Kongoussi	-	17	138	61	122	70	47	15	46	47
Koudougou	164	90	144	120	150	28	219	226	242	264
Léo	-	-	-	-	18	64	28	43	90	72
Manga	-	12	52	42	62	91	84	61	88	95
Nouna	-	-	-	-	-	29	61	45	56	53
Orodara	-	-	-	-	-	25	38	41	61	45
Ouagadougou	519	314	512	465	580	512	513	452	584	473
Ouahigouya	75	84	54	52	52	81	68	61	55	65
Tenkodogo	126	131	163	155	230	211	208	121	187	180
Tougan	-	10	37	30	30	71	70	34	39	24
Yako	-	-	10	50	28	79	57	10	14	29
Ziniaré	6	47	34	33	50	34	70	61	66	63

Concepts

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice, des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Tableau 3.40 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	3 723	3 951	4 433	4 962	5 598	6 164	5 971	5 135	5 714	5 820
Banfora	171	150	132	206	182	304	258	206	213	253
Bobo-Dioulasso	596	619	554	622	610	636	663	541	534	578
Bogandé	-	62	112	117	119	130	143	148	164	156
Boromo	-	-	139	150	199	240	174	189	230	193
Dédougou	284	285	176	163	261	214	187	189	199	183
Diapaga	-	-	23	58	74	79	97	77	79	76
Diébougou	-	-	-	-	-	-	8	88	109	118
Djibo	-	-	-	-	-	84	87	103	97	100
Dori	139	143	162	123	175	206	162	134	154	176
Fada N'gourma	200	151	188	203	215	271	259	196	245	211
Gaoua	196	268	266	218	238	243	221	147	151	120
Kaya	134	175	183	256	282	314	234	228	209	229
Kongoussi	-	46	117	104	150	110	72	71	64	75
Koudougou	354	203	337	281	275	78	340	293	329	443
Léo	-	-	-	-	62	170	125	97	161	152
Manga	-	26	182	240	252	239	218	203	220	216
Nouna	-	-	-	-	-	28	61	67	99	98
Orodara	-	-	-	-	-	50	55	76	83	89
Ouagadougou	1 175	1 129	1 168	1 455	1 676	1793	1674	1532	1 531	1 531
Ouahigouya	232	240	148	137	170	155	139	134	134	178
Tenkodogo	229	330	365	377	412	544	509	227	491	430
Tougan	-	32	96	100	97	101	113	90	88	68
Yako	-	-	11	60	51	70	67	38	29	40
Ziniaré	13	92	74	92	98	105	105	61	101	107

Tableau 3.41 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, recels, extorsions et escroqueries par Tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	3 029	3 210	3 582	3 921	4 510	4 888	4 615	3 945	4 273	4 363
Banfora	115	125	90	148	126	217	164	122	115	162
Bobo-Dioulasso	486	498	435	438	434	471	506	414	392	441
Bogandé	-	58	96	104	112	120	121	137	152	144
Boromo	-	-	113	129	166	179	137	146	142	144
Dédougou	257	245	145	118	203	164	146	130	140	142
Diapaga	-	-	16	40	59	62	72	54	54	59
Diébougou	-	-	-	-	-	-	3	78	93	82
Djibo	-	-	-	-	-	64	72	78	68	77
Dori	112	102	117	84	140	159	126	104	112	138
Fada N'gourma	170	123	151	164	177	241	210	159	208	145
Gaoua	159	207	214	179	194	191	175	118	108	89
Kaya	115	160	175	200	251	277	209	178	176	200
Kongoussi	-	37	103	92	121	92	62	61	51	58
Koudougou	280	160	265	228	220	69	274	209	214	277
Léo	-	-	-	-	59	145	109	78	131	129
Manga	-	18	155	209	219	189	173	170	182	155
Nouna	-	-	-	-	-	23	39	45	62	70
Orodara	-	-	-	-	-	23	35	55	49	62
Ouagadougou	932	898	922	1 125	1 321	1418	1254	1179	1154	1 153
Ouahigouya	211	202	127	117	152	117	116	96	102	142
Tenkodogo	181	273	301	332	340	426	385	175	388	320
Tougan	-	24	82	84	85	79	86	77	68	55
Yako	-	-	11	53	46	60	52	31	24	32
Ziniaré	11	80	64	77	85	102	89	51	88	87

Concepts

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Les autres crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs sont constitués des infractions en matière de mariage, du proxénétisme, des trafics d'enfants, des enlèvements d'enfants, des outrages et attentats publics à la pudeur, de la prostitution et de tout autre crime ou délit contre les particuliers non cité.

Crimes et délits contre la chose publique

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Les autres crimes et délits contre la chose publique sont les atteintes à l'environnement, la concussion, la corruption et tout autre crime ou délit contre la chose publique non cité.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions :

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau 3.42 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	311	282	353	475	601	693	801	481	598	588
Banfora	21	11	14	7	43	21	19	21	27	20
Bobo-Dioulasso	35	29	51	53	70	56	70	55	57	54
Bogandé	-	11	8	13	18	17	20	9	33	27
Boromo	-	-	11	12	23	24	22	17	16	15
Dédougou	17	22	7	10	24	19	22	23	18	15
Diapaga	-	-	3	10	11	15	25	13	11	15
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	3	12	7
Djibo	-	-	-	-	-	11	8	11	5	4
Dori	19	8	6	10	16	23	32	15	14	17
Fada N'gourma	21	9	14	26	22	38	54	36	48	30
Gaoua	20	28	22	28	19	29	35	16	20	4
Kaya	8	15	21	28	26	25	32	20	18	14
Kongoussi	-	-	6	4	17	5	12	4	13	10
Koudougou	23	12	21	32	25	5	40	21	23	30
Léo	-	-	-	-	6	21	11	5	21	29
Manga	-	6	18	21	21	18	13	1	19	16
Nouna	-	-	-	-	-	0	9	6	8	8
Orodara	-	-	-	-	-	12	5	3	14	6
Ouagadougou	115	68	92	140	172	236	301	149	144	179
Ouahigouya	7	12	13	9	20	25	14	7	18	12
Tenkodogo	24	31	23	32	41	55	37	23	41	51
Tougan	-	12	9	4	15	17	9	16	7	7
Yako	-	-	4	11	2	9	5	2	4	5
Ziniaré	1	8	10	25	10	12	6	5	7	13

Tableau 3.43 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	277	337	380	360	418	578	562	305	525	527
Banfora	11	12	13	9	13	18	42	17	37	47
Bobo-Dioulasso	37	40	34	44	80	66	59	62	18	31
Bogandé	-	3	3	6	7	23	10	5	1	5
Boromo	-	-	9	17	10	16	11	17	11	14
Dédougou	20	21	11	8	12	13	19	13	12	9
Diapaga	-	-	1	7	4	7	8	8	16	19
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	2	9	5
Djibo	-	-	-	-	-	8	10	2	2	1
Dori	13	11	19	13	24	21	18	15	17	16
Fada N'gourma	10	11	19	13	13	33	21	14	39	16
Gaoua	28	29	35	9	9	26	23	8	5	4
Kaya	5	6	18	22	22	28	15	10	21	14
Kongoussi	-	2	12	4	11	3	11	7	3	5
Koudougou	31	18	21	12	12	7	32	15	23	26
Léo	-	-	-	-	2	2	8	4	12	13
Manga	-	2	15	15	17	25	13	3	18	19
Nouna	-	-	-	-	-	1	5	2	6	11
Orodara	-	-	-	-	-	5	23	6	10	3
Ouagadougou	90	129	122	131	138	201	162	44	214	185
Ouahigouya	13	20	13	16	9	15	15	11	10	15
Tenkodogo	19	28	18	19	20	26	35	23	21	48
Tougan	-	2	11	4	8	20	10	10	6	6
Yako	-	-	1	3	6	10	4	3	7	5
Ziniaré	0	3	5	8	1	4	8	4	7	10

Concepts

Orientations du Parquet

Chambre correctionnelle : Affaires dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles (au moins onze jours et au plus cinq années).

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Renvoi à l'instruction : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant momentanément la mise en mouvement de l'action publique.

Tableau 3.44 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des tribunaux de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	6 451	6 392	7 524	8 295	9 587	10 568	10 696	8 771	10 186	10 031
Chambre correctionnelle	4 800	4 888	5 635	6 330	7 142	7 841	7 567	6 534	7 303	7 288
<i>Flagrants délits</i>	3 563	3 710	4 088	4 617	5 070	6 077	5 653	4 594	5 209	5 541
<i>Citations directes</i>	1 237	1 178	1 547	1 713	2 072	1 764	1 914	1 940	2 094	1 747
Renvois à l'instruction	784	671	1 020	755	968	1 112	822	875	914	992
Affaires classées sans suite	867	833	869	1 210	1 477	1 615	2 307	1 362	1 969	1 751

Tableau 3.45 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	4 800	4 888	5 635	6 330	7 142	7 841	7 567	6 534	7 303	7 288
Banfora	190	208	170	238	263	328	268	239	299	367
Bobo-Dioulasso	798	787	711	767	764	764	805	686	694	828
Bogandé	-	57	125	137	149	173	192	192	259	230
Boromo	-	-	219	196	260	272	194	219	265	248
Dédougou	350	353	224	220	262	308	305	280	247	240
Diapaga	-	-	36	126	115	132	180	120	133	94
Diébougou	-	-	-	-	-	-	12	124	197	192
Djibo	-	-	-	-	-	107	122	142	123	131
Dori	179	148	186	135	201	235	183	188	221	232
Fada N'gourma	329	231	297	294	297	398	365	259	363	294
Gaoua	284	331	269	278	269	320	338	175	178	171
Kaya	183	216	240	308	341	404	304	321	262	270
Kongoussi	-	55	129	137	221	142	117	94	111	93
Koudougou	425	248	411	362	360	93	481	320	269	343
Léo	-	-	-	-	74	218	165	139	214	231
Manga	-	38	235	263	263	268	242	220	256	229
Nouna	-	-	-	-	-	45	96	90	114	116
Orodara	-	-	-	-	-	70	81	105	112	133
Ouagadougou	1 466	1 310	1 478	1 855	2 150	2 291	2 074	1 885	1 900	1 826
Ouahigouya	249	273	175	174	239	227	181	168	168	222
Tenkodogo	333	459	483	525	561	661	541	285	564	492
Tougan	-	55	129	132	140	154	127	124	120	87
Yako	-	-	16	97	96	86	63	40	48	48
Ziniaré	14	119	102	86	117	145	131	119	186	171

Tableau 3.46 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	3 563	3 710	4 088	4 617	5 070	6 077	5653	4594	5 209	5 541
Banfora	111	124	116	162	94	242	170	158	170	211
Bobo-Dioulasso	470	576	565	549	570	611	648	457	498	624
Bogandé	-	52	100	115	124	154	157	168	213	178
Boromo	-	-	118	167	223	244	172	187	201	223
Dédougou	281	272	151	127	187	188	177	152	157	154
Diapaga	-	-	22	55	82	101	111	86	89	80
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	98	113	123
Djibo	-	-	-	-	-	74	88	109	101	108
Dori	123	109	126	111	158	196	152	137	156	167
Fada N'gourma	238	162	191	222	246	313	281	227	280	247
Gaoua	244	267	224	217	217	263	234	132	129	116
Kaya	161	186	213	250	296	326	283	257	231	260
Kongoussi	-	27	96	99	157	113	98	78	92	74
Koudougou	314	167	298	254	252	79	340	199	184	228
Léo	-	-	-	-	67	181	140	94	140	166
Manga	-	30	187	204	210	201	192	184	206	200
Nouna	-	-	-	-	-	33	65	54	70	91
Orodara	-	-	-	-	-	47	59	57	66	93
Ouagadougou	1 147	1 038	979	1 287	1 335	1723	1491	1219	1354	1 421
Ouahigouya	218	203	139	134	200	169	124	114	121	185
Tenkodogo	247	361	368	424	397	516	427	215	404	371
Tougan	-	55	98	96	111	115	105	112	94	79
Yako	-	-	12	75	59	78	44	37	29	34
Ziniaré	9	81	85	69	85	110	95	63	111	108

Tableau 3.47: Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	1 237	1 178	1 547	1 713	2 072	1764	1914	1940	2 094	1 747
Banfora	79	84	54	76	169	86	98	81	129	156
Bobo-Dioulasso	328	211	146	218	194	153	157	229	196	204
Bogandé	-	5	25	22	25	19	35	24	46	52
Boromo	-	-	101	29	37	28	22	32	64	25
Dédougou	69	81	73	93	75	120	128	128	90	86
Diapaga	-	-	14	71	33	31	69	34	44	14
Diébougou	-	-	-	-	-	-	12	26	84	69
Djibo	-	-	-	-	-	33	34	33	22	23
Dori	56	39	60	24	43	39	31	51	65	65
Fada N'gourma	91	69	106	72	51	85	84	32	83	47
Gaoua	40	64	45	61	52	57	104	43	49	55
Kaya	22	30	27	58	45	78	21	64	31	10
Kongoussi	-	28	33	38	64	29	19	16	19	19
Koudougou	111	81	113	108	108	14	141	121	85	115
Léo	-	-	-	-	7	37	25	45	74	65
Manga	-	8	48	59	53	67	50	36	50	29
Nouna	-	-	-	-	-	12	31	36	44	25
Orodara	-	-	-	-	-	23	22	48	46	40
Ouagadougou	319	272	499	568	815	568	583	666	546	405
Ouahigouya	31	70	36	40	39	58	57	54	47	37
Tenkodogo	86	98	115	101	164	145	114	70	160	121
Tougan	-	-	31	36	29	39	22	12	26	8
Yako	-	-	4	22	37	8	19	3	19	14
Ziniaré	5	38	17	17	32	35	36	56	75	63

Tableau 3.48: Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	784	671	1 020	755	968	1112	822	875	914	992
Banfora	49	28	33	38	30	52	38	26	36	25
Bobo-Dioulasso	94	101	74	87	98	74	71	53	53	57
Bogandé	-	19	30	35	39	49	23	26	23	32
Boromo	-	-	69	32	21	24	21	30	21	32
Dédougou	37	29	40	25	34	28	25	32	33	42
Diapaga	-	-	5	9	20	17	19	15	38	19
Diébougou	-	-	-	-	-	-	2	19	22	21
Djibo	-	-	-	-	-	104	14	15	12	15
Dori	23	19	35	25	29	25	21	27	26	23
Fada N'gourma	67	50	54	43	58	62	60	42	26	43
Gaoua	32	53	34	37	52	42	35	19	21	12
Kaya	18	24	52	53	55	54	22	9	22	31
Kongoussi	-	7	123	19	36	21	17	7	9	20
Koudougou	56	31	38	32	52	18	61	49	61	59
Léo	-	-	-	-	13	24	15	17	42	43
Manga	-	7	35	27	35	37	35	26	38	33
Nouna	-	-	-	-	-	8	10	12	18	15
Orodara	-	-	-	-	-	17	20	18	21	14
Ouagadougou	312	219	275	163	260	323	180	354	280	300
Ouahigouya	34	18	19	19	10	26	32	20	14	22
Tenkodogo	59	51	76	61	84	59	61	20	56	75
Tougan	-	2	9	5	8	10	9	7	8	14
Yako	-	-	8	28	23	20	15	8	7	9
Ziniaré	3	13	11	17	11	18	16	24	27	36

Tableau 3.49 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	867	833	869	1 210	1 477	1615	2307	1362	1 969	1751
Banfora	75	25	12	78	130	108	225	116	184	128
Bobo-Dioulasso	277	205	136	219	244	271	219	218	97	33
Bogandé	-	13	26	22	13	11	26	0	0	8
Boromo	-	0	63	53	77	142	111	134	137	92
Dédougou	82	79	38	57	129	60	34	61	63	54
Diapaga	-	-	2	8	16	24	2	25	18	63
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	0	9	11
Djibo	-	-	-	-	-	34	74	42	49	29
Dori	60	61	79	82	151	136	113	50	68	78
Fada N'gourma	19	28	23	27	25	47	97	62	116	92
Gaoua	40	94	110	119	119	95	107	65	69	37
Kaya	15	29	26	93	50	54	35	5	40	28
Kongoussi	-	3	22	30	68	26	11	0	8	35
Koudougou	96	51	82	58	55	12	96	190	292	373
Léo	-	-	-	-	2	19	4	4	32	2
Manga	-	3	6	46	70	81	79	52	58	91
Nouna	-	-	-	-	-	8	33	22	37	46
Orodara	-	-	-	-	-	12	34	24	46	0
Ouagadougou	132	140	156	201	179	192	533	78	376	292
Ouahigouya	47	72	37	29	12	24	79	44	48	41
Tenkodogo	21	11	17	10	94	131	187	115	197	191
Tougan	-	-	19	2	4	58	80	40	20	5
Yako	-	-	2	17	5	69	73	15	5	22
Ziniaré	3	19	13	59	34	1	55	0	0	0

Concepts

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans révolus.

Mineur mis sous ordonnance de garde provisoire : Mineur inculpé d'un délit ou d'un crime mis en détention provisoire par le juge.

Orientations du Parquet

Chambre correctionnelle : Affaire dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles (au moins onze jours et au plus cinq années).

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Renvoi à l'instruction : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant momentanément la mise en mouvement de l'action publique.

Tableau 3.50 : Mineurs concernés par les activités des parquets

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Mineurs impliqués	218	219	252	365	558	503	331	325	384	366
Mineurs renvoyés en flagrant délit	140	153	167	256	317	357	233	255	268	223
Mineurs renvoyés en citation directe	29	23	45	53	147	54	33	18	38	55
Mineurs renvoyés à l'instruction	26	19	24	28	34	44	27	25	24	40
Mineurs relaxés après classement sans suite	23	24	16	28	60	48	38	27	54	48
Mineurs mis sous ordonnance de garde provisoire	115	108	139	222	448	315	93	125	248	204

Tableau 3.51 : Mineurs **impliqués** dans les activités des parquets par Tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	218	219	252	365	558	502	326	323	384	366
Banfora	15	14	6	14	11	12	6	9	11	12
Bobo-Dioulasso	2	7	11	36	69	29	9	6	33	48
Bogandé	-	1	6	16	11	13	2	2	20	14
Boromo	-	-	12	8	16	19	8	13	10	9
Dédougou	17	23	14	11	30	22	13	0	20	25
Diapaga	-	-	5	5	3	7	14	0	1	1
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	5	6	13
Djibo	-	-	-	-	-	13	10	25	8	8
Dori	7	6	14	15	25	28	12	17	19	18
Fada N'gourma	17	7	16	16	27	33	22	16	13	17
Gaoua	32	30	33	32	19	12	16	14	13	13
Kaya	7	9	8	19	39	41	15	23	20	13
Kongoussi	-	-	-	13	17	12	16	0	12	13
Koudougou	20	22	26	7	16	15	38	17	43	36
Léo	-	-	-	-	2	13	11	8	4	9
Manga	-	1	18	4	9	15	19	40	27	9
Nouna	-	-	-	-	-	2	7	7	8	13
Orodara	-	-	-	-	-	6	10	13	5	0
Ouagadougou	55	48	18	79	83	128	29	48	37	43
Ouahigouya	18	23	13	32	5	4	15	23	9	8
Tenkodogo	28	19	33	39	10	30	26	18	41	28
Tougan	-	3	12	4	152	9	14	8	16	3
Yako	-	-	2	3	4	13	5	5	2	5
Ziniaré	-	6	5	12	10	26	9	6	6	8

III.4.2.2. Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de décisions : En matière correctionnelle, deux types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Délits

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Coups et blessures volontaires : Fait de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voies de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Délits en matière d'armes et munitions : Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles, des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement la mort ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Tableau 3.52 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

Jugements rendus selon le type de procédure	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	4 292	4 903	5 272	5 247	6 183	6 954	6 686	5 755	6 414	6 959
Flagrants délits	3 382	3 894	4 353	4 305	5 097	5 849	5 619	4 686	4 941	5 411
Citations directes	910	1 009	919	942	1 086	1 105	1 067	1 069	1 473	1 548
Jugements rendus selon le type de décision	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	4 292	4 903	5 272	5 247	6 183	6 954	6 686	5 755	6 414	6 959
Contradictoire	3 947	4 425	4 827	4 997	5 733	6 727	6 559	5 604	6 242	6 527
Réputé contradictoire						10	1	7	16	2
Défaut	251	407	324	186	234	186	112	129	154	425
Autre	94	71	121	64	216	31	14	15	2	5
Jugements rendus selon la nature de l'infraction commise	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2010	2012	2013
Ensemble	4 292	4 903	5 272	5 247	6 183	6 954	6 686	5 755	6 414	6 959
Délits contre la chose publique dont :	210	271	224	214	201	327	300	208	264	370
<i>Faux et usage de faux</i>	93	90	78	78	73	130	129	73	108	126
<i>Détournement de biens et de deniers publics</i>	10	7	5	8	2	60	12	3	7	2
Délits contre les particuliers dont :	839	945	928	858	1 014	1 038	963	829	1 262	1 404
<i>Coups et blessures volontaires</i>	480	502	504	472	479	576	548	480	558	599
<i>Homicides et blessures involontaires</i>	264	328	305	237	336	267	206	168	445	472
Délits contre la famille et les bonnes mœurs dont :	218	233	271	337	432	511	514	370	375	464
<i>Stupéfiants</i>	105	112	149	197	207	262	244	132	134	216
<i>Mutilations génitales féminines</i>	25	25	24	25	33	33	18	22	21	32
Délits contre les biens dont :	2 938	3 341	3 717	3 659	4 398	4 868	4 604	4 002	4 281	4 415
<i>Vols, extorsions, recels, escroqueries</i>	2 420	2 820	3 082	3 072	3 685	4 109	3 881	3 356	3 506	3 615
<i>Abus de confiance</i>	371	392	434	422	514	527	540	494	533	555
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	85	76	128	119	145	183	127	104	190	186
Délits en matière d'armes et de munitions	63	92	88	80	79	89	69	54	66	90
Infractions non déterminées	24	21	44	0	0	0	0	0	0	0
Infractions en matière de code de la route	-	-	-	99	59	112	236	292	166	216

Concepts

Délits :

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharges.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Sources statistiques :

Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels.

Note :

Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions, recels, escroqueries ».

Tableau 3.53 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des tribunaux de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	4 292	4 903	5 272	5 247	6 183	6954	6686	5755	6414	6 959
Banfora	174	218	253	284	231	330	247	270	316	280
Bobo-Dioulasso	909	1 039	915	730	808	652	695	516	654	939
Bogandé	-	62	116	114	150	170	187	191	238	215
Boromo	-	-	159	214	257	297	251	212	238	256
Dédougou	302	290	195	208	349	285	245	217	252	309
Diapaga	-	-	23	75	101	121	157	112	99	59
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	124	184	182
Djibo	-	-	-	-	-	89	135	128	127	131
Dori	156	220	179	144	168	228	197	142	204	218
Fada N'gourma	267	226	240	237	277	314	282	217	294	305
Gaoua	341	312	312	268	303	288	290	187	172	181
Kaya	185	190	230	269	349	390	289	281	254	294
Kongoussi	-	27	121	144	222	139	108	100	97	87
Koudougou	288	295	346	301	331	463	520	327	407	328
Léo	-	-	-	-	60	173	151	108	190	179
Manga	-	25	228	253	293	256	246	227	241	219
Nouna	-	-	-	-	-	39	79	85	94	126
Orodara	-	-	-	-	-	65	92	96	90	102
Ouagadougou	1 168	1 211	1 105	1 096	1 175	1 436	1 686	1 364	1 312	1 602
Ouahigouya	189	243	173	178	238	197	nd	151	157	195
Tenkodogo	313	434	474	453	591	615	500	423	468	443
Tougan	-	21	112	126	125	143	146	145	120	91
Yako	-	-	0	77	54	75	58	49	47	47
Ziniaré	-	90	91	76	101	189	125	83	159	171

Tableau 3.54 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	3 382	3 894	4 353	4 305	5 097	5849	5619	4 686	4 941	5 411
Banfora	134	153	157	176	169	227	167	155	173	186
Bobo-Dioulasso	511	619	629	573	652	564	622	446	545	601
Bogandé	-	57	101	101	130	150	155	181	224	186
Boromo	-	-	131	174	224	258	208	186	198	225
Dédougou	272	232	161	133	210	192	176	132	161	156
Diapaga	-	-	18	49	87	99	112	81	80	50
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	98	111	113
Djibo	-	-	-	-	-	74	102	98	104	111
Dori	134	190	157	125	144	194	159	113	146	151
Fada N'gourma	220	178	187	200	246	292	258	208	255	253
Gaoua	273	273	273	215	236	248	234	129	121	122
Kaya	129	163	198	217	296	325	272	248	208	251
Kongoussi	-	25	94	110	194	121	98	86	80	73
Koudougou	225	231	273	244	234	358	349	207	203	224
Léo	-	-	-	-	58	160	140	95	150	145
Manga	-	22	204	228	231	193	205	190	195	201
Nouna	-	-	-	-	-	29	57	53	66	94
Orodara	-	-	-	-	-	36	69	60	56	75
Ouagadougou	1 056	1 114	1 010	973	1 058	1 341	1 552	1 206	1 109	1 424
Ouahigouya	184	198	172	149	209	179	nd	135	119	171
Tenkodogo	244	336	396	398	469	517	421	355	401	367
Tougan	-	21	112	105	114	112	115	125	100	88
Yako	-	-	0	70	49	69	54	35	33	35
Ziniaré	-	82	80	65	87	111	94	64	103	109

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de décisions : En matière correctionnelle, il existe deux types de décisions :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau 3.55 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	910	1 009	919	942	1 086	1105	1067	1 069	1 473	1 548
Banfora	40	65	96	108	62	103	80	115	143	94
Bobo-Dioulasso	398	420	286	157	156	88	73	70	109	338
Bogandé	-	5	15	13	20	20	32	10	14	29
Boromo	-	-	28	40	33	39	43	26	40	31
Dédougou	30	58	34	75	139	93	69	85	91	153
Diapaga	-	-	5	26	14	22	45	31	19	9
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	26	73	69
Djibo	-	-	-	-	-	15	33	30	23	20
Dori	22	30	22	19	24	34	38	29	58	67
Fada N'gourma	47	48	53	37	31	22	24	9	39	52
Gaoua	68	39	39	53	67	40	56	58	51	59
Kaya	56	27	32	52	53	65	17	33	46	43
Kongoussi	-	2	27	34	28	18	10	14	17	14
Koudougou	63	64	73	57	97	105	171	120	204	104
Léo	-	-	-	-	2	13	11	13	40	34
Manga	-	3	24	25	62	63	41	37	46	18
Nouna	-	-	-	-	-	10	22	32	28	32
Orodara	-	-	-	-	-	29	23	36	34	27
Ouagadougou	112	97	95	123	117	95	134	158	203	178
Ouahigouya	5	45	1	29	29	18	nd	16	38	24
Tenkodogo	69	98	78	55	122	98	79	68	67	76
Tougan	-	0	0	21	11	31	31	20	20	3
Yako	-	-	0	7	5	6	4	14	14	12
Ziniaré	-	8	11	11	14	78	31	19	56	62

Tableau 3.56 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	3 947	4 425	4 827	4 997	5 733	6727	6559	5 604	6 242	6527
Banfora	155	165	196	215	217	323	229	240	277	248
Bobo-Dioulasso	684	719	674	659	767	645	695	516	637	712
Bogandé	-	62	116	106	146	163	186	190	229	214
Boromo	-	-	153	201	256	270	223	210	238	254
Dédougou	300	280	192	207	274	284	244	214	243	253
Diapaga	-	-	23	72	98	114	157	112	99	59
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	120	184	182
Djibo	-	-	-	-	-	89	133	126	127	128
Dori	156	220	179	130	160	227	176	140	195	200
Fada N'gourma	258	222	232	234	263	314	281	216	293	300
Gaoua	334	307	307	259	275	277	284	176	165	177
Kaya	177	184	225	258	330	381	285	280	247	267
Kongoussi	-	27	121	143	213	139	108	99	97	87
Koudougou	277	286	332	300	298	428	503	261	357	283
Léo	-	-	-	-	60	173	151	108	186	179
Manga	-	25	220	251	281	249	243	224	239	217
Nouna	-	-	-	-	-	37	79	83	94	123
Orodara	-	-	-	-	-	65	91	96	90	102
Ouagadougou	1 117	1 173	1 027	1 074	1 012	1412	1678	1360	1309	1602
Ouahigouya	188	234	166	171	238	197	nd	148	155	193
Tenkodogo	301	412	461	445	577	562	491	415	463	442
Tougan	-	21	112	126	121	140	144	138	120	91
Yako	-	-	0	76	52	75	58	49	46	46
Ziniaré	-	88	91	70	95	163	120	83	152	168

Tableau 3.57 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	251	407	324	186	234	186	112	129	154	425
Banfora	18	52	56	63	14	7	15	30	39	32
Bobo-Dioulasso	173	283	200	45	41	6	0	0	5	226
Bogandé	-	0	0	7	3	5	0	1	7	1
Boromo	-	-	6	13	1	27	28	2	0	2
Dédougou	2	10	3	1	75	1	1	0	9	55
Diapaga	-	-	0	1	2	3	0	0	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Djibo	-	-	-	-	-	0	2	2	0	3
Dori	0	0	0	0	0	1	20	2	9	18
Fada N'gourma	9	4	8	3	0	0	1	0	1	4
Gaoua	5	3	3	9	28	9	6	8	7	0
Kaya	8	5	4	6	9	8	2	1	7	27
Kongoussi	-	0	0	1	0	0	0	1	0	0
Koudougou	11	9	14	0	33	35	17	65	50	45
Léo	-	-	-	-	0	0	0	0	1	0
Manga	-	0	3	1	6	7	2	3	2	2
Nouna	-	-	-	-	-	0	0	2	0	3
Orodara	-	-	-	-	-	0	1	0	0	0
Ouagadougou	12	9	7	15	2	3	4	4	3	0
Ouahigouya	1	8	7	7	0	0	nd	0	1	2
Tenkodogo	12	22	13	8	14	45	8	7	5	1
Tougan	-	0	0	0	4	3	2	1	0	0
Yako	-	-	0	0	1	0	0	0	1	1
Ziniaré	-	2	0	6	1	26	3	0	7	3

Tableau 3.58 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	839	945	928	858	1 014	1038	963	829	1262	1404
Banfora	27	63	80	68	45	53	37	45	89	79
Bobo-Dioulasso	229	240	169	136	116	64	53	47	113	205
Bogandé	-	13	29	14	22	24	21	25	32	29
Boromo	-	-	29	41	46	50	41	26	56	79
Dédougou	63	65	36	47	90	69	51	50	63	85
Diapaga	-	-	4	23	24	25	39	34	26	11
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	30	47	53
Djibo	-	-	-	-	-	26	45	51	48	36
Dori	37	96	64	39	35	47	33	23	60	64
Fada N'gourma	65	74	58	51	42	44	46	27	38	50
Gaoua	61	43	43	52	52	45	61	34	41	56
Kaya	41	34	41	40	54	55	28	35	37	52
Kongoussi	-	3	24	39	57	25	20	13	26	23
Koudougou	67	45	69	53	73	94	108	40	132	57
Léo	-	-	-	-	5	26	16	12	13	33
Manga	-	7	27	16	35	50	32	32	38	29
Nouna	-	-	-	-	-	9	15	18	23	23
Orodara	-	-	-	-	-	18	17	20	20	24
Ouagadougou	140	142	97	100	111	95	174	119	185	245
Ouahigouya	32	36	28	32	36	30	nd	23	29	23
Tenkodogo	77	71	94	59	130	95	61	68	63	75
Tougan	-	6	16	15	15	23	32	28	24	12
Yako	-	-	0	19	11	13	8	10	7	10
Ziniaré	-	7	20	14	15	58	25	19	52	51

Tableau 3.59 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	2 938	3 341	3 717	3 659	4 398	4 868	4 604	4 002	4 281	4 415
Banfora	129	123	148	186	160	227	160	148	165	159
Bobo-Dioulasso	567	661	587	489	593	491	531	388	467	577
Bogandé	-	47	81	88	113	128	145	152	173	154
Boromo	-	-	110	142	171	208	161	154	160	145
Dédougou	207	189	125	136	223	178	159	122	149	179
Diapaga	-	-	14	37	61	72	86	62	64	35
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	85	113	86
Djibo	-	-	-	-	-	53	73	66	71	89
Dori	105	106	99	94	111	149	136	92	124	122
Fada N'gourma	183	130	164	151	192	226	177	153	181	172
Gaoua	211	216	216	165	205	197	179	120	114	108
Kaya	120	137	164	190	251	286	222	208	185	211
Kongoussi	-	23	92	101	141	104	68	77	59	50
Koudougou	194	222	245	214	227	331	315	195	210	193
Léo	-	-	-	-	52	127	119	91	141	116
Manga	-	14	163	194	226	170	179	169	170	160
Nouna	-	-	-	-	-	25	44	50	66	80
Orodara	-	-	-	-	-	35	42	65	52	68
Ouagadougou	888	926	885	801	896	1 046	1 216	1 020	965	1 078
Ouahigouya	146	175	127	126	170	135	nd	107	103	138
Tenkodogo	188	285	351	343	405	436	367	304	353	301
Tougan	-	13	86	94	85	81	95	88	74	72
Yako	-	-	0	49	40	50	48	34	28	28
Ziniaré	-	74	60	59	76	113	82	52	94	94

Tableau 3.60 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	218	233	271	337	432	511	514	370	375	464
Banfora	14	15	9	10	13	16	2	32	20	2
Bobo-Dioulasso	29	40	50	57	50	37	50	29	36	58
Bogandé	-	0	3	7	9	14	16	7	28	19
Boromo	-	-	8	4	15	17	14	11	11	13
Dédougou	8	18	9	7	19	11	9	12	14	10
Diapaga	-	-	3	5	11	14	23	6	6	7
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	3	9	6
Djibo	-	-	-	-	-	3	7	7	3	3
Dori	10	11	12	6	11	17	14	11	6	15
Fada N'gourma	18	12	15	15	24	26	34	23	33	20
Gaoua	24	17	17	21	22	21	21	11	8	4
Kaya	10	11	12	15	21	21	20	21	11	19
Kongoussi	-	1	2	2	16	7	8	3	9	7
Koudougou	8	6	18	13	13	15	31	12	14	20
Léo	-	-	-	-	3	17	6	5	17	18
Manga	-	3	16	17	18	15	9	5	9	11
Nouna	-	-	-	-	-	0	6	6	1	6
Orodara	-	-	-	-	-	6	13	1	8	6
Ouagadougou	76	55	58	110	125	159	184	113	78	167
Ouahigouya	4	12	9	6	15	19	nd	8	14	7
Tenkodogo	17	22	15	30	23	51	35	26	23	30
Tougan	-	2	6	5	16	10	10	15	8	3
Yako	-	-	0	6	1	6	1	0	4	4
Ziniaré	-	8	9	1	7	9	1	3	5	9

Tableau 3.61 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure

	Moins de 15jours	15jours-1 mois	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1an et plus	Total
2009	1465	1631	1732	578	189	37	5 632
2010	1250	1559	2080	453	103	76	5 521
2011	1200	1259	1782	326	73	46	4 686
2012	1446	1515	1571	255	54	100	4 941
2013	1622	1657	1730	241	80	81	5 411

Tableau 3.62: Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure

	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1an à 2 ans	2ans à 3 ans	3ans et plus	Total
2009	374	197	163	105	92	157	1 088
2010	389	221	166	84	60	153	1 073
2011	337	222	208	137	116	49	1 069
2012	489	250	262	197	137	138	1 473
2013	424	259	278	277	112	198	1 548

Tableau3.63 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 15 jours			De 15 jours à moins d'un mois			De 1 mois à moins de 3 mois		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	1 200	1 446	1 622	1 259	1 515	1 657	1 782	1 571	1 730
Banfora	1	23	6	92	43	93	20	95	82
Bobo-Dioulasso	37	86	392	3	161	106	387	203	59
Bogandé	78	156	25	66	31	52	24	23	90
Boromo	86	82	100	64	70	89	34	44	32
Dédougou	12	20	51	46	57	44	68	70	44
Diapaga	3	6	1	17	26	2	32	37	28
Diébougou	84	39	54	14	31	30	0	32	27
Djibo	41	53	61	31	32	40	21	19	10
Dori	40	85	32	36	30	48	31	19	58
Fada N'gourma	21	22	15	59	51	74	78	126	124
Gaoua	59	52	65	43	28	28	25	28	25
Kaya	27	43	48	85	92	124	126	52	64
Kongoussi	42	34	33	18	28	24	23	14	12
Koudougou	108	24	63	43	87	65	37	76	93
Léo	73	28	18	2	21	68	15	69	55
Manga	94	118	126	65	50	55	23	23	20
Nouna	10	26	29	21	16	35	21	21	24
Orodara	41	5	27	19	19	20	0	29	21
Ouagadougou	121	269	253	275	369	424	642	418	607
Ouahigouya	45	70	88	36	30	52	50	15	25
Tenkodogo	100	118	87	176	174	136	57	94	109
Tougan	62	50	0	31	26	0	29	22	88
Yako	6	6	19	10	6	9	12	14	6
Ziniaré	9	31	29	7	37	39	27	28	27

Tableau3.63 (suite) : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	De 3 mois à moins de 6 mois			De 6 mois à moins d'un an			1 an et plus		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	326	255	241	73	54	80	46	100	81
Banfora	23	8	4	10	3	0	9	1	1
Bobo-Dioulasso	5	44	16	11	3	15	3	48	13
Bogandé	5	10	14	4	3	2	4	1	3
Boromo	0	2	4	0	0	0	2	0	0
Dédougou	6	10	10	0	3	2	0	1	5
Diapaga	27	9	12	2	0	5	0	2	2
Diébougou	0	7	2	0	2	0	0	0	0
Djibo	5	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	6	7	4	0	5	3	0	0	6
Fada N'gourma	38	43	27	10	6	9	2	7	4
Gaoua	2	11	3	0	1	1	0	1	0
Kaya	8	11	5	1	5	1	1	5	9
Kongoussi	1	2	4	1	0	0	1	2	0
Koudougou	16	9	3	3	2	0	0	5	0
Léo	3	26	2	0	2	2	2	4	0
Manga	6	3	0	2	1	0	0	0	0
Nouna	1	3	0	0	0	4	0	0	2
Orodara	0	3	5	0	0	2	0	0	0
Ouagadougou	137	30	102	18	12	23	13	11	15
Ouahigouya	4	2	3	0	1	3	0	1	0
Tenkodogo	7	6	13	6	1	3	9	8	19
Tougan	3	1	0	0	1	0	0	0	0
Yako	5	5	0	2	1	1	0	1	0
Ziniaré	18	3	8	3	2	4	0	2	2

Tableau 3.64 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 3 mois			De 3 mois à moins de 6 mois			De 6 mois à moins d'un an		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	337	489	424	222	250	259	208	262	278
Banfora	0	29	16	8	18	22	32	18	23
Bobo-Dioulasso	15	15	35	12	21	59	27	18	57
Bogandé	6	12	10	2	1	5	1	1	9
Boromo	4	12	4	10	11	8	6	13	8
Dédougou	38	31	25	24	14	26	14	29	24
Diapaga	14	13	0	7	1	1	3	2	8
Diébougou	3	45	44	21	14	17	2	10	7
Djibo	27	18	15	0	4	3	1	1	1
Dori	14	24	29	5	6	15	1	6	7
Fada N'gourma	5	17	13	2	5	5	1	6	6
Gaoua	19	18	13	3	5	13	15	11	16
Kaya	16	12	9	9	10	6	3	10	8
Kongoussi	8	13	8	3	1	3	1	3	2
Koudougou	3	27	20	14	19	10	30	39	12
Léo	7	13	22	4	11	3	0	6	7
Manga	27	34	14	6	7	2	3	5	2
Nouna	28	19	9	2	6	1	1	2	6
Orodara	14	20	11	22	14	10	0	0	4
Ouagadougou	37	39	55	33	31	24	42	46	34
Ouahigouya	3	3	3	1	15	3	7	14	12
Tenkodogo	35	49	46	18	9	10	6	2	10
Tougan	8	12	3	6	3	0	3	2	0
Yako	2	1	8	4	5	3	3	3	1
Ziniaré	4	13	12	6	19	10	6	15	14

Tableau 3.64 (suite) : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	De 1 an à moins de 2 ans			De 2 ans à moins de 3 ans			3 ans et plus		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	137	197	277	116	137	112	49	138	198
Banfora	48	14	14	20	19	5	7	45	14
Bobo-Dioulasso	10	32	115	3	14	55	3	9	17
Bogandé	0	0	3	0	0	0	1	0	2
Boromo	4	1	1	1	2	1	1	1	9
Dédougou	3	14	13	5	3	5	1	0	60
Diapaga	2	3	0	3	0	0	2	0	0
Diébougou	0	4	0	0	0	1	0	0	0
Djibo	0	0	0	2	0	1	0	0	0
Dori	2	6	6	2	3	0	5	13	10
Fada N'gourma	0	3	3	1	7	3	0	1	22
Gaoua	16	11	4	2	3	2	3	3	11
Kaya	0	12	16	3	1	3	2	1	1
Kongoussi	1	0	0	0	0	0	1	0	1
Koudougou	10	43	28	56	43	20	7	33	14
Léo	1	1	2	1	7	0	0	2	0
Manga	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	1	0	11	0	1	0	0	0	5
Orodara	0	0	1	0	0	1	0	0	0
Ouagadougou	24	39	31	13	27	11	9	21	23
Ouahigouya	4	4	6	1	1	0	0	1	0
Tenkodogo	2	1	2	3	3	1	4	3	7
Tougan	3	0	0	0	0	0	0	3	0
Yako	2	1	0	0	2	0	3	2	0
Ziniaré	3	8	21	0	1	3	0	0	2

Tableau 3.65 : Jugements correctionnels rédigés selon la durée de la rédaction en 2012

	Moins de 1 mois	1 mois à 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1 an à 2 ans	2 ans et plus	Total
Jugement correctionnel	499	152	112	65	33	36	897

NB : Le nombre n'est pas exhaustif

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, et d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au cabinet d'instruction et enregistrée dans le registre d'instruction.

Instruction : Phase de la procédure pénale pendant laquelle le juge d'instruction met en œuvre les moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité, afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause.

Sources statistiques

Registres d'instruction des cabinets d'instruction de 1995 à 2013.

Note :

Les affaires comptabilisées sont celles ouvertes à partir du 1^{er} janvier 1995.

Tableau 3.66 : Affaires nouvelles en instruction dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	724	843	994	1 001	995	1 109	900	754	893	1 000
Affaires criminelles	589	655	845	870	812	929	772	562	732	881
Affaires correctionnelles	135	188	149	131	183	180	128	192	161	119

Tableau 3.67 : Affaires nouvelles en instruction par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	724	843	994	1 001	995	1 109	900	754	893	1 000
Banfora	46	28	35	46	43	43	32	25	33	26
Bobo-Dioulasso	94	112	71	84	95	73	75	59	52	65
Bogandé	-	18	38	37	38	44	23	25	24	34
Boromo	-	-	70	69	21	21	22	32	23	31
Dédougou	37	23	44	33	34	31	22	31	34	39
Diapaga	-	-	5	10	23	15	24	14	32	19
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	19	22	20
Djibo	-	-	-	-	-	94	14	11	14	15
Dori	23	22	37	28	26	26	21	26	24	22
Fada N'gourma	36	34	42	47	54	63	52	41	25	44
Gaoua	34	46	38	39	50	47	34	19	20	11
Kaya	25	24	45	49	57	55	23	12	21	31
Kongoussi	-	10	123	24	40	23	16	6	10	19
Koudougou	62	55	39	32	40	59	71	48	63	64
Léo	-	-	-	-	13	23	15	21	32	41
Manga	-	9	35	33	37	35	37	23	39	30
Nouna	-	-	-	-	-	14	60	23	18	15
Orodara	-	-	-	-	-	16	14	15	20	14
Ouagadougou	290	300	251	332	284	295	197	201	268	308
Ouahigouya	17	13	18	26	12	27	30	21	15	26
Tenkodogo	60	56	77	63	85	60	58	42	57	74
Tougan	-	76	8	14	9	12	10	11	9	15
Yako	-	-	5	21	24	15	13	7	10	6
Ziniaré	-	17	13	14	10	18	37	22	28	31

Procédures d'instruction

L'instruction est la phase de l'instance pénale constituant une sorte d'avant procès qui permet au juge d'instruction d'établir ou non l'existence d'une infraction et de déterminer si les charges relevées à l'encontre des personnes poursuivies sont suffisantes pour qu'une juridiction de jugement soit saisie.

L'instruction est facultative en matière de délit mais obligatoire en matière de crime.

Le juge d'instruction est saisi par un réquisitoire introductif d'instance du procureur ou par une plainte avec constitution de partie civile. Dans ce dernier cas, le juge donne, par procès-verbal, acte de la constitution de partie civile et du versement de la consignation fixée. Il ordonne la communication de la plainte et du procès-verbal au procureur pour que celui-ci prenne ses réquisitions. Le réquisitoire du procureur peut être pris contre une personne dénommée ou contre une personne non dénommée, notamment lorsque la plainte est insuffisamment motivée ou insuffisamment justifiée par les pièces produites.

Lors de la première comparution, le juge d'instruction constate l'identité de l'inculpé, il lui fait connaître chacun des faits qui lui sont imputés et l'avertit qu'il est libre de ne faire aucune déclaration. Et si l'inculpé désire faire des déclarations, celles-ci sont immédiatement reçues par le juge d'instruction. Il doit notifier à l'inculpé, dès l'ouverture de l'information, son droit de se constituer un conseil.

Si le juge décerne un mandat de dépôt, il doit le notifier à l'inculpé. Si ce dernier est laissé en liberté, le juge l'avertit en outre qu'il doit l'informer de tous ses changements d'adresses.

A l'issue de l'information (après avoir entendu l'inculpé sur le fond, procédé aux auditions de la partie civile et des témoins, aux confrontations et expertises s'il y a lieu), si le juge d'instruction relève des charges suffisantes à l'encontre de l'inculpé pour justifier son renvoi devant une juridiction de jugement, il prendra une ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle s'il s'agit d'un délit. S'il s'agit d'un crime, il prendra une ordonnance de transmission de pièces au procureur général près la Cour d'appel. Celui-ci saisira la chambre d'accusation de la Cour d'appel qui est la juridiction d'instruction de second degré. La chambre d'accusation procède à un nouvel examen de l'affaire, tant sur la régularité de la procédure qui lui est soumise, que sur l'existence de charges contre l'inculpé.

Lorsque la régularité est acquise et que la chambre d'accusation estime que les faits retenus à la charge de l'inculpé constituent une infraction qualifiée de crime par la loi, elle prononce la mise en accusation de celui-ci par un arrêt de renvoi devant la chambre criminelle de la Cour d'appel. L'arrêt de renvoi est notifié à l'accusé. Dès la notification de cet arrêt, l'accusé est invité à choisir un conseil. A défaut le président lui en désigne un d'office.

Dans tous les cas, lorsque le juge d'instruction estime que les faits ne constituent ni crime, ni délit, ni contravention, ou si l'auteur est resté inconnu, ou s'il n'existe pas de charges suffisantes contre l'inculpé, il rend une ordonnance de non lieu.

Il peut également rendre une ordonnance de non lieu partiel si les motifs ci-dessus évoqués concernent une partie des faits pour lesquels il est saisi ou certaines personnes visées au réquisitoire introductif.

Tableau 3.68 : Affaires dont l'instruction est terminée dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	186	283	299	438	355	801	438	947	690	442
Affaires criminelles	135	198	223	320	293	637	328	715	584	383
Affaires correctionnelles	51	85	76	118	62	164	110	232	106	59

Tableau 3.69: Affaires dont l'instruction est terminée par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	186	283	299	438	355	801	438	947	690	442
Banfora	13	12	3	41	1	9	15	40	16	14
Bobo-Dioulasso	19	50	47	40	45	136	50	133	129	49
Bogandé	-	3	0	14	2	14	14	14	7	3
Boromo	-	-	0	3	8	7	1	23	44	35
Dédougou	9	17	2	62	29	119	11	13	28	13
Diapaga	-	-	0	0	3	0	0	0	4	1
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	0	2	2
Djibo	-	-	-	-	-	2	7	11	7	18
Dori	5	7	4	16	2	0	0	0	29	3
Fada N'gourma	5	4	2	0	0	0	6	22	5	44
Gaoua	9	6	11	2	20	19	3	109	13	4
Kaya	9	2	2	44	39	5	3	38	6	3
Kongoussi	-	0	4	5	36	24	20	15	4	2
Koudougou	14	28	52	26	22	25	39	51	21	24
Léo	-	-	-	-	0	0	8	9	1	23
Manga	-	0	0	0	8	0	0	13	23	17
Nouna	-	-	-	-	-	0	0	20	13	0
Orodara	-	-	-	-	-	0	14	11	3	10
Ouagadougou	85	133	143	133	87	362	233	303	170	88
Ouahigouya	9	12	22	27	22	32	4	29	30	25
Tenkodogo	9	0	7	0	4	12	2	64	100	46
Tougan	-	0	0	25	6	23	1	12	8	9
Yako	-	-	0	0	3	0	6	11	21	9
Ziniaré	-	9	0	0	18	12	1	6	6	0

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

Affaire en cours : Affaire dont l'instruction n'est pas clôturée au 31 décembre de l'année considérée. Cette affaire peut avoir été enregistrée au cours de l'année considérée ou d'une année antérieure.

Affaire terminée : Affaire dont l'instruction est clôturée. La clôture de l'instruction est caractérisée soit par la transmission des pièces au procureur général de la cour d'appel du ressort, soit par un renvoi de l'affaire devant la chambre correctionnelle, soit par une ordonnance de non-lieu, soit par une ordonnance de refus d'informer.

Détention provisoire : Mesure ordonnée par le juge d'instruction de placer en prison avant son jugement une personne inculpée pour crime ou délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Inculpé : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Tableau 3.70: Affaires en cours d'instruction au 31 décembre dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	4 444	5 004	5 699	6 262	6 902	7 210	7 586	7 401	7 657	7 830
Affaires criminelles	3 497	3 954	4 577	5 127	5 646	5 938	6 169	5 305	6 217	6 897
Affaires correctionnelles	947	1 050	1 122	1135	1 256	1 272	1 417	2 096	1 440	933

Tableau 3.71 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	4 444	5 004	5 699	6 262	6 902	7 210	7 586	7 401	7 657	7 830
Banfora	139	155	187	192	234	268	268	286	293	192
Bobo-Dioulasso	608	670	694	738	788	725	677	589	406	404
Bogandé	-	15	53	76	112	142	137	141	151	183
Boromo	-	-	70	136	149	163	141	138	121	116
Dédougou	327	333	375	346	351	263	200	238	257	275
Diapaga	-	-	5	15	35	50	61	75	97	118
Diébougou	-	-	-	-	-	-	2	21	179	197
Djibo	-	-	-	-	-	92	100	92	106	105
Dori	154	169	202	214	238	264	279	298	286	238
Fada N'gourma	321	351	391	438	492	555	609	630	619	625
Gaoua	304	344	371	408	438	466	469	333	365	373
Kaya	220	242	285	290	308	358	320	390	307	339
Kongoussi	-	10	129	148	152	151	56	47	55	74
Koudougou	73	100	87	93	111	145	161	166	210	247
Léo	-	-	-	-	13	36	45	53	92	109
Manga	-	9	44	77	106	141	179	163	220	215
Nouna	-	-	-	-	-	14	60	37	41	56
Orodara	-	-	-	-	-	16	17	29	48	51
Ouagadougou	1 654	1 821	1 929	2 128	2 325	2 258	2772	2636	2 721	2767
Ouahigouya	164	165	161	160	150	145	140	148	125	132
Tenkodogo	480	536	606	669	750	798	719	733	777	789
Tougan	-	76	84	73	76	65	73	40	58	58
Yako	-	-	5	26	47	62	56	56	46	44
Ziniaré	-	8	21	35	27	33	45	62	77	123

Dispositif légal de la détention provisoire

La détention provisoire est une mesure d'incarcération d'un inculpé pendant l'information judiciaire, ou d'un prévenu dans le cadre de la comparution immédiate (flagrant délit).

Dénommée détention préventive en matière d'instruction, elle n'est pas une peine mais un acte d'instruction destiné à la manifestation de la vérité. Elle est une mesure exceptionnelle.

En matière correctionnelle, lorsque le maximum de la peine prévue par la loi est inférieur à un an d'emprisonnement, l'inculpé domicilié au Burkina Faso ne peut être détenu plus de cinq jours après sa première comparution devant le juge d'instruction, s'il n'est détenu pour une autre cause (condamné soit pour crime, soit à un emprisonnement de plus de trois mois sans sursis pour un délit de droit commun).

Dans les autres cas, la détention préventive ne peut excéder six mois. Passé ce délai, si le maintien en détention apparaît nécessaire, le juge d'instruction peut la prolonger par ordonnance spécialement motivée, rendue sur réquisitions également motivées du procureur du Faso. Chaque prolongation ne peut être prescrite que pour une durée de six mois.

En toutes matières, lorsqu'elle n'est pas de droit, la mise en liberté provisoire peut être ordonnée d'office par le juge d'instruction après avis du procureur du Faso. Le procureur peut également la requérir à tout moment. Le juge d'instruction statue dans un délai de cinq jours à compter des réquisitions du procureur.

La mise en liberté provisoire peut être demandée à tout moment au juge d'instruction par l'inculpé ou son conseil. Le juge doit statuer, par ordonnance motivée, au plus tard cinq jours après la communication au procureur. Faute par le juge d'instruction d'avoir statué dans ces délais, l'inculpé peut saisir directement de sa demande la chambre d'accusation qui, sur les réquisitions écrites du procureur général, se prononce dans les quinze jours de l'arrivée de cette demande au greffe de la chambre d'accusation, faute de quoi l'inculpé est d'office mis en liberté provisoire, sauf si des vérifications concernant sa demande ont été ordonnées.

Lorsque la liberté provisoire a été accordée par la chambre d'accusation reformant l'ordonnance du juge d'instruction, celui-ci ne peut décerner un nouveau mandat qu'autant que cette chambre, sur réquisitions écrites du ministère public a retiré à l'inculpé le bénéfice de sa décision.

Dans tous les cas où elle n'est pas de droit, la mise en liberté peut être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Tableau 3.72 : Inculpés libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	682	634	653	580	642	1 449	587	515	717	635
Moins de 6 mois	229	220	275	262	234	507	167	174	314	236
De 6 mois à moins de 1 an	199	204	162	160	175	399	182	135	199	182
De 1 an à moins de 2 ans	197	184	173	112	179	359	156	154	101	142
De 2 ans à moins de 3 ans	31	15	22	18	31	135	61	36	44	45
De 3 ans à moins de 4 ans	18	7	15	20	23	49	21	16	56	30
De 4 ans à moins de 5 ans	6	3	3	6	0	0	0	0	3	0
5 ans et plus	2	1	3	2	0	0	0	0	0	0

Tableau 3.73 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	682	634	653	580	642	1 449	587	515	717	635
Banfora	26	36	24	19	65	26	32	17	14	38
Bobo-Dioulasso	58	85	84	74	67	52	44	48	25	56
Bogandé	-	18	44	28	7	3	8	7	14	27
Boromo	-	-	7	28	20	15	10	24	38	23
Dédougou	18	17	16	50	24	16	21	26	33	12
Diapaga	0	0	7	12	29	11	13	6	21	22
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	7	15	8
Djibo	-	-	-	-	-	8	12	11	8	5
Dori	18	12	14	13	11	13	17	9	20	9
Fada N'gourma	57	47	20	18	42	64	60	69	67	35
Gaoua	36	35	32	33	27	9	1	13	13	17
Kaya	36	32	41	29	38	37	18	12	24	31
Kongoussi	-	1	14	23	15	12	12	2	11	9
Koudougou	65	37	92	37	31	24	17	32	41	47
Léo	-	-	-	-	7	21	14	18	6	19
Manga	-	3	28	6	19	16	9	20	30	24
Nouna	-	-	-	-	-	2	5	0	30	0
Orodara	-	-	-	-	-	5	0	8	26	11
Ouagadougou	266	212	149	106	208	1 007	178	93	198	174
Ouahigouya	39	22	13	10	13	20	28	29	10	13
Tenkodogo	63	61	27	75	9	77	66	29	29	36
Tougan	-	8	19	4	2	3	4	11	12	13
Yako	-	-	6	9	3	6	13	12	12	2
Ziniaré	-	8	16	6	5	2	5	12	20	4

Tableau 3.74 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est inférieure à 6 mois par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	229	220	275	262	234	507	167	174	314	236
Banfora	5	17	13	14	6	8	1	5	2	1
Bobo-Dioulasso	25	19	30	22	30	22	11	28	7	27
Bogandé	-	17	28	17	0	0	1	0	7	9
Boromo	-	-	7	11	1	4	2	8	15	6
Dédougou	5	3	6	22	7	16	3	13	8	4
Diapaga	-	-	3	8	18	3	2	1	5	3
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	4	5	4
Djibo	-	-	-	-	-	2	3	1	5	1
Dori	6	6	11	6	6	3	6	0	11	3
Fada N'gourma	14	14	10	8	7	20	26	32	10	11
Gaoua	7	8	7	9	3	0	1	1	2	0
Kaya	9	4	1	5	11	7	4	2	12	13
Kongoussi	-	0	3	5	2	1	6	0	1	0
Koudougou	45	24	53	18	11	15	7	11	23	22
Léo	-	-	-	-	7	15	2	8	1	12
Manga	-	0	10	6	12	9	1	5	12	11
Nouna	-	-	-	-	-	1	0	0	18	0
Orodara	-	-	-	-	-	5	0	2	24	2
Ouagadougou	68	64	38	62	98	344	58	30	115	82
Ouahigouya	20	3	5	5	6	7	8	11	4	1
Tenkodogo	25	29	23	36	6	21	21	5	9	16
Tougan	-	7	17	1	1	2	1	2	6	4
Yako	-	-	2	5	1	2	1	1	5	2
Ziniaré	-	5	8	2	1	0	2	4	7	2

Tableau 3.75 : Inculpés libérés dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance dont la durée de détention provisoire est de moins 12 mois

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	428	424	437	422	409	906	349	309	513	418
Banfora	20	26	21	17	26	18	7	15	8	16
Bobo-Dioulasso	46	68	46	44	46	31	25	33	15	50
Bogandé	-	18	33	25	2	0	5	1	9	14
Boromo	-	-	7	26	13	7	6	16	34	10
Dédougou	9	12	12	35	19	16	4	16	24	4
Diapaga	-	0	4	10	21	7	8	6	11	9
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	7	11	4
Djibo	-	-	-	-	-	7	8	2	5	2
Dori	10	6	13	8	9	7	12	3	19	7
Fada N'gourma	22	38	16	17	27	30	44	50	27	18
Gaoua	13	9	14	14	5	3	1	2	6	9
Kaya	17	19	15	14	15	19	7	2	15	30
Kongoussi	-	0	10	10	5	3	8	0	7	1
Koudougou	62	37	75	31	16	21	17	21	31	34
Léo	-	-	-	-	7	21	6	11	4	15
Manga	-	3	23	6	18	12	3	9	19	19
Nouna	-	-	-	-	-	2	2	0	26	0
Orodara	-	-	-	-	-	5	0	8	24	4
Ouagadougou	156	116	71	85	157	617	112	53	153	133
Ouahigouya	30	14	10	8	9	14	17	23	5	3
Tenkodogo	43	42	27	57	7	58	48	19	26	26
Tougan	-	8	18	3	2	2	4	3	6	5
Yako	-	-	6	8	3	6	1	2	10	2
Ziniaré	-	8	16	4	2	0	4	7	18	3

Tableau 3.76 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est égale ou supérieure à 12 mois par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	254	210	216	158	233	543	238	206	204	217
Banfora	6	10	3	2	39	8	25	2	6	22
Bobo-Dioulasso	12	17	38	30	21	21	19	15	10	6
Bogandé	-	0	11	3	5	3	3	6	5	13
Boromo	-	0	0	2	7	8	4	8	4	13
Dédougou	9	5	4	15	5	0	17	10	9	8
Diapaga	-	-	3	2	8	4	5	0	10	13
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	0	4	4
Djibo	-	-	-	-	-	1	4	9	3	3
Dori	8	6	1	5	2	6	5	6	1	2
Fada N'gourma	35	9	4	1	15	34	16	19	40	17
Gaoua	23	26	18	19	22	6	0	11	7	8
Kaya	19	13	26	15	23	18	11	10	9	1
Kongoussi	-	1	4	13	10	9	4	2	4	8
Koudougou	3	0	17	6	15	3	0	11	10	13
Léo	-	-	-	-	0	0	8	7	2	4
Manga	-	0	5	0	1	4	6	11	11	5
Nouna	-	-	-	-	-	0	3	0	4	0
Orodara	-	-	-	-	-	0	0	0	2	7
Ouagadougou	110	96	78	21	51	390	66	40	45	41
Ouahigouya	9	8	3	2	4	6	11	6	5	10
Tenkodogo	20	19	0	18	2	19	18	10	3	10
Tougan	-	0	1	1	0	1	0	8	6	8
Yako	-	-	0	1	0	0	12	10	2	0
Ziniaré	-	0	0	2	3	2	1	5	2	1

Tableau 3.77 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été égale ou supérieure à 24 mois par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	57	26	43	46	54	184	82	52	103	75
Banfora	0	0	1	0	1	0	13	0	1	2
Bobo-Dioulasso	3	5	7	13	4	4	6	4	6	3
Bogandé	0	0	0	0	0	0	2	1	1	12
Boromo	-	0	0	0	2	3	0	4	1	3
Dédougou	3	1	3	1	0	0	3	5	4	0
Diapaga	-	-	0	2	1	0	3	0	8	2
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Djibo	-	-	-	-	-	1	1	3	1	2
Dori	4	1	0	3	0	0	0	2	0	0
Fada N'gourma	13	0	0	0	5	19	5	4	27	12
Gaoua	9	10	7	12	9	1	0	0	5	2
Kaya	16	7	20	4	6	6	7	9	5	1
Kongoussi	-	0	1	5	4	3	0	0	2	4
Koudougou	0	0	1	0	4	1	0	3	5	2
Léo	-	-	-	-	0	0	1	0	2	0
Manga	-	0	0	0	1	1	3	0	5	4
Nouna	-	-	-	-	-	0	2	0	1	0
Orodara	-	-	-	-	-	0	0	0	2	0
Ouagadougou	0	0	0	4	14	138	18	7	23	17
Ouahigouya	1	2	3	0	0	1	2	0	1	3
Tenkodogo	8	0	0	2	2	6	5	2	0	3
Tougan	-	0	0	0	0	0	0	3	1	2
Yako	-	-	0	0	0	0	11	3	1	0
Ziniaré	-	0	0	0	1	0	0	2	1	1

Tableau 3.78 : Nombre d'affaires dans les cabinets d'instruction selon la durée de la procédure

		Moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	De 2 ans à moins de 3 ans	De 3 ans à moins de 4 ans	De 4 ans à moins de 5 ans	5 ans et plus	Total
Affaires terminées	2009	44	116	154	106	64	311	795
	2010	41	69	47	48	28	201	434
	2011	29	130	141	112	87	458	957
	2012	52	74	80	61	75	348	690
	2013	34	79	50	39	45	195	442
Affaires en cours	2009	1 053	887	738	570	483	3456	7187
	2010	811	1058	836	733	582	3455	7475
	2011	745	671	882	677	605	3726	7306
	2012	895	714	751	764	670	3863	7657
	2013	999	799	639	590	909	3894	7830
Affaires contre X en cours	2009	92	135	89	72	58	371	817
	2010	88	134	129	77	66	385	879
	2011	71	64	110	106	62	394	807
	2012	104	98	92	92	114	395	895
	2013	78	91	84	77	93	450	873

Tableau 3.79 : Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins d'un an			De 1 an à moins de 2 ans			De 2 ans à moins de 3 ans		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	29	52	34	139	74	79	141	80	50
Banfora	1	0	0	6	0	1	10	1	2
Bobo-Dioulasso	6	6	5	23	20	14	26	16	8
Bogandé	0	0	0	0	0	2	0	2	0
Boromo	1	2	3	5	10	6	4	13	7
Dédougou	0	0	1	6	3	4	4	4	7
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	0	1	1	0	1	1	0	0	0
Djibo	0	0	1	0	0	0	11	1	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Fada N'gourma	0	0	0	0	0	2	0	1	0
Gaoua	0	0	0	14	0	0	11	2	0
Kaya	2	0	1	4	0	0	4	2	0
Kongoussi	0	0	1	6	0	0	2	1	0
Koudougou	2	9	3	24	7	12	14	3	6
Léo	2	1	2	3	0	3	4	0	4
Manga	0	1	0	0	3	1	0	1	2
Nouna	9	4	0	6	6	0	5	3	0
Orodara	1	2	2	6	0	4	4	1	3
Ouagadougou	4	21	11	17	9	14	28	11	3
Ouahigouya	1	3	1	6	2	10	3	5	6
Tenkodogo	0	0	1	2	6	0	4	5	0
Tougan	0	0	1	1	3	2	4	1	0
Yako	0	0	0	1	4	3	1	7	1
Ziniaré	0	2	0	6	0	0	2	0	0

Tableau3.79 (suite) : Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée et la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	De 3 ans à moins de 4 ans			De 4 ans à moins de 5 ans			5 ans et plus		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	112	61	39	87	75	45	458	348	195
Banfora	11	4	5	6	4	3	6	7	3
Bobo-Dioulasso	20	13	4	12	11	1	46	63	17
Bogandé	4	4	0	8	1	1	2	0	0
Boromo	5	5	0	6	5	0	3	9	19
Dédougou	1	7	0	1	5	1	1	9	0
Diapaga	0	0	0	0	4	0	0	0	1
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	2	0	0	0	11	0	4	6
Dori	0	0	2	0	0	0	0	29	0
Fada N'gourma	0	0	0	0	0	0	22	4	42
Gaoua	18	5	3	11	2	1	64	4	0
Kaya	12	0	0	4	2	0	12	2	2
Kongoussi	4	2	0	1	1	0	2	0	1
Koudougou	6	1	2	0	1	1	5	0	0
Léo	0	0	10	0	0	4	0	0	0
Manga	3	1	2	2	8	3	8	9	9
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	14	6	5	24	15	12	216	108	43
Ouahigouya	4	8	4	3	0	0	12	12	4
Tenkodogo	1	1	0	3	8	2	54	80	43
Tougan	0	1	1	2	0	2	5	3	3
Yako	5	1	0	4	6	3	0	3	2
Ziniaré	4	0	0	0	2	0	0	2	0

Tableau3.80 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins d'un an			De 1 an à moins de 2 ans			De 2 ans à moins de 3 ans		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	745	895	999	671	714	799	882	751	639
Banfora	25	35	26	25	26	32	29	29	23
Bobo-Dioulasso	53	50	65	47	40	34	36	32	29
Bogandé	27	23	35	27	25	23	41	21	24
Boromo	33	23	30	18	26	14	17	13	16
Dédougou	32	35	39	18	27	30	16	16	24
Diapaga	15	35	22	18	14	33	16	18	16
Diébougou	19	20	20	2	29	17	0	129	13
Djibo	12	14	14	13	13	14	67	11	12
Dori	29	24	22	22	28	24	27	18	28
Fada N'gourma	42	24	44	50	49	25	64	50	40
Gaoua	20	19	12	21	20	20	33	22	19
Kaya	13	22	32	18	11	20	53	18	12
Kongoussi	8	10	19	8	7	0	9	8	9
Koudougou	48	59	64	40	38	46	22	38	32
Léo	20	43	40	12	19	38	18	10	14
Manga	16	39	32	19	32	36	8	35	41
Nouna	14	17	18	14	11	16	9	8	9
Orodara	15	18	9	9	16	15	5	10	14
Ouagadougou	204	263	303	176	180	247	304	172	180
Ouahigouya	20	15	25	22	20	12	20	15	6
Tenkodogo	42	60	75	54	45	58	54	53	44
Tougan	9	9	14	8	10	9	7	4	8
Yako	6	10	6	14	7	9	12	13	3
Ziniaré	23	28	33	16	21	27	15	8	23

Tableau3.80 (suite) : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	De 3 ans à moins de 4 ans			De 4 ans à moins de 5 ans			5 ans et plus		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	677	764	590	605	670	909	3 726	3 863	3 894
Banfora	31	30	27	38	28	35	138	145	49
Bobo-Dioulasso	57	17	15	36	29	17	360	238	244
Bogandé	26	40	22	5	24	36	15	18	43
Boromo	13	4	8	44	6	7	14	49	41
Dédougou	16	13	10	7	10	10	157	156	162
Diapaga	18	11	16	7	14	15	1	5	16
Diébougou	0	1	4	0	0	143	0	0	0
Djibo	0	7	13	0	19	52	0	42	0
Dori	28	25	20	28	27	26	194	164	118
Fada N'gourma	56	62	51	46	55	63	372	379	402
Gaoua	27	25	18	21	25	25	260	254	279
Kaya	44	57	19	41	40	53	131	159	203
Kongoussi	5	7	7	3	4	17	14	19	22
Koudougou	10	20	32	6	9	17	40	46	56
Léo	3	17	10	0	3	4	0	0	3
Manga	5	37	61	8	35	6	3	42	39
Nouna	0	5	8	0	0	5	0	0	0
Orodara	0	4	6	0	0	7	0	0	0
Ouagadougou	250	291	161	263	227	283	1 439	1 588	1 593
Ouahigouya	1	8	11	6	2	8	79	65	70
Tenkodogo	71	62	48	30	92	53	482	465	511
Tougan	3	8	2	1	4	4	23	23	21
Yako	12	9	6	11	4	7	1	3	13
Ziniaré	1	4	15	4	13	16	3	3	9

Tableau3.81 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins d'un an			De 1 an à moins de 2 ans			De 2 ans à moins de 3 ans		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	71	104	78	64	98	91	110	92	84
Banfora	2	2	2	2	1	2	2	1	2
Bobo-Dioulasso	5	6	2	5	7	5	3	5	5
Bogandé	4	0	2	6	6	0	7	8	4
Boromo	0	2	0	0	0	2	0	0	0
Dédougou	1	0	8	0	0	3	1	0	1
Diapaga	1	0	0	1	1	0	1	1	1
Diébougou	0	1	2	0	3	1	0	16	0
Djibo	1	1	3	1	1	1	10	2	1
Dori	1	1	0	3	0	2	3	2	3
Fada N'gourma	1	1	2	7	1	1	2	8	0
Gaoua	1	2	2	0	0	2	5	1	0
Kaya	4	0	0	1	4	0	12	1	4
Kongoussi	0	0	2	2	1	0	1	1	0
Koudougou	5	4	2	2	4	3	2	2	4
Léo	2	14	5	1	2	5	1	2	2
Manga	0	2	0	0	4	2	0	3	4
Nouna	2	2	1	0	2	2	4	2	2
Orodara	3	3	1	2	3	4	0	3	4
Ouagadougou	32	50	30	22	46	43	50	27	38
Ouahigouya	0	0	3	0	0	1	0	0	0
Tenkodogo	5	10	4	3	7	9	2	3	7
Tougan	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Yako	0	0	0	1	1	0	0	0	0
Ziniaré	1	3	7	5	3	3	4	4	2

Tableau3.81 (suite) : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre 2010 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	De 3 ans à moins de 4 ans			De 4 ans à moins de 5 ans			5 ans et plus		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	106	92	77	62	114	93	394	395	450
Banfora	6	1	2	2	2	2	52	36	7
Bobo-Dioulasso	5	2	2	5	4	1	32	28	25
Bogandé	5	7	5	0	5	8	1	0	5
Boromo	1	0	0	1	1	0	2	4	2
Dédougou	0	0	0	1	0	1	20	25	22
Diapaga	0	2	1	0	0	2	0	0	0
Diébougou	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	2	0	9	2	0	0	0
Dori	1	3	4	1	1	4	9	10	9
Fada N'gourma	3	2	8	1	3	2	29	30	20
Gaoua	2	5	0	0	2	5	16	11	15
Kaya	14	7	0	8	15	13	13	16	31
Kongoussi	0	0	0	0	0	3	2	1	2
Koudougou	0	0	2	0	0	0	0	0	1
Léo	1	1	1	0	1	0	0	0	0
Manga	0	8	10	0	4	1	0	3	3
Nouna	0	2	2	0	0	1	0	0	0
Orodara	0	0	3	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	53	44	26	41	46	42	137	160	221
Ouahigouya	0	0	0	0	0	0	8	2	8
Tenkodogo	10	4	2	1	16	1	69	64	75
Tougan	1	0	0	0	0	0	4	4	0
Yako	4	3	1	1	2	1	0	1	4
Ziniaré	0	1	5	0	3	4	0	0	0

Concepts

Actes notariés du greffe : Actes posés par le greffier en chef en sa qualité de greffier notaire dans les juridictions où il n'y a pas de notaire titulaire.

Bulletin de casier judiciaire : Le casier judiciaire est un relevé des condamnations pénales qui sont prononcées contre les personnes. Le bulletin de casier judiciaire délivré par le greffe des TGI aux demandeurs est un extrait du bulletin n°3 qui comporte les condamnations les plus graves.

Cession volontaire de salaires : Demande auprès d'une institution financière portant octroi de crédit à une partie sur contrat

Certificat de nationalité : Attestation délivrée par le président ou un juge du tribunal de grande instance, au vu des pièces justificatives, selon laquelle un individu est de nationalité burkinabé. Il peut être demandé dans les cas suivants : établissement d'une carte d'identité burkinabé ou d'un passeport, candidature à un emploi dans la fonction publique, etc.

Certificat de non faillite : Attestation du greffier en chef prouvant qu'une personne physique ou morale n'est pas en état de faillite ou de cessation de paiement.

Immatriculation des personnes : Enregistrement d'une personne physique ou morale dans le registre du commerce et du crédit mobilier.

Modification des personnes : Inscription modificative portant sur un changement soit du capital social, soit de la dénomination, soit de l'objet de la société, etc.

Radiation des personnes : Fait de rayer une personne physique ou morale en état de faillite ou à la suite d'un décès ou encore par suite de cessation volontaire de l'activité, du registre du commerce et du crédit mobilier.

Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) : Le RCCM est un instrument de publicité en matière commerciale constitué d'un répertoire d'arrivée et d'une collection de dossiers individuels classés par ordre alphabétique. Le RCCM est tenu au greffe de la juridiction qui a compétence en matière commerciale.

Scellés : Il s'agit des pièces à conviction recueillies au cours d'une procédure. Les "scellés" figurent parmi les mesures conservatoires.

Sûretés mobilières : Il s'agit des garanties. : Les "sûretés" sont des techniques juridiques destinées à assurer le règlement des créances pour le cas où le débiteur ne disposerait pas de liquidités ou de biens d'une valeur suffisante pour désintéresser l'ensemble de ses créanciers. Les sûretés peuvent porter sur des biens meubles et sur des créances, comme sur des biens ou des droits immobiliers. Les sûretés comprennent en particulier, le gage, le droit de rétention, le nantissement, le warrant, les privilèges et les hypothèques.

Sources statistiques :

Registre du commerce et du crédit mobilier, divers autres registres du greffe des TGI.

Note :

Le RCCM enregistre tous les actes d'inscription, de modification et de radiation des personnes physiques et morales.

Tableau 3.82: Activités du greffe des tribunaux de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Bulletins de casier judiciaire n°3	74 452	70 742	87 254	101 140	87 603	96 208	99017	118 664	156 350	169 316
Certificats de nationalité des personnes	35 073	35 833	39 006	54 797	58 709	64 492	85424	79 670	92 662	90 142
Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM)	5 737	6 031	5 724	5 784	5 277	4 526	6 118	1 432	1 651	2 104
<i>Immatriculation des personnes physiques</i>	4 460	4 533	3 922	3 724	3 432	3 598	3942	1 157	1393	1823
<i>Immatriculation des personnes morales</i>	537	597	696	677	763	811	1078	96	53	70
<i>Modifications</i>	335	519	965	840	889	899	950	151	164	159
<i>Radiations</i>	15	12	10	98	112	138	135	26	31	46
<i>Sûretés mobilières</i>	390	370	132	445	81	117	13	2	10	6
Certificats de non faillite	34	38	37	69	23	22	9 694	1 007	1 064	1 031
Cessions volontaires de salaires	4 709	3 974	9 305	9 602	5 853	4 114	4 515	4 668	3 141	4 202
Actes notariés du greffe	113	133	127	294	317	327	288	769	845	630
Autres actes de greffe	686	744	939	2 134	1 828	2234	2181	1 890	1 895	2 262

Tableau 3.83 : Bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	74 452	70 742	87 254	101 140	87 603	96 208	99017	118 664	156 350	169 316
Banfora	2 493	2 495	2 806	3 175	2 572	2 419	2 421	2 918	4 611	5 608
Bobo-Dioulasso	12 023	13 181	14 330	16 715	14 364	15 297	14 835	24 023	24 763	22 191
Bogandé	-	420	727	895	733	910	779	973	1502	1631
Boromo	-	-	1 268	1 543	1 541	1 821	2 110	2 519	3 460	3 839
Dédougou	5 976	4 450	2 715	2 549	2 337	2 736	2 634	2 913	4 660	5 301
Diapaga	-	-	271	1 007	793	893	1 061	1 116	1 644	1 776
Diébougou	-	-	-	-	-	-	1 005	2 107	2 287	2 901
Djibo	-	-	-	-	-	198	903	1 235	1 420	1 676
Dori	679	766	910	1 157	1 047	1 103	1 330	1 034	1 765	2 182
Fada N'gourma	3 433	3 151	2 642	2 701	2 425	2 451	2 252	2 480	2 557	2 638
Gaoua	2 406	2 667	2 592	2 832	2 065	2 592	2 168	1 662	2 084	2 541
Kaya	2 746	2 509	2 711	3 272	2 999	3 515	3 640	3 913	5 066	6 034
Kongoussi	-	267	1 679	1 492	1 607	1 251	618	698	1 312	2 252
Koudougou	7 931	7 600	8 681	6 952	6 481	7 544	7 995	7 825	15 689	13 958
Léo	-	-	-	-	306	951	681	893	1 444	2 132
Manga	-	502	1 576	2 062	1 976	2 396	2 365	2 769	3 769	4 284
Nouna	-	-	-	-	-	0	710	986	1 759	1 902
Orodara	-	-	-	-	-	641	952	509	697	1018
Ouagadougou	24 749	18 754	28 368	31 278	25 829	27 963	29 442	33 444	42 170	50 040
Ouahigouya	6 827	6 118	5 294	5 837	5 112	5 893	6 113	6 269	8 782	9 458
Tenkodogo	5 189	5 504	5 998	10 632	9 055	8 535	7 351	9 486	14 448	14 268
Tougan	-	888	2 583	2 795	2 487	3 002	3 125	3 597	3 281	3 207
Yako	-	-	255	1 881	1 732	1 768	2 420	2 801	3 854	4 643
Ziniaré	-	1 470	1 848	2 365	2 142	2 329	2 107	2 494	3 326	3 836

Procédures de demande de certificat de nationalité

Pour obtenir le certificat de nationalité, l'individu doit adresser une demande timbrée à 200 FCFA au président du TGI saisi et à laquelle est joint :

- Pour le demandeur burkinabé né au Burkina Faso : l'extrait d'acte de naissance et celui de l'un des parents burkinabé.
- Pour le demandeur burkinabé né à l'étranger : l'extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité de l'un des parents.
- Pour l'apatride ou l'étranger qui a acquis la nationalité burkinabé du fait de son mariage avec un(e) burkinabé : l'extrait d'acte de naissance, celui de l'un de ses parents, l'acte de mariage et le certificat de nationalité du conjoint ou de la conjointe burkinabé.
- Pour le naturalisé : l'extrait d'acte de naissance, celui de l'un de ses parents, le décret de naturalisation. Quant à ses enfants, ceux-ci doivent produire, en plus de l'extrait d'acte de naissance, le certificat de nationalité du parent naturalisé et son décret de naturalisation.

Tableau 3.84 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	35 073	35 833	39 006	54 797	58 709	64 492	85 424	79 670	92 662	90 142
Banfora	1 223	1 129	1 097	1 843	1 760	2032	2699	2086	2 585	2 418
Bobo-Dioulasso	5 061	6 291	6 627	10 057	10 774	10311	13269	10178	12 322	10 102
Bogandé	-	108	229	334	243	290	389	338	548	657
Boromo	-	-	246	555	552	623	1837	1423	1 574	1 578
Dédougou	1 482	1 389	1 002	1 370	1 384	1297	1902	1442	1 816	1 805
Diapaga	-	-	93	382	298	399	455	403	578	649
Diébougou	-	-	-	-	-	-	696	783	977	1 095
Djibo	-	-	-	-	-	317	663	710	838	937
Dori	304	337	452	698	267	614	898	809	1 292	1 448
Fada N'gourma	1 161	1 170	952	1 264	236	1348	2283	1648	1 434	1 405
Gaoua	616	681	695	926	826	1068	1441	712	1 003	1 073
Kaya	891	879	822	1 236	1 092	1594	3861	2723	2 998	2 927
Kongoussi	-	62	594	678	767	867	985	617	1 167	1 222
Koudougou	2 555	2 647	2 751	3 776	3 415	3983	7635	5016	5 422	6 006
Léo	-	-	-	-	138	425	1002	635	985	943
Manga	-	188	565	945	995	1555	2248	2238	2 110	2 330
Nouna	-	-	-	-	-	0	432	528	937	986
Orodara	-	-	-	-	-	132	435	130	136	55
Ouagadougou	16 955	14 731	16 636	19 738	25 179	24241	25436	28411	31 019	32 724
Ouahigouya	2 003	2 308	1 888	2 251	2 262	2889	nd	3309	4 358	4 162
Tenkodogo	2 822	3 330	3 120	6 152	5 552	6002	7234	6786	10 280	8 352
Tougan	-	163	676	812	848	914	1914	1365	1 572	1 593
Yako	-	-	78	728	685	1070	2610	1687	771	1 700
Ziniaré	-	420	483	1 052	1 436	2521	5100	5693	5 940	3 975

Tableau 3.85 : Ensemble des immatriculations au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	4 997	5 130	4 618	4 401	4 195	4 409	5 020	1 253	1 446	1 893
Banfora	51	77	78	70	55	76	61	73	67	115
Bobo-Dioulasso	909	859	822	588	486	393	469	-	-	-
Bogandé	-	9	14	23	16	18	18	27	17	22
Boromo	-	-	10	45	26	22	29	30	31	57
Dédougou	109	101	58	54	51	45	44	49	73	98
Diapaga	-	-	8	22	9	8	10	12	15	38
Diébougou	-	-	-	-	-	-	1	14	36	61
Djibo	-	-	-	-	-	18	21	23	32	54
Dori	20	25	33	7	17	28	56	72	64	91
Fada N'gourma	112	75	67	58	64	38	48	73	80	103
Gaoua	93	122	128	42	35	38	41	89	74	8
Kaya	96	109	97	60	31	83	96	94	101	126
Kongoussi	-	9	110	30	21	23	22	32	57	87
Koudougou	148	166	169	154	56	65	82	104	145	191
Léo	-	-	-	-	6	15	24	14	29	43
Manga	-	12	61	43	46	38	57	23	59	74
Nouna	-	-	-	-	-	0	20	20	22	37
Orodara	-	-	-	-	-	0	18	31	17	45
Ouagadougou	3 164	3 256	2 539	2 744	2 772	3 071	3 532	-	-	-
Ouahigouya	86	112	129	145	176	124	116	181	175	220
Tenkodogo	209	148	163	185	199	177	123	148	185	205
Tougan	-	11	38	20	23	32	25	32	33	51
Yako	-	-	8	32	20	23	27	28	38	69
Ziniaré	-	39	86	79	86	74	80	84	96	98

L'absence de RCCM à Bobo et Ouagadougou entre 2011 et 2013 s'explique par la création des tribunaux de commerce dans lesquelles, le RCCM est désormais traité.

Procédures d'immatriculation au RCCM

Les personnes assujetties à l'immatriculation au registre de commerce et du crédit mobilier sont :

- les commerçants en tant que personnes physiques. Ils ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois du début de leurs activités commerciales.

L'immatriculation leur permet de bénéficier de la présomption simple de la qualité de commerçant. Cette immatriculation est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI annexée de :

- un certificat de résidence ;
- un extrait du casier judiciaire de moins de trois mois ;
- un contrat de bail ou un titre de propriété en rapport avec le local d'exploitation ;
- un document d'identité CNIB/ Passeport/ extrait d'acte de naissance en copie légalisée ;
- un extrait d'acte de mariage si l'assujetti est légalement marié ;
- une autorisation d'exercer au Burkina Faso la profession de commerçant pour les étrangers.

En plus de ces documents, le demandeur est tenu de payer une somme de sept mille cinq cent (7 500) FCFA.

- les sociétés commerciales et autres personnes morales de droit commercial qui ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois de leur constitution. Cette inscription leur confère la personnalité juridique.

L'immatriculation pour cette catégorie de personnes est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI, annexée de :

- 2 exemplaires des statuts de la société ;
- 2 exemplaires de procès-verbal de l'Assemblée générale constitutive ;
- 2 exemplaires de l'acte notarié de souscription de versement ;
- 2 exemplaires d'extrait de casier judiciaire du/des gérant(s).

Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu au paiement de la somme de douze mille cinq cent (12 500) FCFA.

Tableau 3.86 : Immatriculations des personnes physiques au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	4 460	4 533	3 922	3 724	3 432	3 598	3 942	1 157	1 393	1 823
Banfora	50	72	73	63	50	70	57	64	65	108
Bobo-Dioulasso	841	800	759	516	415	340	398	-	-	0
Bogandé	-	9	14	23	16	17	18	27	15	21
Boromo	-	-	10	42	26	22	28	30	31	52
Dédougou	107	97	57	49	48	42	40	43	73	96
Diapaga	0	0	8	21	8	6	8	11	14	36
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	14	36	57
Djibo	-	-	-	-	-	18	21	23	31	53
Dori	20	25	33	7	17	27	52	64	58	88
Fada N'gourma	112	74	63	55	62	33	45	71	75	102
Gaoua	92	120	124	36	34	35	40	81	73	4
Kaya	94	105	97	57	31	81	86	88	94	122
Kongoussi	-	9	110	28	19	23	21	32	56	86
Koudougou	140	161	158	150	48	55	73	88	139	191
Léo	-	-	-	-	5	12	22	13	29	40
Manga	-	12	61	42	46	36	56	23	59	71
Nouna	-	-	-	-	-	0	18	18	21	37
Orodara	-	-	-	-	-	0	18	31	16	42
Ouagadougou	2 709	2 744	1 934	2 194	2 121	2380	2609	-	-	-
Ouahigouya	86	111	129	141	170	115	106	178	170	214
Tenkodogo	209	148	162	178	194	169	119	124	179	194
Tougan	-	11	38	20	23	32	22	26	32	51
Yako	-	-	8	29	20	22	21	28	37	68
Ziniaré	-	35	84	73	79	63	64	80	90	90

Tableau 3.87 : Immatriculations des personnes morales au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	537	597	696	677	763	811	1078	96	53	70
Banfora	1	5	5	7	5	6	4	9	2	7
Bobo-Dioulasso	68	59	63	72	71	53	71	-	-	0
Bogandé	-	-	0	0	0	1	0	0	2	1
Boromo	-	-	-	3	0	0	1	0	0	5
Dédougou	2	4	1	5	3	3	4	6	0	2
Diapaga	-	-	-	1	1	2	2	1	1	2
Diébougou	-	-	-	-	-	-	1	0	0	4
Djibo	-	-	-	-	-	0	0	0	1	1
Dori	0	0	0	0	0	1	4	8	6	3
Fada N'gourma	0	1	4	3	2	5	3	2	5	1
Gaoua	1	2	4	6	1	3	1	8	1	4
Kaya	2	4	0	3	0	2	10	6	7	4
Kongoussi	-	0	0	2	2	0	1	0	1	1
Koudougou	8	5	11	4	8	10	9	16	6	0
Léo	-	-	-	-	1	3	2	1	0	3
Manga	-	0	0	1	0	2	1	0	0	3
Nouna	-	-	-	-	-	0	2	2	1	0
Orodara	-	-	-	-	-	0	0	0	1	3
Ouagadougou	455	512	605	550	651	691	923	-	-	0
Ouahigouya	0	1	0	4	6	9	10	3	5	6
Tenkodogo	0	0	1	7	5	8	4	24	6	11
Tougan	-	0	0	0	0	0	3	6	1	0
Yako	-	-	0	3	0	1	6	0	1	1
Ziniaré	-	4	2	6	7	11	16	4	6	8

III.5. Tribunaux de commerce

Concepts

Chambre commerciale : chambre compétente pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre les commerçants et banquiers dont le montant du principal est supérieur à un million (1 000 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de commerce.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Autres ordonnances: Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances citées (ordonnances de confiscation douanière, ordonnances d'expulsion, etc.)

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir du président du tribunal ou d'un juge qui a reçu délégation de celui-ci, une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Sources statistiques

Rôles généraux, pluriactif des audiences commerciales, répertoire commercial, registre des injonctions de payer, pluriactif des référés des tribunaux de commerce.

Tableau 3.88 : Activités commerciales des tribunaux de commerce

	Bobo-Dioulasso			Ouagadougou			Ensemble		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Affaires nouvelles	85	65	96	254	271	260	339	336	356
Décisions rendues	68	46	58	251	236	253	319	282	311
Décisions rédigées	66	41	49	233	236	253	299	277	302
Décisions rendues sur opposition	31	10	15	0	0	0	31	10	15

Tableau 3.89 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type et par tribunal de commerce

	Bobo-Dioulasso			Ouagadougou			Ensemble		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Contradictoire	68	39	46	223	220	220	291	259	266
Réputé contradictoire	0	2	10	12	9	20	12	11	30
Défaut	0	5	2	16	7	13	16	12	15
Total	68	46	58	251	236	253	319	282	311

Tableau 3.90 : Répartition des décisions au fond des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	Acceptation totale			Acceptation partielle			Rejet		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	121	81	100	62	84	97	65	55	64
Bobo-Dioulasso	24	18	18	12	10	21	14	10	12
Ouagadougou	97	63	82	50	74	76	51	45	52

Tableau 3.91 : Répartition des autres décisions des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	Autres décisions								
	Incompétence			Irrecevabilité			Désistement		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	20	9	9	31	26	18	9	13	12
Bobo-Dioulasso	5	2	0	8	3	3	2	0	2
Ouagadougou	15	7	9	23	23	15	7	13	10

Tableau 3.92 : Répartition des décisions de radiation et d'avant dire droit par tribunal de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	Radiations			Avant dire droit		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	11	4	4	11	14	11
Bobo-Dioulasso	1	0	1	3	3	2
Ouagadougou	10	4	3	8	11	9

Tableau 3.93 : Référé par tribunal de commerce

	Bobo-Dioulasso			Ouagadougou			Ensemble		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Affaires nouvelles	48	70	104	122	184	173	170	254	277
Décisions rendues	42	68	93	100	162	163	142	230	256
Décisions rédigées	40	64	81	110	162	163	150	226	244
Décisions rendues sur opposition	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son instance.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Jugement sur le fond : Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de décisions : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Réputé contradictoire : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Durée de traitement des affaires : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de commerce.

Tableau 3.94 : Ensemble des décisions de référés rendues par type et par tribunal de commerce

	Bobo-Dioulasso			Ouagadougou			Ensemble		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Contradictoire	42	57	78	95	160	163	137	217	241
Réputé contradictoire	0	10	5	5	2	0	5	12	5
Défaut	0	1	10	0	0	0	0	1	10
Total	42	68	93	100	162	163	142	230	256

Tableau 3.95 : Répartition des décisions sur le fond des référés par tribunal de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	Acceptation totale			Acceptation partielle			Rejet		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	65	84	98	20	53	64	36	46	52
Bobo-Dioulasso	20	28	31	11	25	34	3	4	13
Ouagadougou	45	56	67	9	28	30	33	42	39

Tableau 3.96 : Répartition des « Autres décisions » de référés par tribunal de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	Autres décisions								
	Incompétence			Irrecevabilité			Désistement		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	19	16	22	5	13	6	14	13	6
Bobo-Dioulasso	7	8	10	1	1	1	0	2	2
Ouagadougou	12	8	12	4	12	5	14	11	4

Tableau 3.97 : Répartition des décisions de radiation et d'avant dire droit des référés par tribunal de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	Radiations			Avant dire droit		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	5	8	11	2	5	8
Bobo-Dioulasso	2	0	7	0	0	2
Ouagadougou	3	8	4	2	5	6

Tableau 3.98 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce

	Injonction de payer			Autres ordonnances			Total		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	350	418	353	397	644	727	747	1 062	1 080
Bobo-Dioulasso	103	118	98	100	134	242	203	252	340
Ouagadougou	247	300	255	297	510	485	544	810	740

Tableau 3.99 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce

	Injonction de payer			Autres ordonnances			Total		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Ensemble	233	251	251	407	568	586	640	819	837
Bobo-Dioulasso	89	75	81	110	180	221	199	255	302
Ouagadougou	144	176	170	297	388	365	441	564	535

Tableau 3.100: Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce

		<i>Immatri- culations des personnes physiques</i>	<i>Immatri- culations des personnes morales</i>	<i>Modifications du RCCM</i>	<i>Radiations du RCCM</i>	<i>Sûretés mobilières</i>	<i>Certificats de non faillite et autres</i>
Ensemble	2011	3119	1054	1020	127	42	14569
	2012	3 829	1 277	896	130	158	16 990
	2013	4 577	1 372	1 260	151	63	18 469
Bobo-Dioulasso	2011	386	84	132	16	4	914
	2012	505	92	176	4	8	1 240
	2013	622	93	199	18	11	1 236
Ouagadougou	2011	2 733	970	888	111	38	13 655
	2012	3 324	1185	720	126	150	15 750
	2013	3 955	1 279	1 061	133	52	17 233

Tableau 3.101 : Décisions rendues selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Ensemble	2011	54	67	120	72	6	0	319
	2012	59	79	79	43	8	0	268
	2013	84	77	102	37	8	2	310
Bobo-Dioulasso	2011	39	20	9	0	0	0	68
	2012	24	8	8	3	0	0	43
	2013	30	12	9	4	2	0	57
Ouagadougou	2011	15	47	111	72	6	0	251
	2012	35	71	71	40	8	0	225
	2013	54	65	93	33	6	2	253

Tableau 3.102 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus (hors référés, avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

		Moins de 15 jours	De 15 jours à moins d'1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 4 mois	4 mois et plus	Total
Total	2012	22	19	15	3	0	3	62
	2013	154	79	41	7	6	15	302
Bobo-Dioulasso	2012	9	6	8	3	0	3	29
	2013	16	9	3	2	4	15	49
Ouagadougou	2012	13	13	7	0	0	0	33
	2013	138	70	38	5	2	0	253

III.6. Tribunaux d'instance

Concepts

Acceptation partielle : Fait pour le tribunal de trancher une affaire partiellement en faveur du demandeur.

Acceptation totale : Fait pour le tribunal de trancher une affaire totalement en faveur du demandeur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivé et enregistrée au tribunal d'instance pendant l'année concernée.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction. (voir cour d'appel)

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Décision sur le fond : Décision (y compris les ordonnances) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action ou à son instance

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement sur le fond : Décision (non compris les ordonnances et injonctions de payer) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Rejet : décision par laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Saisine directe : Affaire introduite directement devant le tribunal d'instance soit par assignation, soit par requête, ou déclaration écrite ou verbale.

Saisine par le tribunal départemental ou d'arrondissement : Dossier d'appel reçu par le tribunal d'instance provenant du tribunal départemental ou d'arrondissement.

Sources statistiques :

Rôles, registre des plaintes, plumeurs des audiences, registres des injonctions de payer, répertoires civiles et commerciaux, répertoires de simple police, registres des appels des tribunaux d'instance.

Tableau 3.103 : Activités de l'ensemble des tribunaux d'instance

Affaires nouvelles selon leur origine	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Saisines directes	520	848	787	510	554	466	577	559	511	486
Saisines par le tribunal départemental ou d'arrondissement	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Ensemble	520	848	787	511*	554*	466*	577*	559*	511*	486*

Affaires nouvelles selon leur nature	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Injonction de payer	412	646	544	383	355	280	395	350	245	231
Affaires civiles	77	135	123	128	199	186	172	209	266	245
Affaires commerciales	1	2	7	0	0	0	10	0	0	10
Contraventions	30	65	113	101	66	55	96	113	170	144
Ensemble	520	848	787	612	620	521	673	672	681	630

Décisions rendues selon leur nature (hors injonctions de payer)	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	78	182	234	139*	213*	160*	158*	189*	259*	311*
Avant dire droit	0	1	0	1	0	4	1	0	0	0
Décisions sur le fond	76	173	217	114	164	121	135	116	178	207
<i>Acceptation totale</i>	21	40	34	40	62	66	79	40	77	84
<i>Acceptation partielle</i>	33	79	94	73	74	38	40	62	77	94
<i>Rejet</i>	22	54	89	1	28	17	16	14	24	29
Autres décisions	1	3	9	11	28	23	8	20	29	27
<i>Irrecevabilité</i>	1	2	4	5	8	12	3	6	8	8
<i>Désistement</i>	0	1	5	2	10	5	2	9	7	12
<i>Incompétence</i>	-	-	-	4	10	6	3	5	14	7
Radiations	1	5	8	9	16	9	12	28	32	36
Conciliations	-	-	-	4	5	3	2	25	20	41

Jugements rédigés (hors injonctions de payer)	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	48	114	121	123*	126*	112*	122*	113*	163*	182*

*sans les décisions pénales

Organisation et compétence des tribunaux d'instance

Les tribunaux d'instance sont institués au siège de chaque tribunal de grande instance avec le même ressort territorial par la loi n°10-93/ ADP du 17 mai 1993 modifiée par la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004 (articles 38 et suivants). Ils sont composés d'un président, d'un représentant du ministère public désigné par le procureur du Faso près le tribunal de grande instance parmi ses substituts et d'un greffier en chef.

Les tribunaux d'instance fonctionnels sont aujourd'hui au nombre de deux (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou). Les autres tribunaux n'étant pas opérationnels, leurs compétences sont exercées par les tribunaux de grande instance.

Les tribunaux d'instance connaissent à charge d'appel de tous litiges en matière civile et commerciale dont le taux évalué est supérieur à cent mille (100 000) FCFA sans pouvoir excéder un million (1 000 000) FCFA, ainsi que de toutes les contraventions en matière pénale. Ils sont également compétents pour connaître en appel des décisions rendues par les tribunaux départementaux et d'arrondissement.

Tableau 3.104 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale par tribunal d'instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	78	137	130	128	199	186	182	209	266	255
Bobo-Dioulasso	19	53	52	59	70	66	73	53	61	70
Ouagadougou	59	84	78	69	129	120	109	156	205	185

Tableau 3.105 : Affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal d'instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	412	646	544	383	355	280	395	350	245	231
Bobo-Dioulasso	87	152	240	190	142	126	202	214	64	40
Ouagadougou	325	494	304	193	213	154	193	136	181	191

Tableau 3.106 : Décisions rendues sur le fond (hors avant dire droit et injonctions de payer) par tribunal d'instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	76	173	217	114	164	121	135	116	178	207
Bobo-Dioulasso	37	99	151	52	44	35	53	41	35	51
Ouagadougou	39	74	66	62	120	86	82	75	143	156

**sans les décisions pénales

Tableau 3.107 : Jugements rédigés par tribunal d'instance (hors injonctions de payer)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	48	114	121	123	126	112	122	113	163	182
Bobo-Dioulasso	19	50	52	47	59	46	56	44	43	60
Ouagadougou	29	64	69	76	67	66	66	69	120	122

**sans les décisions pénales

Tableau 3.108 : Décisions rendues selon la durée de la procédure des tribunaux d'instance

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Ensemble	2011	105	25	6	0	0	0	136
	2012	167	38	2	0	0	0	207
	2013	184	43	10	1	0	0	238
Civiles	2011	82	19	4	0	0	0	105
	2012	147	36	1	0	0	0	184
	2013	177	41	10	0	0	0	228
Commerciales	2011	23	6	2	0	0	0	31
	2012	20	2	1	0	0	0	23
	2013	7	2	0	1	0	0	10

Tableau 3.109 : Activités des tribunaux de simple police

	Bobo-Dioulasso							Ouagadougou						
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Affaires nouvelles	53	34	28	54	65	62	75	48	32	27	42	48	108	69
Décisions rendues	43	49	19	37	46	57	88	26	7	7	34	16	46	46
Décisions rédigées	36	49	19	37	46	57	88	26	7	5	26	6	25	58

III.7. Juridictions pour mineurs : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal pour enfants (TPE) ou au cabinet du juge des enfants (JE).

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le juge des enfants devant le tribunal pour enfants pour qu'elle soit rejugée.

Autres : Décision autre que : placement, remise à parent et emprisonnement.

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Confirmation : Décision par laquelle le Tribunal pour enfants consolide et maintient la décision du juge des enfants.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps .voire de peines complémentaires.

Décision rendue : Affaire sur laquelle le juge des enfants ou le Tribunal pour enfants a statué et rendu son jugement.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

Emprisonnement : Peine privative de liberté, consistant dans l'incarcération du condamné, pendant un temps fixé par le juge dans les limites prévues par la loi.

Infirmerie : Annulation totale par le Tribunal pour enfants d'une décision rendue par le juge des enfants.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité pénale fixée à 18 ans révolus.

Mineur en danger : Mineur ayant besoin de protection, mineur dont la santé, l'éducation, la sécurité et la moralité sont gravement compromises.

Mineur impliqué : Mineur en conflit avec la loi, c'est-à-dire ayant commis une infraction.

Mineurs concernés : Mineur impliqué dans une affaire de mineurs en danger.

Placement : Mesure éducative, ordonnée par le juge, à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger (assistance éducative), qui entraîne le retrait du mineur de sa famille pour le placer dans une institution ou un établissement public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat approprié ou de le remettre à une personne digne de confiance.

Réformation : Infirmerie partielle par le tribunal pour enfants d'une décision rendue par le juge des enfants.

Remise à parent : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger et qui consiste à l' (le) (ré) intégrer dans sa famille.

Saisine directe : Toute affaire introduite directement devant le tribunal pour enfants sans passer par la juridiction de 1er degré qu'est le juge des enfants.

Sources statistiques

Rôles, pluriels des audiences, répertoires des jugements des JE et des TPE.

Tableau 3.110 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en conflit avec la loi

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Affaires nouvelles	0	71	49	60	92	98	89	72	73	103
<i>Contraventions</i>	0	1	1	1	0	0	0	1	0	0
<i>Délits</i>	0	64	42	57	85	98	89	66	67	98
<i>Crimes</i>	0	6	6	2	7	0	0	5	6	5
Décisions rendues	0	42	49	61	94	99	73	59	47	97
<i>Placements</i>	0	10	8	21	15	25	15	15	19	18
<i>Remises à parents</i>	0	17	21	18	7	13	17	6	6	8
<i>Emprisonnements</i>	0	1	11	13	51	47	41	38	22	26
<i>Sursis</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	26
<i>TIG</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
<i>Incompétence</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
<i>Relaxe</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6
<i>Remise à personne digne de confiance</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
<i>Amende</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
<i>Autres</i>	0	14	9	9	21	14	0	0	0	0
Nombre de mineurs impliqués	0	12	14	67	112	112	97	79	87	110
Affaires nouvelles en instruction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Affaires dont l'instruction est terminée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Affaires en cours d'instruction au 31/12	0	13	17	14	7	15	21	20	29	27

Tableau 3.111 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en danger

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Affaires nouvelles	0	12	10	6	20	7	11	11	56	24
Mineurs concernés	0	5	4	7	48	227	32	19	109	24
Décisions rendues	0	8	14	5	18	230	32	19	96	23
<i>Placements</i>	0	1	1	4	15	230	30	18	93	22
<i>Remises à parents</i>	0	2	2	1	2	0	0	0	1	0
<i>Autres</i>	0	5	11	0	1	0	2	1	2	1

Tableau 3.112 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	0	71	49	60	92	98	89	72	73	98
Bobo-Dioulasso	0	23	27	32	29	26	21	33	23	31
Ouagadougou	0	48	22	28	63	72	68	39	50	67

Tableau 3.113 : Décisions rendues relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	0	42	49	61	94	99	73	59	47	97
Bobo-Dioulasso	0	17	26	35	25	28	22	27	17	35
Ouagadougou	0	25	23	26	69	71	51	32	30	62

Tableau 3.114 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en danger par juge des enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	0	12	10	6	20	7	11	11	56	24
Bobo-Dioulasso	0	12	10	4	5	0	5	4	3	6
Ouagadougou	0	0	0	2	15	7	6	7	53	18

Tableau 3.115 : Décisions rendues relatives aux mineurs en danger par juge des enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	0	8	14	5	18	230	32	18	96	23
Bobo-Dioulasso	0	8	14	3	13	3	6	3	3	5
Ouagadougou	0	0	0	2	5	227	26	15	93	18

Organisation et compétence des juridictions pour mineurs

Les juridictions pour mineurs sont au nombre de deux :

Le tribunal pour enfants : Il est créé conformément à l'article 67 de la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004, au siège de chaque cour d'appel. Ils sont donc au nombre de deux actuellement (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou).

Les tribunaux pour enfants sont composés d'un président, de deux juges, de deux assesseurs titulaires et deux assesseurs suppléants, d'un représentant du ministère public, d'un greffier en chef et de greffiers.

Les tribunaux pour enfants ont compétence pour :

- juger des crimes imputés aux mineurs de moins de dix-huit (18) ans ;
- connaître en appel des décisions rendues par le juge des enfants.

Les tribunaux pour enfants, en matière criminelle, statuent en premier et dernier ressort.

Le juge des enfants : Il est créé par l'article 63 de la loi n°028-2004/ AN du 8 septembre 2004 qui stipule qu' « il est institué au siège de chaque tribunal de grande instance un ou plusieurs juges pour enfants ». Ils sont au nombre de deux actuellement (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou) à être opérationnels.

La juridiction du juge des enfants est composée d'un président, d'un représentant du ministère public, d'un greffier en chef et de greffiers. Elle est compétente pour :

- connaître des contraventions et délits commis par les mineurs de moins de 18 ans ;
- ordonner toute mesure utile lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger.

Le juge des enfants est juge d'instruction en matière criminelle. Il statue en chambre de conseil, à charge d'appel devant le tribunal pour enfants.

Tableau 3.116 : Activités des tribunaux pour enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Affaires nouvelles	0	0	11	1	15	1	15	9	5	8
Contraventions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Délits	0	0	3	1	4	1	0	2	1	2
Crimes	0	0	8	0	11	0	15	7	4	6

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Décisions rendues	0	0	2	0	11	10	0	16	2	16
Saisines directes	0	0	1	0	9	5	0	4	1	1
<i>Placements</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Remise à parents</i>	0	0	0	0	0	3	0	1	0	0
<i>Emprisonnements</i>	0	0	0	0	7	1	0	2	1	0
<i>Autres</i>	0	0	1	0	2	1	0	1	0	1
En appel	0	0	1	0	2	5	0	12	1	15
<i>Confirmation</i>	0	0	0	0	1	2	0	0	1	0
<i>Réformation</i>	0	0	1	0	1	2	0	0	0	0
<i>Infirmité</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
<i>Autres</i>	0	0	0	0	0	1	0	12	0	14

Tableau 3.117 : Affaires nouvelles par tribunal pour enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	0	0	11	1	15	1	15	9	5	8
Bobo-Dioulasso	0	0	9	1	13	1	3	4	1	3
Ouagadougou	0	0	2	0	2	0	12	5	4	5

Tableau 3.118 : Décisions rendues par tribunal pour enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	0	0	1	0	11	10	0	16	2	16
Bobo-Dioulasso	0	0	1	0	11	10	0	4	2	5
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0	12	0	11

III.8. Tribunaux du travail

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal du travail.

Autres : Toute affaire qui met en conflit un employé et son employeur et qui n'est pas liée : à la rupture du contrat de travail, au non paiement de salaire, à la formation ou à l'insertion professionnelle, à la reconstitution de carrière et à la protection sociale.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Non paiement de salaire : Situation dans laquelle, pour une période donnée, l'employeur n'honore pas son engagement de rémunération de l'employé.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Reconstitution de carrière : Validation des périodes d'activités durant lesquelles l'intéressé a exercé des fonctions relevant d'un autre régime.

Recours : Toute voie prévue par la loi permettant à une partie de faire rejurer une affaire soit devant le tribunal du travail, soit devant la chambre sociale de la Cour d'Appel.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal de travail devant la chambre sociale de la Cour d'Appel pour qu'elle soit rejugée.

Opposition : Recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Rupture de contrat de travail : Litige dans lequel une des parties reproche à l'autre d'avoir mis fin à un contrat de travail. Un contrat de travail est une convention par laquelle une personne (employé) s'engage à travailler moyennant une rémunération sous la direction et l'autorité d'une autre personne (employeur).

Sécurité sociale : Ensemble des mesures législatives et administratives qui ont pour objet de garantir les individus et les familles contre certains risques appelés risques sociaux.

Tableau 3.119: Activités de l'ensemble des tribunaux du travail

Affaires nouvelles selon leur nature	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	323	440	459	578	673	710	739	756	1 104	996
Rupture de contrat de travail	275	336	260	325	448	424	364	390	545	547
Non paiement de salaire	17	36	98	113	82	109	143	163	234	234
Reconstitution de carrière	18	9	11	19	30	15	10	16	65	28
Référés	1	31	53	52	52	89	70	79	104	111
Sécurité sociale	4	4	20	24	3	8	5	11	33	18
Autres	8	24	17	45	58	65	147	97	123	58
Décisions rendues selon leur nature (y compris référés)	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	452	447	379	346	423	496	681	618	742	975
Décisions sur le fond	408	405	336	292	345	408	519	425	492	729
<i>Acceptation totale</i>	<i>255</i>	<i>215</i>	<i>170</i>	<i>64</i>	<i>114</i>	<i>79</i>	<i>101</i>	<i>117</i>	<i>138</i>	<i>224</i>
<i>Acceptation partielle</i>	<i>84</i>	<i>112</i>	<i>109</i>	<i>186</i>	<i>159</i>	<i>255</i>	<i>315</i>	<i>238</i>	<i>263</i>	<i>426</i>
<i>Rejet</i>	<i>69</i>	<i>78</i>	<i>57</i>	<i>42</i>	<i>72</i>	<i>74</i>	<i>103</i>	<i>70</i>	<i>91</i>	<i>79</i>
Autres décisions	18	6	13	35	46	51	71	59	115	146
<i>Incompétence</i>	<i>8</i>	<i>5</i>	<i>7</i>	<i>10</i>	<i>15</i>	<i>21</i>	<i>25</i>	<i>25</i>	<i>36</i>	<i>38</i>
<i>Désistement</i>	<i>10</i>	<i>1</i>	<i>6</i>	<i>12</i>	<i>20</i>	<i>12</i>	<i>29</i>	<i>30</i>	<i>40</i>	<i>46</i>
<i>Irrecevabilité</i>						<i>8</i>	<i>7</i>	<i>0</i>	<i>30</i>	<i>38</i>
<i>Avant dire droit</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>13</i>	<i>11</i>	<i>10</i>	<i>10</i>	<i>4</i>	<i>9</i>	<i>24</i>
<i>Radiation</i>	<i>26</i>	<i>36</i>	<i>30</i>	<i>19</i>	<i>32</i>	<i>37</i>	<i>91</i>	<i>134</i>	<i>135</i>	<i>100</i>
Décisions rendues par type (y compris référés)	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	426	411	349	327	390	454	590	484	607	875
Contradictoire	365	359	304	286	332	382	469	363	506	706
Réputé contradictoire	9	14	16	12	22	19	36	43	45	51
Par défaut	52	38	29	29	36	53	85	78	56	118
NB : Hors radiations										
Recours	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Opposition	30	9	3	11	7	21	22	25	12	14
Appel	302	280	303	241	240	318	296	241	274	338
Ensemble	332	289	306	252	247	339	318	266	286	352
Décisions rédigées	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	427	415	356	336	344	470	527	472	554	852
*Hors radiations										
Décisions rendues selon la durée de la procédure	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total			
2011	21	75	162	81	53	44	436			
2012	21	63	158	190	43	25	500			
2013	58	105	164	162	24	20	533			

Organisation et compétence des tribunaux du travail

Le tribunal du travail est une juridiction d'exception, relevant toutefois de l'ordre judiciaire, dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont régis par la loi n°286-2008/ AN du 13 mai 2008 portant code de travail au Burkina Faso (.promulguée par le décret 2008-331 du 19 Juin 2009).

Actuellement au nombre de trois (Bobo-Dioulasso, Koudougou, Ouagadougou), les tribunaux du travail sont composés d'un président, de juges, des assesseurs employeurs, d'assesseurs travailleurs, d'un greffier en chef, de greffiers de secrétaires de greffe et parquet.

Le tribunal du travail est compétent pour connaître :

- des différends individuels pouvant s'élever entre travailleurs et employeurs à l'occasion du contrat de travail, y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- des différends individuels nés entre maître et apprenti à l'occasion d'un contrat d'apprentissage ;
- des différends individuels relatifs aux conventions collectives ou aux arrêtés en tenant lieu ;
- des différends individuels nés entre travailleurs à l'occasion du travail ;
- des différends collectifs concernant les travailleurs, exclusion faite de ceux des services, entreprises et établissements publics.

Le tribunal du travail est saisi par une déclaration écrite ou verbale faite au greffe du tribunal, à laquelle est jointe une copie conforme du procès-verbal de non conciliation ou de conciliation partielle émanant de l'inspection de travail. La procédure est gratuite.

Tableau 3.120 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	323	440	459	578	673	710	739	756	1 104	996
Bobo-Dioulasso	111	124	115	148	129	110	130	127	220	224
Koudougou	15	39	43	45	71	27	53	49	156	71
Ouagadougou	197	277	301	385	473	573	556	580	728	701

Tableau 3.121 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	275	336	260	325	448	424	424	390	545	547
Bobo-Dioulasso	75	83	84	109	73	14	83	17	149	153
Koudougou	12	14	32	26	40	2	34	30	61	35
Ouagadougou	188	239	144	190	335	408	307	343	335	359

Tableau 3.122: Affaires nouvelles de non paiement de salaires par tribunal du travail

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	17	36	98	113	82	109	143	163	234	234
Bobo-Dioulasso	9	21	6	16	25	77	83	78	25	38
Koudougou	3	5	6	13	9	12	16	11	33	23
Ouagadougou	5	10	86	84	48	20	44	74	176	173

Tableau 3.123: Décisions rendues par tribunal du travail (y compris les référés)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	457	447	379	346	423	488	674	618	607	875
Bobo-Dioulasso	95	85	75	82	140	100	102	85	112	240
Koudougou	36	41	21	47	48	56	50	29	60	128
Ouagadougou	326	321	283	217	235	332	522	504	435	507

Tableau 3.124 : Décisions rendues sur le fond par tribunal du travail

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	408	405	336	292	345	408	519	425	492	729
Bobo-Dioulasso	70	82	73	68	102	91	84	56	89	187
Koudougou	36	41	20	34	41	29	31	22	44	98
Ouagadougou	302	282	243	190	202	288	404	347	359	444

Tableau 3.125 : Décisions rédigées par tribunal du travail

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	427	415	356	336	344	470	527	472	554	852
Bobo-Dioulasso	79	89	86	89	116	102	83	47	80	217
Koudougou	41	41	21	44	41	37	34	29	60	128
Ouagadougou	307	285	249	203	187	331	410	396	414	507

IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif

IV.1. Cour des comptes

Concepts

Amende : Condamnation pécuniaire infligée à un agent comptable par la Cour des comptes pour retard dans la production des comptes ou dans les réponses aux injonctions qui ont été formulées.

Arrêt provisoire : Jugement de la Cour des comptes statuant provisoirement, suite à un contrôle juridictionnel, enjoignant à l'agent comptable de produire des explications complémentaires écrites.

Arrêt définitif : Jugement de la Cour des comptes suite à un contrôle juridictionnel statuant définitivement sur un compte de gestion d'un comptable public (décharge, quitus, amende, débet).

Avance : arrêt de la Cour constatant un excédent de recettes par rapport aux émissions. Cet arrêt produit les mêmes effets que le quitus et la décharge envers le comptable.

Avis : Opinion émise par la Cour des comptes, par exemple sur la régularité et la sincérité des comptes d'une entreprise publique.

Compte de gestion : Ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous sa responsabilité, par un comptable dans le cadre de la gestion financière de l'Etat, des collectivités locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

Contrôle juridictionnel : Jugement des comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics.

Contrôle de la gestion : Contrôle de la Cour des comptes sur place et sur pièces de la gestion de l'ordonnateur.

Décharge : Arrêt de la Cour des comptes constatant qu'aucune charge ou obligation ne pèse plus sur un comptable public au titre d'un exercice donné et apurant de ce fait ledit compte, toutefois, sous réserve de la reprise exacte des soldes à l'année suivante.

Débet : Arrêt de la Cour des comptes engageant la responsabilité d'un comptable public sur un manquant provenant des dépenses payées irrégulièrement ou de recettes non recouvrées.

Faute de gestion : poursuites engagées par la Cour des comptes contre les ordonnateurs pour non respect de la réglementation en matière de recettes et de dépenses.

Lettre du Président : Communication du Premier Président de la Cour des comptes à l'adresse des directeurs ou chefs de service ou aux autorités de tutelle en vue de corriger les irrégularités administratives de moindre importance.

Quitus : Acte par lequel la gestion d'une personne est reconnue exacte et régulière et qui décharge cette personne de responsabilité.

Rapport sur l'exécution des lois de finances : Rapport de la Cour des comptes en vue d'éclairer l'Assemblée nationale sur la manière dont le budget d'une année a été exécuté par le gouvernement.

Rapport public : Tous les ans, la Cour des comptes examine les observations faites à l'occasion de diverses vérifications effectuées et forme, avec celles qu'elle retient, un rapport.

Référé : Communication adressée par le Premier Président de la Cour des comptes aux ministres intéressés ou aux autorités de tutelle pour attirer leur attention sur les irrégularités dues aux administrateurs ou aux lacunes dans la réglementation ou aux insuffisances dans l'organisation administrative et comptable et leur demandant de prendre des mesures en vue de faire cesser les irrégularités constatées.

Abréviations :

CCOE : Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat.

CCOCT : Chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales.

CCEP : Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques, des institutions de sécurité sociale, des projets de développement financés sur ressources extérieures et tout organisme soumis au contrôle de la Cour des comptes.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plunitifs des 'audiences de la Cour des comptes.

Tableau 4.1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Comptes de gestion reçus	378	446	352	835	472	247	234	399	344	318
CCOE	49	49	139	120	112	76	74	73	71	72
CCOCT	288	339	152	470	336	158	144	304	255	180
CCEP*	41	58	61	245	24	13	16	22	18	66
Comptes de gestion attendus	nd	nd	nd	nd	543	354	234	468	469	611
CCOE	nd	nd	nd	nd	65	66	74	71	72	73
CCOCT	nd	nd	nd	nd	364	267	144	364	364	364
CCEP*	nd	nd	nd	nd	114	21	16	33	33	174
Décisions rendues	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Arrêts provisoires	0	0	2	24	24	94	36	22	0	60
CCOE	0	0	0	2	3	3	1	3	0	3
CCOCT	0	0	2	22	21	91	35	19	0	57
Arrêts définitifs	0	0	0	2	21	61	18	117	0	2
Quitus	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0
Débet	0	0	0	0	5	0	0	1	0	0
Décharge et amendes	0	0	0	0	16	61	18	116	0	2

* La CCEP reçoit les comptes mais n'est pas compétente en matière juridictionnelle.

Tableau 4.2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Contrôles effectués	6	11	3	13	11	11	3	8	5	7
CCOE	0	0	0	4	3	4	2	3	0	5
CCEP	3	5	1	6	6	4	1	4	2	1
CCOCT	3	6	2	3	2	3	0	1	3	1
Décisions rendues par chambre	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Référés	5	17	7	8	6	6	0	4	4	3
CCOE	1	6	1	1	0	4	0	2	0	0
CCEP	2	7	4	3	6	1	0	1	0	3
CCOCT	2	4	2	4	0	1	0	1	4	0
Lettres du président	3	1	1	4	25	2	0	1	0	4
CCOCT	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0
CCEP	0	0	1	2	25	1	0	1	0	1
CCOE	0	0	0	2	0	1	0	0	0	3

Tableau 4.3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Avis rendus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rapports	2	2	1	1	3	2	2	2	2	2
Public	1	1	0	0	2	1	1	1	1	1
Exécution de la loi des finances	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Organisation et compétence de la Cour des comptes

Créée par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle est composée d'un premier président, de présidents de chambres, de conseillers, d'un procureur général, de commissaire du gouvernement d'un greffier en chef et de greffiers.

La Cour des comptes est chargée du contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics, vérifie la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques. Elle participe au contrôle de l'exécution des lois de finances, assure la vérification des comptes et de la gestion des établissements publics à caractère industriel et commercial. Sur demande du Gouvernement, elle examine pour avis, les projets de loi, d'ordonnance et de décret réglementaire portant sur l'organisation et le fonctionnement des services financiers de l'Etat, des collectivités locales et des organismes publics.

La Cour des comptes comprend trois chambres :

- la chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat ;
- la chambre chargée du contrôle des opérations des collectivités locales ;
- la chambre chargée du contrôle des entreprises publiques, des institutions de sécurité sociale, des projets de développement financés sur ressources extérieures et tout organisme soumis au contrôle de la Cour.

IV.2. Conseil d'État

Concepts

Acceptation : Fait que le Conseil d'Etat, saisi par une partie pour une affaire, tranche en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet des débats au Conseil d'Etat et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au Conseil d'Etat.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un recours en annulation.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal administratif devant le Conseil d'Etat pour qu'elle soit rejugée.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Confirmation : Décision par laquelle le Conseil d'Etat consolide et maintient la décision des premiers juges.

Décision sur le fond : Décision du Conseil d'Etat touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Incompétence : Défaut d'aptitude du Conseil d'Etat à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du Conseil d'Etat sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le Conseil d'Etat tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Saisine directe : Toute affaire introduite directement devant le Conseil d'Etat sans passer par la juridiction de 1^{er} degré qu'est le tribunal administratif.

Type de contentieux :

Fonction publique : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Marché public : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Foncier : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fiscal : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Electoral : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Sentence arbitrale : Décision rendue par un arbitre ou un tribunal arbitral.

Autre : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plunitifs des audiences du Conseil d'Etat.

Tableau 4.4 : Activités du siège du Conseil d'Etat

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	67	50	87	62	63	79	87	94	172	103
Fonction publique	23	16	19	21	21	24	24	13	25	10
Marchés publics	1	2	3	10	3	4	10	12	13	10
Foncier	23	17	26	23	24	29	26	30	37	36
Fiscal	6	0	0	0	4	0	5	0	2	1
Électoral	0	0	24	0	1	0	0	0	62	14
Sentences arbitrales	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0
Autres	14	15	15	8	8	22	22	39	33	32

Affaires jugées selon la nature de la saisine	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	46	38	58	53	55	64	27	57	126	45
Saisines directes	25	12	10	10	4	13	6	10	36	6
Appel	19	24	45	36	46	42	18	41	87	37
Cassation	2	2	3	7	5	9	3	6	3	2

Décisions rendues selon leur nature pour les jugements en saisine directe	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	25	12	10	10	4	13	6	10	36	6
Acceptation	2	0	0	1	0	2	2	3	0	2
Rejet	6	3	4	5	1	4	2	1	14	0
Incompétence	5	4	3	2	3	4	1	1	7	3
Irrecevabilité	12	5	3	2	0	3	1	5	15	1

Décisions rendues selon leur nature pour les jugements en appel	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	20	24	45	36	46	42	18	41	87	37
Confirmation (totale ou partielle)	2	9	15	21	29	25	11	26	48	27
Rejet	11	7	14	0	0	0	0	0	0	0
Incompétence	1	0	2	0	1	0	0	0	1	0
Irrecevabilité	0	2	5	5	6	4	3	4	13	1
Annulation	6	6	9	10	10	13	4	11	25	9

Décisions rendues selon leur nature pour les arrêts en cassation	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	2	2	3	7	5	9	3	6	3	2
Cassation	1	0	0	1	0	2	1	2	0	0
Rejet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Incompétence	0	2	3	2	5	7	1	4	2	2
Irrecevabilité	1	0	0	4	0	0	1	0	1	0

Décisions rédigées	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	32	40	55	23	46	57	25	47	80	26

Organisation et compétence du Conseil d'Etat

Institué par la loi organique n° 15-2000/ AN du 23 mai 2000, le Conseil d'Etat est la juridiction supérieure de l'ordre administratif.

Il se compose d'un premier président, des présidents des chambres, des conseillers, d'un commissaire du gouvernement, des commissaires du gouvernement adjoints, d'un greffier en chef et de greffiers.

Outre les magistrats, le Conseil d'Etat est composé de fonctionnaires ou de personnalités ayant une expérience professionnelle d'au moins quinze ans, désignés en raison de leur compétence ou de leur expérience en matière juridique ou administrative, pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Ils ont la qualité de magistrats pendant la durée de leur mandat. Ils jouissent des mêmes avantages et sont soumis aux mêmes obligations que les magistrats de l'ordre judiciaire.

Le Conseil d'Etat est le juge d'appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux administratifs.

Il statue sur les pourvois formés contre les décisions rendues en premier et dernier ressort par les tribunaux administratifs et les juridictions spécialisées.

Il connaît en premier et dernier ressort des recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application s'étend au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif.

Il connaît également des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes dont le contentieux relève de sa compétence.

Tableau 4.5 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure en 2013

Décisions rendues	- de 6 mois	[6mois -1an[	[1an - 2ans[	[2an - 3ans[	[3an - 4ans[	[4an - 5ans[	5ans et plus
Ensemble	16	1	11	13	5	6	4
Chambre du contentieux	14	0	10	11	4	6	4
Chambre consultative	2	1	0	0	0	0	0
Chambres réunies	0	0	1	2	1	0	0

Tableau 4.6 : Activités du Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat

Type de contentieux	Affaires nouvelles						Conclusions rendues					
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	80	77	67	68	108	58	74	36	42	65	96	50
Fonction publique	37	26	25	16	9	6	32	9	20	16	6	4
Marchés publics	2	4	4	9	6	9	2	1	3	8	4	7
Foncier	29	30	24	21	17	10	29	17	12	20	15	7
Fiscal	2	1	3	2	0	1	2	1	3	2	0	1
Électoral	1	0	1	0	62	14	1	0	0	0	62	14
Contrat administratif	-	-	-	-	0	0	-	-	-	-	0	0
Autres	9	16	10	20	14	18	8	8	4	19	9	17

IV.3. Tribunaux administratifs

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal administratif.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire, soit pour organiser une instruction.

Décision sur le fond : Décision du tribunal administratif touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal administratif a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal administratif à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal administratif tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Type de contentieux :

Fonction publique : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Marché public : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Foncier : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fiscal : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Electoral : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Autre : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques

Registres d'entrée et répertoires des greffes des tribunaux administratifs.

Tableau 4.6 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	105	105	210	158	165	216	184	194	434	314
Fonction publique	14	15	24	43	51	72	59	50	71	65
Marchés publics	3	12	12	14	18	17	23	42	61	60
Foncier	49	44	44	65	60	68	64	81	119	100
Fiscal	7	4	6	3	2	16	2	0	5	4
Électoral	0	0	93	0	3	5	1	0	127	32
Contrat administratif	-	-	-	-	-	-	-	-	5	6
Autres	32	30	31	33	31	38	35	21	46	47

Décisions rendues selon leur nature	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	125	111	221	151	115	126	193	127	317	258
Décisions sur le fond	65	60	130	72	51	69	105	73	179	135
<i>Acceptation totale</i>	39	27	40	39	20	37	62	31	63	41
<i>Acceptation partielle</i>	10	9	23	17	19	18	19	17	41	40
<i>Rejet</i>	16	24	67	16	12	14	24	25	75	54
Autres décisions	60	51	91	79	64	57	88	54	138	123
<i>Incompétence</i>	7	6	8	14	10	8	16	10	40	16
<i>Irrecevabilité</i>	33	28	52	44	29	31	43	19	56	62
<i>Désistement</i>	11	7	14	7	14	10	9	14	20	17
<i>Avant dire droit</i>	9	10	17	14	11	8	20	12	22	28

Décisions rédigées	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	118	93	143	84	87	124	146	87	246	156

Décisions rendues selon la durée de la procédure	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
2011	13	4	17	49	10	6	99
2012	23	4	36	95	34	1	193
2013	20	9	33	97	22	24	205

Organisation et compétence des tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs sont créés par la loi organique n° 21-95/ ADP du 16 mai 1995 au siège de chaque tribunal de grande instance.

Le tribunal administratif comprend : un président (qui est toujours un magistrat de l'ordre judiciaire), un commissaire du gouvernement (qui est un magistrat de l'ordre judiciaire ou un fonctionnaire de l'administration générale titulaire au moins d'une maîtrise en droit) et un greffier.

Le tribunal administratif est, en premier ressort et à charge d'appel devant le Conseil d'Etat, juge de droit commun du contentieux administratif.

Il statue en dernier ressort à charge de pourvoi devant le Conseil d'Etat dans les cas déterminés par la loi.

Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence.

Le tribunal administratif, compétent pour connaître d'une demande principale, l'est également pour connaître de toute demande accessoire, incidente ou reconventionnelle, relevant de sa compétence ainsi que les exceptions relevant de la compétence des juridictions administratives.

Tableau 4.7 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	105	105	210	158	165	216	184	194	434	314
Banfora	0	0	6	0	1	2	1	0	7	0
Bobo-Dioulasso	22	13	53	31	31	25	23	30	43	51
Bogandé	-	1	2	0	0	1	1	1	3	4
Boromo	-	-	0	1	2	0	0	3	3	5
Dédougou	1	3	10	3	2	2	2	4	6	4
Diapaga	-	-	0	0	0	0	0	2	2	0
Diébougou	-	-	-	-	-	1	1	0	7	1
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	0	3	1
Dori	1	0	0	0	0	0	1	4	9	3
Fada N'gourma	2	0	4	3	4	3	2	0	1	0
Gaoua	3	6	15	1	8	6	0	5	4	3
Kaya	0	0	4	2	3	1	2	7	9	6
Kongoussi	-	0	5	5	2	3	0	0	1	4
Koudougou	3	3	6	4	3	18	5	3	15	15
Léo	-	-	-	-	1	2	2	0	15	1
Manga	-	-	4	0	3	1	4	0	9	0
Nouna	-	-	-	-	-	1	0	0	2	5
Orodara	-	-	-	-	-	0	0	0	6	0
Ouagadougou	73	72	83	75	105	121	127	126	262	193
Ouahigouya	0	0	5	26	0	2	4	2	10	6
Tenkodogo	0	6	7	1	0	21	5	5	4	4
Tougan	-	0	4	3	0	0	1	1	9	0
Yako	-	-	0	0	0	4	0	0	2	1
Ziniaré	-	1	2	3	0	2	3	1	2	7

Tableau 4.8 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	49	44	44	65	60	68	64	81	119	100
Banfora	0	0	0	0	1	0	0	0	3	0
Dioulasso	15	9	17	18	15	17	17	21	15	25
Bogandé	-	0	0	0	0	1	0	1	0	0
Boromo	-	-	0	1	1	0	0	3	0	2
Dédougou	1	3	4	1	1	1	1	3	4	2
Diapaga	-	-	0	0	0	0	0	2	1	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	1	1
Djibo	-	-	-	-	-	1	0	0	1	1
Dori	1	0	0	0	0	0	0	2	3	0
Fada N'gourma	0	0	1	1	2	3	0	0	0	0
Gaoua	0	5	0	1	3	2	0	2	0	0
Kaya	0	0	0	2	2	1	2	5	4	2
Kongoussi	-	0	1	0	2	2	0	0	0	2
Koudougou	3	3	2	3	1	8	5	2	12	12
Léo	-	-	-	-	0	0	0	0	1	0
Manga	-	0	0	0	1	0	0	0	1	0
Nouna	-	-	-	-	-	0	0	0	0	1
Orodara	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Ouagadougou	29	21	18	20	31	25	35	35	69	49
Ouahigouya	0	0	1	13	0	1	2	0	2	1
Tenkodogo	0	3	0	1	0	4	1	3	0	0
Tougan	-	0	0	3	0	0	0	1	2	0
Yako	-	-	0	0	0	2	0	0	0	0
Ziniaré	-	0	0	1	0	0	1	1	0	2

Tableau 4.9 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	125	111	221	151	115	122	193	127	317	258
Banfora	0	0	5	1	1	1	1	0	4	0
Bobo-Dioulasso	28	19	51	35	31	26	21	22	44	51
Bogandé	-	0	1	0	0	0	1	1	3	3
Boromo	-	-	0	1	0	0	0	1	3	6
Dédougou	0	0	7	2	3	0	2	4	0	0
Diapaga	-	-	0	0	0	0	0	0	2	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	0	5	1
Djibo	-	-	-	-	-	0	0	0	3	0
Dori	1	0	0	3	1	0	0	2	5	2
Fada N'gourma	1	0	3	0	0	0	2	1	3	1
Gaoua	5	0	20	0	3	2	5	0	7	6
Kaya	0	0	4	2	1	1	1	3	2	5
Kongoussi	-	0	4	0	5	0	0	0	1	3
Koudougou	3	4	6	8	0	3	10	12	1	8
Léo	-	-	-	-	0	0	2	0	3	0
Manga	-	0	4	0	2	2	2	3	6	1
Nouna	-	-	-	-	-	0	0	0	2	2
Orodara	-	-	-	-	-	0	0	0	6	0
Ouagadougou	87	88	95	63	64	86	135	70	190	160
Ouahigouya	0	0	5	35	0	0	0	4	12	2
Tenkodogo	0	0	11	0	2	1	6	1	5	2
Tougan	-	0	4	0	0	0	3	0	8	0
Yako	-	-	0	0	0	0	0	0	1	1
Ziniaré	-	0	1	1	2	0	2	3	1	4

Tableau 4.10 : Décisions rendues sur le fond par tribunal administratif

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	65	60	130	72	51	67	105	73	179	135
Banfora	0	0	4	1	1	1	1	0	2	0
Bobo-Dioulasso	19	12	35	15	13	17	8	15	20	15
Bogandé	-	0	0	0	0	0	0	1	0	3
Boromo	-	-	0	1	0	0	0	0	1	5
Dédougou	0	0	3	2	1	0	1	3	0	0
Diapaga	-	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	0	3	1
Djibo	-	-	-	-	-	0	0	0	1	0
Dori	1	0	0	2	1	0	0	2	4	2
Fada N'gourma	1	0	1	0	0	0	1	0	2	1
Gaoua	4	0	15	0	2	1	1	0	4	3
Kaya	0	0	0	1	0	1	1	2	0	3
Kongoussi	-	0	3	0	0	0	0	0	0	1
Koudougou	2	3	6	4	0	2	5	4	0	4
Léo	-	-	-	-	0	0	0	0	1	0
Manga	-	0	2	0	0	1	2	2	6	1
Nouna	-	-	-	-	-	0	0	0	2	1
Orodara	-	-	-	-	-	0	0	0	6	0
Ouagadougou	38	45	48	30	33	43	78	40	107	90
Ouahigouya	0	0	4	15	0	0	0	2	8	1
Tenkodogo	0	0	7	0	0	1	4	1	3	2
Tougan	-	0	2	0	0	0	2	0	7	0
Yako	-	-	0	0	0	0	0	0	1	0
Ziniaré	-	0	0	1	0	0	1	1	1	2

Tableau 4.11 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	140	100	114	185	123	305	248
Banfora	1	1	1	1	0	4	0
Bobo-Dioulasso	34	31	25	21	22	44	50
Bogandé	0	0	0	1	1	0	3
Boromo	1	0	0	0	1	3	6
Dédougou	2	3	0	2	4	0	0
Diapaga	0	0	0	0	0	2	0
Diébougou	-	-	-	0	0	5	1
Djibo	-	-	0	0	0	3	0
Dori	3	1	0	0	2	5	2
Fada N'gourma	0	0	0	2	1	3	1
Gaoua	0	3	2	5	0	7	6
Kaya	2	1	1	1	3	2	5
Kongoussi	0	5	0	0	0	1	3
Koudougou	8	0	3	8	12	1	8
Léo	-	0	0	2	0	3	0
Manga	0	2	1	2	3	5	1
Nouna	-	-	0	0	0	2	2
Orodara	-	-	0	0	0	6	0
Ouagadougou	54	49	80	129	67	184	151
Ouahigouya	34	0	0	0	4	10	2
Tenkodogo	0	2	1	6	0	5	2
Tougan	0	0	0	3	0	8	0
Yako	0	0	0	0	0	1	1
Ziniaré	1	2	0	2	3	1	4

Tableau 4.12 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	76	91	96	202	158	149	147	158	151	295	336
Fonction publique	8	15	15	23	39	39	38	51	37	60	58
Marchés publics	3	3	11	11	14	1	12	18	25	26	65
Foncier	35	40	34	53	71	54	43	54	64	71	109
Fiscal	1	6	5	5	4	12	9	5	1	1	4
Électoral	0	0	0	78	0	2	2	1	0	106	27
Contrat administratif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Autres	29	27	31	32	30	41	43	29	24	31	73

Conclusions rendues selon le type de contentieux	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	83	101	93	197	150	89	177	185	134	278	282
Fonction publique	23	26	15	18	16	21	51	50	42	43	56
Marchés publics	4	6	7	7	22	1	15	23	19	32	44
Foncier	38	45	34	67	67	33	44	60	51	70	104
Fiscal	1	2	4	4	7	6	19	14	1	2	3
Électoral	0	0	0	68	0	2	2	1	0	91	24
Contrat administratif										0	0
Autres	17	22	33	33	38	26	46	37	21	40	51

Tableau 4.13 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	76	91	96	202	158	149	147	158	151	295	336
Banfora	0	0	0	6	0	1	0	1	0	8	0
Bobo-Dioulasso	1	7	3	48	28	35	26	20	20	44	41
Bogandé	-	-	1	2	0	0	0	1	0	3	3
Boromo	-	-	-	1	1	0	0	0	5	3	6
Dédougou	4	1	3	10	3	0	7	3	0	2	7
Diapaga	-	-	-	0	0	0	0	0	2	1	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	0	5	1
Djibo	-	-	-	-	-	-	0	0	0	3	0
Dori	0	1	0	0	3	1	0	1	0	10	2
Fada N'gourma	2	2	0	4	3	0	2	0	0	2	0
Gaoua	11	3	4	16	1	0	6	0	4	3	6
Kaya	1	1	2	4	2	2	1	1	0	5	8
Kongoussi	-	-	0	5	5	2	0	0	0	1	2
Koudougou	0	3	4	3	4	2	7	17	0	3	17
Léo	-	-	-	-	-	0	1	1	0	5	0
Manga	-	-	0	4	0	3	3	4	4	6	1
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	0	0	2	2
Orodara	-	-	-	-	-	-	0	0	0	6	0
Ouagadougou	51	73	72	84	75	102	86	101	109	163	226
Ouahigouya	6	0	0	7	26	0	0	0	3	12	4
Tenkodogo	0	0	6	2	1	0	3	5	0	5	4
Tougan	-	-	0	4	3	0	0	3	1	0	0
Yako	-	-	-	0	0	0	3	0	0	2	1
Ziniaré	-	-	1	2	3	1	2	0	3	1	5

Tableau 4.14 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	83	101	93	197	150	89	177	185	134	278	282
Banfora	0	0	0	5	1	1	0	1	0	4	0
Bobo-Dioulasso	1	7	3	48	28	35	24	21	19	42	51
Bogandé	-	-	0	0	0	0	0	1	0	3	3
Boromo	-	-	-	1	1	0	0	0	2	0	6
Dédougou	0	0	0	8	2	0	7	3	1	0	2
Diapaga	-	-	-	0	0	0	0	0	2	2	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	0	5	1
Djibo	-	-	-	-	-	-	0	0	0	3	0
Dori	0	1	0	0	3	1	0	0	0	6	2
Fada N'gourma	0	1	0	3	0	0	0	0	2	2	0
Gaoua	1	4	0	20	0	0	2	1	0	3	6
Kaya	0	0	0	4	2	2	0	1	3	5	0
Kongoussi	-	-	0	4	3	0	0	0	0	1	2
Koudougou	0	3	4	3	8	0	7	17	0	2	25
Léo	-	-	-	-	-	0	0	1	0	3	0
Manga	-	-	0	4	0	2	2	4	6	6	1
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	0	0	2	2
Orodara	-	-	-	-	-	-	0	0	0	6	0
Ouagadougou	75	85	86	93	65	47	130	128	91	163	172
Ouahigouya	6	0	0	0	35	0	0	0	4	12	2
Tenkodogo	0	0	0	2	1	0	3	5	1	5	2
Tougan	-	-	0	0	0	0	0	2	0	0	0
Yako	-	-	-	0	0	0	0	0	0	2	1
Ziniaré	-	-	0	2	1	1	2	0	3	1	4

V. Etablissements pénitentiaires

V.1. Population carcérale, occupation des établissements pénitentiaires et caractéristiques des entrées

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Détenu : Personne maintenue en détention en vertu d'un mandat ou de toute autre décision de justice.

Evasion : Fait pour quiconque étant, en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice ou sur flagrant délit, arrêté ou détenu pour crime ou délit, s'échappe ou tente de s'échapper, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit du lieu du travail, soit au cours d'un transfèrement.

Entrée, incarcération : Mise en détention, emprisonnement.

Inculpé : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Majeur : Personne âgée d'au moins 18 ans.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans révolus.

OMD : Ordre donné par le procureur au Directeur de mettre à sa disposition un détenu.

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et contre qui un mandat a été décerné pour être détenue en vue de la manifestation de la vérité.

Taux d'occupation : Rapport entre le nombre de personnes détenues et le nombre de places théoriques (capacité d'accueil) exprimé en pourcentage.

Sources statistiques

Registres d'entrée, registres des prévenus, registres des inculpés, registres des condamnés, registres de sortie, rapports moraux mensuels, registres de décès, d'évasion, d'hospitalisation, de la main courante, d'application des peines.

Note :

Dans les tableaux par établissement pénitentiaire, les données des maisons d'arrêt de Ziniaré et de Yako sont intégrées dans celles des maisons d'arrêt de Ouagadougou et de Ouahigouya respectivement. En effet, les premières maisons d'arrêt, bien qu'ayant une existence officielle et effective, n'ont pas encore intégré leurs locaux propres.

Dans les tableaux par établissement pénitentiaire, Baporo désigne le Centre pénitentiaire agricole de Baporo.

Tableau 5.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires par statut au 31 décembre

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble des détenus	2 799	3 315	3 108	4 207	4 801	5 400	5 198	5 039	5 035	5 976
Détenus en attente de jugement	1 366	1 448	1 195	1 947	2 013	2 410	2 019	1 880	1 751	2 232
<i>Inculpés (en instruction)</i>	862	936	990	1 131	1 240	1 328	1 160	1 096	1 069	1 408
<i>Prévenus</i>	504	512	205	674	563	1 000	689	522	615	777
<i>OMD</i>	-	-	-	142	210	82	170	262	67	47
Condamnés	1 433	1 867	1 913	2 260	2 788	2 990	3 179	3 159	3 284	3 744

Tableau 5.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Capacité d'accueil	1 820	2 300	2 660	2 660	2 780	3 140	3 260	3 380	3 500	3 500
Nombre de détenus au 31 décembre	2 799	3 315	3 108	4 207	4 801	5 400	5 198	5 039	5 035	5 976
Taux d'occupation (en %)	153,8	144,1	116,8	158,2	172,7	172,0	159,4	149,1	143,9	170,7

Tableau 5.3 : Incarcérations

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble des incarcérations	7 342	7 528	8 418	8 645	10 945	11 077	10 122	8 257	8 876	10 008
Hommes	7 160	7 368	8 210	8 376	10 658	10 672	9 813	8 032	8 653	9 666
Femmes	182	160	208	269	287	405	309	225	223	342
Répartition des entrées selon l'âge										
Mineurs	271	296	394	470	702	716	540	483	501	545
<i>13 ans à moins de 15 ans</i>	42	43	67	69	70	117	93	75	70	96
<i>15 ans à moins de 18 ans</i>	229	253	327	401	632	599	447	408	431	449
Majeurs	7 071	7 232	8 024	8 175	10 243	10 361	9 582	7 774	8 375	9 463
<i>18 ans à moins de 21 ans</i>	972	1 028	1 122	1 082	1 386	1 318	1 227	966	1 086	1 118
<i>21 ans à moins de 25 ans</i>	1 551	1 377	1 718	1 612	2 013	1 731	1 615	1 446	1 365	1 542
<i>25 ans à moins de 30 ans</i>	1 534	1 712	1 941	1 779	2 646	2 891	2 251	1 888	1 870	2 117
<i>30 ans à moins de 40 ans</i>	1 805	1 840	1 924	2 230	2 639	2 757	2 728	2 119	2 427	2 747
<i>40 ans à moins de 60 ans</i>	1 049	1 140	1 144	1 303	1 375	1 481	1 601	1 219	1 427	1 657
<i>60 ans et plus</i>	160	135	175	169	184	183	160	136	200	282
Autres mouvements, événements										
Évasions	244	89	680	106	116	48	88	41	30	44
Décès	22	33	34	45	68	62	119	79	47	68
Hospitalisations	71	105	95	215	268	292	301	287	220	221
Sorties autorisées	768	666	781	1 214	639	588	722	688	693	617

Tableau 5.4 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	2011	2012	2013
Ensemble	2 799	3 315	3 108	4 207	4 801	5 400	5 198	5 039	5 035	5 976
Banfora	-	110	149	179	134	180	195	185	211	250
Baporo	56	76	66	82	43	24	43	48	39	34
Bobo-Dioulasso	501	525	515	497	547	513	552	487	477	571
Bogandé	-	62	95	151	145	183	136	125	128	176
Boromo	-	-	79	98	156	148	148	144	145	200
Dédougou	242	232	158	192	208	211	180	157	176	171
Diapaga	-	-	29	58	104	91	105	98	120	158
Diébougou	-	-	-	-	-	0	0	72	79	100
Djibo	-	-	-	-	-	83	97	105	115	110
Dori	77	63	77	119	161	161	144	141	132	161
Fada N'gourma	193	156	155	232	265	325	333	328	315	248
Gaoua	180	205	173	202	235	231	185	115	135	118
Kaya	183	203	216	279	313	282	245	224	212	309
Kongoussi	-	35	136	162	159	90	86	74	67	69
Koudougou	161	196	165	178	173	206	239	202	192	223
Léo	-	-	-	-	82	136	126	125	125	145
Manga	-	25	95	113	209	187	176	159	234	236
Nouna	-	-	-	-	-	33	57	54	41	71
Orodara	-	-	-	-	-	49	36	46	72	71
Ouagadougou	854	1 016	522	1 158	1 289	1 594	1 540	1 536	1 439	1 621
Ouahigouya	144	128	145	170	233	274	170	109	111	189
Tenkodogo	208	229	296	302	299	315	292	293	243	521
Tougan	-	54	37	35	46	84	113	82	77	68
Yako	-	-	-	-	-	-	-	48	45	57
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	82	105	99

Les données de 2004 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.5 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	1 366	1 448	1 195	1 947	2 013	2 410	2 019	1 880	1 751	2 232
Banfora	-	20	50	98	36	50	49	41	64	73
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	215	269	201	175	214	217	209	150	146	150
Bogandé	-	21	35	98	79	104	69	67	88	111
Boromo	-	-	22	52	46	53	62	76	51	57
Dédougou	73	59	60	69	67	56	47	52	49	72
Diapaga	-	-	18	36	76	44	57	46	82	116
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	41	25	35
Djibo	-	-	-	-	-	29	25	27	45	41
Dori	27	22	29	49	79	44	30	46	29	51
Fada N'gourma	107	95	80	130	149	163	198	189	129	93
Gaoua	94	104	80	107	88	97	84	50	50	37
Kaya	102	73	78	123	148	107	90	66	51	89
Kongoussi	-	16	52	56	62	32	31	17	24	27
Koudougou	81	111	82	77	83	99	104	81	73	98
Léo	-	-	-	-	34	39	29	51	50	80
Manga	-	9	52	50	54	52	51	44	83	95
Nouna	-	-	-	-	-	16	33	27	18	39
Orodara	-	-	-	-	-	34	13	12	22	40
Ouagadougou*	453	425	112	601	569	924	609	610	483	518
Ouahigouya**	64	59	56	62	88	103	58	33	39	76
Tenkodogo	150	127	184	152	128	116	115	73	69	239
Tougan	-	38	4	12	13	31	56	40	31	32
Yako	-	-	-	-	-	-	-	10	4	9
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	31	46	54

Les données de 2004 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.6 : Personnes sous OMD au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	142	210	82	170	262	67	47
Banfora	4	0	1	1	0	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0
Bogandé	4	2	9	7	8	0	7
Boromo	4	0	0	0	0	0	1
Dédougou	3	1	0	0	0	0	1
Diapaga	0	17	3	18	7	12	2
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	3	0	1	2	1
Dori	11	2	0	2	3	5	1
Fada N'gourma	30	0	4	3	14	7	4
Gaoua	2	1	10	4	0	5	0
Kaya	3	5	0	0	3	0	3
Kongoussi	0	0	0	0	0	1	1
Koudougou	3	6	0	7	0	2	0
Léo	0	0	0	0	11	9	2
Manga	3	1	0	0	0	0	0
Nouna	0	0	2	3	0	1	1
Orodara	0	0	5	0	0	0	1
Ouagadougou*	58	169	29	106	210	15	20
Ouahigouya**	1	1	0	2	4	0	2
Tenkodogo	10	3	5	0	0	4	0
Tougan	5	2	0	0	1	1	0
Yako	1	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	11	17	0	3	0

Les données de 2004 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.7 : Incarcérations au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	7 342	7 528	8 418	8 645	10 945	11 077	10 122	8 257	8 876	10 008
Banfora	-	194	260	324	266	354	335	303	312	335
Baporo	64	69	47	82	77	nd	86	59	76	58
Bobo-Dioulasso	986	1 072	990	859	1 144	957	926	672	640	913
Bogandé	-	131	235	284	230	358	292	310	375	347
Boromo	-	-	263	295	342	441	348	298	298	313
Dédougou	477	465	305	283	299	355	293	227	286	283
Diapaga	-	-	40	140	182	182	241	251	263	232
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	173	163	197
Djibo	-	-	-	-	-	173	159	199	163	183
Dori	233	206	261	256	333	400	298	244	280	276
Fada N'gourma	493	390	406	440	524	635	533	465	502	414
Gaoua	462	493	396	415	420	444	363	225	241	199
Kaya	478	309	364	449	556	506	431	366	396	503
Kongoussi	-	53	237	204	242	197	155	114	136	121
Koudougou	560	559	516	420	424	585	545	292	343	464
Léo	-	-	-	-	141	315	235	244	291	340
Manga	-	37	315	405	448	402	296	271	355	389
Nouna	-	-	-	-	-	64	118	107	113	205
Orodara	-	-	-	-	-	117	119	92	133	151
Ouagadougou*	2 653	2 475	2 562	2 494	4 075	3 054	2 974	2 264	2 173	2 516
Ouahigouya**	413	414	321	406	405	495	378	273	221	311
Tenkodogo	523	577	745	742	679	853	793	450	695	863
Tougan	-	84	155	147	158	190	204	185	192	154
Yako	-	-	-	-	-	-	-	52	47	59
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	121	182	182

Les données de 2004 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.8 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	244	89	680	106	116	48	88	112	147	156
Banfora	-	2	1	2	4	1	2	2	4	8
Baporo	14	8	9	12	6	0	8	10	18	25
Bobo-Dioulasso	15	12	10	13	13	1	4	7	11	15
Bogandé	-	3	4	2	4	0	4	0	6	6
Boromo	-	-	1	2	3	5	1	8	2	4
Dédougou	19	9	7	6	9	4	0	4	6	8
Diapaga	-	-	0	2	1	2	0	2	4	8
Diébougou							0	4	5	2
Djibo	-	-	-	-	-	0	2	2	9	5
Dori	12	4	6	4	7	1	0	5	5	3
Fada N'gourma	8	2	5	6	6	0	0	5	15	2
Gaoua	6	11	5	5	3	5	1	7	3	3
Kaya	5	4	2	6	1	1	30	4	4	9
Kongoussi	-	0	1	1	3	0	1	0	1	0
Koudougou	7	4	8	4	2	12	0	7	6	2
Léo	-	-	-	-	4	1	0	4	6	5
Manga	-	0	3	4	2	0	3	3	7	11
Nouna	-	-	-	-	-	2	0	2	1	7
Orodara	-	-	-	-	-	0	3	4	4	1
Ouagadougou*	123	6	601	16	29	7	16	16	6	9
Ouahigouya**	17	13	12	11	3	0	0	6	3	2
Tenkodogo	18	11	5	9	14	0	13	4	13	8
Tougan	-	0	0	1	2	6	0	4	3	8
Yako	-	-	-	-	-	-	-	2	1	4
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	0	4	1

Les données de 2004 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.9 : Détenus décédés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	22	33	34	45	68	62	119	79	47	68
Banfora	0	1	0	2	0	1	0	0	3	4
Baporo	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	5	3	2	8	5	7	1	5	1	6
Bogandé	0	0	2	4	1	1	5	1	1	0
Boromo	0	0	1	0	1	2	5	6	2	3
Dédougou	0	7	2	1	1	2	0	1	1	1
Diapaga	0	0	0	0	1	0	1	4	2	1
Diébougou	-	-	-	-	-			0	1	0
Djibo	-	-	-	-	-	1	3	2	1	1
Dori	2	0	0	2	1	4	3	15	3	5
Fada N'gourma	2	7	6	0	6	4	24	13	12	19
Gaoua	3	3	2	2	3	7	4	2	1	0
Kaya	1	2	1	5	5	3	1	0	0	1
Kongoussi	0	0	1	3	1	1	0	0	0	0
Koudougou	2	1	2	0	1	9	1	1	5	0
Léo					0	1	5	7	3	0
Manga	0	0	0	2	1	5	4	1	1	3
Nouna	-	-	-	-	-	0	3	0	1	0
Orodara	-	-	-	-	-	1	0	0	0	1
Ouagadougou*	4	8	11	10	34	10	43	13	6	11
Ouahigouya**	1	0	0	1	3	2	12	2	0	0
Tenkodogo	1	1	3	5	3	1	3	5	1	8
Tougan	0	0	1	0	1	0	1	0	1	1
Yako	-	-	-	-	-	-	-	0	0	2
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	1	1	1

Les données de 2004 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

V.2. Caractéristiques des prévenus

Concepts

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et contre qui un mandat a été décerné pour être détenue en vue de la manifestation de la vérité.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides volontaires, empoisonnements:

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau 5.10 : Caractéristiques des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble des prévenus	674	563	1 000	689	522	615	777
Répartition selon le sexe							
Hommes	655	558	962	675	517	607	771
Femmes	19	5	38	14	5	8	6
Répartition selon l'âge							
Moins de 18 ans	47	43	49	37	38	54	53
18 ans à moins de 21 ans	84	77	137	105	58	82	100
21 ans à moins de 25 ans	147	107	208	126	109	108	138
25 ans à moins de 30 ans	177	139	266	157	120	128	167
30 ans à moins de 40 ans	136	125	244	171	141	144	222
40 ans et plus	83	72	96	93	56	99	97
Répartition selon la nature de l'infraction							
Crimes et délits contre les biens	481	434	763	518	407	433	518
Dont							
<i>Vols, recels, extorsion, escroquerie</i>	422	384	687	459	355	381	458
<i>Abus de confiance</i>	33	43	62	45	34	22	49
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	9	0	9	10	13	24	4
Crimes et délits contre les particuliers	72	73	91	92	68	112	160
Dont							
<i>Coups et blessures volontaires</i>	51	44	45	44	30	49	52
<i>Vols aggravés</i>	1	0	2	12	14	34	54
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	85	37	109	59	28	37	53
Dont							
<i>Stupéfiants</i>	45	18	70	30	12	11	29
<i>Mutilations génitales féminines</i>	20	5	17	7	0	1	3
<i>Enlèvement d'enfant</i>	5	2	3	8	9	10	
<i>Attentats aux bonnes mœurs</i>	12	9	9	12	5	8	4
Crimes et délits contre la chose publique	34	14	31	17	17	28	27
Dont							
<i>Faux et usage de faux</i>	8	4	20	9	7	4	15
<i>Evasion</i>	17	4	5	2	1	1	3
Infractions en matière d'armes et de munitions	2	5	6	3	2	5	19
Répartition selon la durée de détention préventive							
Moins de 1 mois	329	311	323	390	310	324	497
De 1 mois à moins de 2 mois	152	149	306	163	106	172	134
De 2 mois à moins de 3 mois	59	34	198	67	49	41	52
De 3 mois à moins de 6 mois	117	20	140	61	45	28	53
De 6 mois à moins de 12 mois	16	46	27	6	8	28	25
12 mois et plus	1	3	6	2	4	22	16

Les données de 2007 à 2011 de la 2^e ligne prennent en compte l'intervalle [Moins de 3 mois]

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Association ou entente quels que soient la durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau 5.11 : Ensemble des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	674	563	1 000	689	522	615	777
Banfora	28	8	6	10	12	13	34
Baporo	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	29	51	55	87	53	44	35
Bogandé	24	6	6	6	11	29	20
Boromo	10	9	3	21	15	12	12
Dédougou	13	20	15	18	19	17	22
Diapaga	24	33	21	17	14	27	46
Diébougou	-	-	-	0	15	8	12
Djibo	-	-	3	2	11	22	13
Dori	20	44	17	13	15	9	25
Fada N'gourma	20	46	37	53	45	47	35
Gaoua	29	6	23	6	14	10	9
Kaya	39	38	21	29	22	13	32
Kongoussi	15	21	6	6	2	6	11
Koudougou	41	36	51	35	28	15	24
Léo	-	20	17	13	26	7	28
Manga	21	22	13	6	4	22	23
Nouna	-	-	2	16	4	4	8
Orodara	-	-	18	6	3	4	17
Ouagadougou	247	131	604	284	170	256	262
Ouahigouya	30	32	39	9	6	13	37
Tenkodogo	79	36	33	35	21	20	45
Tougan	5	4	10	17	5	7	8
Yako	-	-	-	-	3	0	3
Ziniaré	-	-	-	-	4	10	16

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.12 : Prévenus mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	47	43	49	37	38	54	53
Banfora	0	0	0	0	0	0	1
Baporo	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	4	2	6	7	9	7	6
Bogandé	3	2	1	0	0	2	2
Boromo	4	0	1	0	0	0	0
Dédougou	1	0	2	1	0	3	1
Diapaga	0	2	1	2	3	1	0
Diébougou	-	-	-	0	1	1	1
Djibo	-	-	0	0	2	3	0
Dori	1	2	0	0	0	1	1
Fada N'gourma	2	2	3	4	1	7	0
Gaoua	2	1	0	1	0	0	0
Kaya	2	3	0	2	3	0	5
Kongoussi	1	1	0	0	0	0	1
Koudougou	5	2	4	5	4	3	3
Léo	-	1	0	2	0	2	0
Manga	0	0	2	0	1	2	2
Nouna	-	-	0	0	2	0	1
Orodara	-	-	1	0	1	2	4
Ouagadougou	10	7	20	7	6	15	13
Ouahigouya	5	3	6	0	2	3	3
Tenkodogo	7	15	2	5	1	2	3
Tougan	0	0	0	1	0	0	1
Yako	-	-	-	-	2	0	0
Ziniaré	-	-	-	-	0	0	5

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.13 : Prévenus de moins de 25 ans au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	278	227	394	278	205	244	291
Banfora	8	3	3	2	2	6	6
Baporo	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	17	10	20	35	24	19	14
Bogandé	10	4	1	2	7	16	6
Boromo	8	3	2	20	9	3	6
Dédougou	10	10	8	4	7	10	11
Diapaga	4	16	6	5	9	8	20
Diébougou	-	-	-	0	5	3	3
Djibo	-	-	1	2	5	5	1
Dori	4	14	2	2	2	3	17
Fada N'gourma	10	11	18	31	18	30	11
Gaoua	11	2	7	3	4	1	0
Kaya	15	20	14	13	15	8	13
Kongoussi	6	8	1	4	1	4	5
Koudougou	23	16	30	21	17	9	10
Léo	-	11	4	5	10	2	11
Manga	13	9	4	4	1	10	7
Nouna	-	-	0	7	2	0	1
Orodara	-	-	4	1	2	3	8
Ouagadougou	84	56	232	92	50	85	104
Ouahigouya	17	12	19	4	4	6	4
Tenkodogo	35	22	15	16	6	8	21
Tougan	3	0	3	5	1	0	3
Yako	-	-	-	-	3	0	0
Ziniaré	-	-	-	-	1	5	9

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.14 : Prévenus dont la durée de détention est de moins de 30 jours au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	329	308	323	390	310	111	497
Banfora	23	8	6	10	2	2	24
Baporo	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	14	51	43	34	32	12	24
Bogandé	21	4	6	4	10	13	8
Boromo	6	6	1	19	11	2	11
Dédougou	12	19	13	0	14	1	17
Diapaga	7	4	7	1	6	3	6
Diébougou	-	-	-	0	12	2	10
Djibo	-	-	3	2	0	1	8
Dori	14	37	6	4	9	1	16
Fada N'gourma	19	13	21	26	18	9	14
Gaoua	24	6	20	6	12	1	3
Kaya	0	6	19	27	15	3	23
Kongoussi	2	15	6	6	1	0	11
Koudougou	31	24	37	28	21	7	9
Léo	-	0	10	2	9	2	20
Manga	16	18	13	4	2	3	19
Nouna	-	-	0	5	0	1	2
Orodara	-	-	1	0	2	0	5
Ouagadougou	75	51	60	179	111	35	172
Ouahigouya	23	24	21	2	2	4	35
Tenkodogo	39	18	21	22	19	6	40
Tougan	3	4	9	9	0	1	7
Yako	-	-	-	-	0	0	3
Ziniaré	-	-	-	-	2	2	10

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.15 : Prévenus de crimes et délits contre les biens selon la nature de l'infraction au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	481	434	763	518	407	433	518
Banfora	22	8	6	5	11	11	21
Baporo	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	26	45	37	69	45	38	28
Bogandé	17	4	5	2	8	24	8
Boromo	8	4	2	12	13	4	10
Dédougou	12	14	13	12	13	15	12
Diapaga	15	23	14	9	9	14	31
Diébougou	-	-	-	0	9	4	10
Djibo	-	-	2	1	9	11	5
Dori	19	34	14	10	11	2	23
Fada N'gourma	9	33	29	43	29	36	16
Gaoua	26	4	18	4	13	9	4
Kaya	19	31	19	24	7	8	17
Kongoussi	5	15	4	4	1	4	9
Koudougou	25	29	45	30	22	12	19
Léo	-	18	16	11	19	4	14
Manga	10	17	11	6	3	16	19
Nouna	-	-	1	3	4	2	6
Orodara	-	-	2	4	2	3	12
Ouagadougou	182	104	465	221	144	180	200
Ouahigouya	25	22	30	7	5	8	4
Tenkodogo	56	28	24	27	19	15	32
Tougan	5	1	6	14	5	6	1
Yako	-	-	-	-	3	0	2
Ziniaré	-	-	-	-	3	7	13

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.16 : Prévenus de crimes et délits contre les particuliers au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	72	73	91	92	68	112	160
Banfora	0	0	0	5	0	1	4
Baporo	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	1	2	12	10	6	2	3
Bogandé	7	0	1	4	0	2	1
Boromo	1	4	0	3	1	7	2
Dédougou	0	4	2	5	3	1	4
Diapaga	6	10	5	7	5	5	12
Diébougou	-	-	-	0	6	4	1
Djibo	-	-	1	1	2	4	3
Dori	1	6	0	3	4	7	1
Fada N'gourma	4	10	6	7	8	4	12
Gaoua	2	1	3	2	1	1	5
Kaya	3	3	1	4	11	2	11
Kongoussi	10	5	2	2	1	1	2
Koudougou	2	3	4	4	6	1	2
Léo	-	2	1	2	1	2	11
Manga	5	4	1	0	1	5	1
Nouna	-	-	1	5	0	1	1
Orodara	-	-	1	0	0	1	2
Ouagadougou	15	8	39	20	9	54	38
Ouahigouya	4	7	7	1	0	2	33
Tenkodogo	11	2	4	7	2	1	8
Tougan	0	2	0	0	0	1	0
Yako	-	-	-	-	0	0	1
Ziniaré	-	-	-	-	1	3	1

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.17) : Prévenus de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	85	37	109	59	28	37	53
Banfora	2	0	0	0	1	1	3
Baporo	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	2	1	4	7	0	4	1
Bogandé	0	2	0	0	3	2	1
Boromo	0	0	1	6	0	1	0
Dédougou	1	1	0	0	3	0	5
Diapaga	2	0	0	1	0	1	3
Diébougou	-	-	-	0	0	0	1
Djibo	-	-	0	0	0	0	0
Dori	0	4	0	0	0	0	0
Fada N'gourma	7	0	2	1	5	3	5
Gaoua	1	0	2	0	0	0	0
Kaya	17	1	1	1	1	2	2
Kongoussi	0	1	0	0	0	0	0
Koudougou	13	3	1	1	0	1	1
Léo	-	0	0	0	4	0	1
Manga	6	1	1	0	0	0	1
Nouna	-	-	0	8	0	1	0
Orodara	-	-	15	0	0	0	3
Ouagadougou	29	14	72	31	10	19	19
Ouahigouya	0	3	2	1	1	1	0
Tenkodogo	5	5	5	0	0	1	1
Tougan	0	1	3	2	0	0	4
Yako	-	-	-	-	0	0	0
Ziniaré	-	-	-	-	0	0	2

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.18 : Prévenus de crimes et délits contre la chose publique au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	34	14	31	17	17	28	27
Banfora	4	0	0	0	0	0	4
Baporo	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	3	2	1	1	0	3
Bogandé	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	0	1	0	0	1	0	0
Dédougou	0	1	0	1	0	1	0
Diapaga	1	0	2	0	0	7	0
Diébougou	-	-	-	0	0	0	0
Djibo	-	-	0	0	0	6	5
Dori	0	0	3	0	0	0	0
Fada N'gourma	0	3	0	0	3	4	0
Gaoua	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	0	2	0	0	3	1	2
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	1	1	1	0	0	1	2
Léo	-	0	0	0	1	1	2
Manga	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	-	-	0	0	0	0	1
Orodara	-	-	0	2	1	0	0
Ouagadougou	20	3	22	12	7	3	2
Ouahigouya	1	0	0	0	0	1	0
Tenkodogo	7	0	0	1	0	3	4
Tougan	0	0	1	0	0	0	2
Yako	-	-	-	-	0	0	0
Ziniaré	-	-	-	-	0	0	0

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

V.3. Caractéristiques des inculpés

Concepts

Inculpé : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Fait de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau 5.19 : Caractéristiques des inculpés, détenus dans l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31/12

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble des inculpés	862	936	990	1 131	1 240	1 328	1160	1096	1069	1408
Répartition selon le sexe										
Hommes	845	922	967	1 106	1 201	1 284	1116	1066	1039	1369
Femmes	17	14	23	25	39	44	44	30	30	39
Répartition selon l'âge										
moins de 18 ans	34	38	42	23	25	40	14	24	24	38
18 ans à moins de 21 ans	69	75	107	93	116	112	97	87	71	91
21 ans à moins de 25 ans	155	159	197	185	210	242	185	177	158	175
25 ans à moins de 30 ans	222	306	229	292	309	329	266	246	218	280
30 ans à moins de 40 ans	219	210	262	322	351	378	374	363	384	476
40 ans et plus	163	148	153	216	229	227	224	199	214	348
Répartition selon la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les particuliers	518	566	604	782	760	843	837	759	787	1066
Dont										
<i>Vols aggravés</i>	132	146	101	205	183	223	164	115	146	118
<i>Viols</i>	90	116	113	172	163	199	188	137	149	182
<i>Coups mortels</i>	61	95	96	96	100	99	119	109	133	126
<i>Assassinats</i>	84	75	83	122	135	151	199	177	194	402
<i>Homicides volontaires</i>	55	43	59	106	134	134	129	148	126	160
<i>Coups et blessures volontaires</i>	35	14	19	40	25	24	32	35	27	31
Crimes et délits contre les biens	115	124	121	99	137	142	102	121	72	79
Dont										
<i>Vols, recels, extorsion, Escroquerie</i>	80	90	78	75	109	90	67	69	47	52
<i>Destructions, dégradations, Dommages</i>	14	5	24	8	11	31	27	45	8	6
<i>Abus de confiance</i>	15	14	13	13	13	12	7	7	17	19
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	62	64	44	48	57	43	39	34	29	42
Crimes et délits contre la chose publique	153	180	220	147	263	291	167	156	175	125
Dont										
<i>Associations de malfaiteurs</i>	76	90	119	83	193	196	110	115	100	51
<i>Faux et usage de faux</i>	49	30	53	45	41	82	41	29	45	52
Infractions en matière d'armes et de munitions	14	2	1	55	23	9	10	26	6	59
Répartition selon la durée de la détention préventive										
Moins de 3 mois	215	198	194	139	279	249	173	227	229	264
3 mois à moins de 6 mois	236	114	176	199	214	167	127	167	136	214
6 mois à moins de 12 mois	159	280	301	421	272	362	276	178	219	442
1 an à moins de 2 ans	173	226	188	254	287	309	327	225	206	252
2 ans à moins de 3 ans	40	94	64	65	92	133	143	151	118	87
3 ans à moins de 4 ans	22	14	45	33	49	62	67	74	74	68
4 ans et plus	17	10	22	20	47	46	47	74	87	81

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau 5.20 : Ensemble des inculpés, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	862	936	990	1 131	1 240	1 328	1 160	1 096	1 069	1 408
Banfora	-	13	40	66	28	43	38	29	51	39
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	162	205	150	146	163	162	122	97	102	115
Bogandé	-	18	36	70	71	89	56	48	59	84
Boromo	-	-	30	38	37	50	41	61	39	44
Dédougou	38	30	51	53	46	41	29	33	32	49
Diapaga	-	-	7	12	26	20	22	25	43	68
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	26	17	23
Djibo	-	-	-	-	-	23	23	15	21	27
Dori	19	13	16	18	33	27	15	28	15	25
Fada N'gourma	91	87	63	80	103	122	142	130	75	54
Gaoua	82	84	64	76	81	64	74	36	35	28
Kaya	65	61	70	81	105	86	61	41	38	54
Kongoussi	-	6	45	41	41	26	25	15	17	15
Koudougou	23	58	44	33	41	48	62	53	56	74
Léo	-	-	-	-	14	22	16	14	34	50
Manga	-	1	36	26	31	39	45	40	61	72
Nouna	-	-	-	-	-	12	14	23	13	30
Orodara	-	-	-	-	-	11	7	9	18	22
Ouagadougou	278	298	220	296	269	280	202	230	212	236
Ouahigouya	36	21	19	30	54	64	47	23	26	37
Tenkodogo	68	40	95	63	89	78	80	52	45	194
Tougan	-	1	4	2	8	21	39	34	23	24
Yako	-	-	-	-	-	-	-	7	4	6
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	27	33	38

Les données de 2004 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.21 : Inculpés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	2011	2012	2013
Ensemble	258	272	346	301	348	394	296	286	253	304
Banfora	-	5	11	17	7	9	8	9	19	11
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	44	43	71	33	40	58	28	18	21	29
Bogandé	-	3	12	16	21	23	17	13	9	12
Boromo	-	-	7	19	11	18	11	12	8	4
Dédougou	14	9	17	20	13	7	8	10	8	13
Diapaga	-	-	2	2	9	6	4	3	7	13
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	2	2	8
Djibo	-	-	-	-	-	12	13	8	11	13
Dori	7	5	6	5	12	8	4	3	4	10
Fada N'gourma	17	13	13	9	22	34	29	32	17	7
Gaoua	30	28	21	22	18	8	19	10	9	3
Kaya	11	12	20	22	36	32	17	11	7	13
Kongoussi	-	3	27	16	15	9	4	2	4	6
Koudougou	7	17	16	10	11	16	11	16	11	15
Léo	-	-	-	-	2	9	10	6	8	10
Manga	-	1	13	8	7	12	7	13	27	14
Nouna	-	-	-	-	-	6	5	16	1	17
Orodara	-	-	-	-	-	1	1	2	5	5
Ouagadougou	93	107	61	67	76	69	47	49	36	37
Ouahigouya	13	8	9	14	20	21	17	11	10	7
Tenkodogo	22	18	39	20	25	31	24	19	16	42
Tougan	-	0	1	1	3	5	12	13	5	5
Yako	-	-	-	-	-	-	-	1	0	2
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	7	8	8

Les données de 2004 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.22 : Inculpés pour crimes et délits contre des particuliers, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	518	566	604	782	760	843	837	759	787	1 066
Banfora	-	10	17	65	17	29	25	24	37	35
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	68	87	87	85	82	101	83	84	86	91
Bogandé	-	7	28	58	62	48	24	19	44	28
Boromo	-	-	25	29	21	46	40	39	34	48
Dédougou	33	28	43	40	37	34	27	27	29	48
Diapaga	-	-	7	9	17	20	19	21	27	65
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	18	13	22
Djibo	-	-	-	-	-	22	23	15	21	24
Dori	8	8	10	13	23	23	10	19	11	23
Fada N'gourma	70	58	51	43	84	68	106	94	55	46
Gaoua	59	54	48	68	51	47	65	28	33	27
Kaya	39	38	34	50	37	60	37	27	31	48
Kongoussi	-	4	40	29	26	14	16	11	14	14
Koudougou	20	41	24	27	31	39	47	35	39	48
Léo	-	-	-	-	10	18	14	9	24	26
Manga	-	1	16	12	11	17	23	29	46	59
Nouna	-	-	-	-	-	12	13	22	13	26
Orodara	-	-	-	-	-	3	7	7	12	14
Ouagadougou	144	175	95	168	137	134	111	104	111	141
Ouahigouya	33	21	18	27	34	39	38	20	25	34
Tenkodogo	44	33	57	57	72	51	72	43	34	141
Tougan	-	1	4	2	8	18	37	34	23	23
Yako	-	-	-	-	-	-	-	7	3	6
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	23	22	29

Les données de 2004 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.23 : Inculpés pour crimes et délits contre les biens, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	2011	2012	2013
Ensemble	115	124	121	99	137	142	102	121	72	79
Banfora	-	1	1	1	1	6	4	1	0	1
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	12	38	12	5	6	17	7	3	3	3
Bogandé	-	1	5	3	3	9	1	1	1	1
Boromo	-	-	1	2	1	3	0	8	1	1
Dédougou	2	1	2	3	3	1	0	0	0	1
Diapaga	-	-	0	3	7	0	0	1	2	1
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	7	2	1
Djibo	-	-	-	-	-	1	0	0	0	0
Dori	5	0	1	2	1	2	2	1	0	0
Fada N'gourma	0	8	1	0	0	7	21	10	5	2
Gaoua	21	17	8	6	8	0	0	0	0	0
Kaya	8	3	3	2	32	4	11	7	2	0
Kongoussi	-	2	4	4	8	12	4	2	0	1
Koudougou	1	2	2	0	1	6	6	7	2	13
Léo	-	-	-	-	0	1	0	3	0	7
Manga	-	0	15	11	16	18	13	6	11	4
Nouna	-	-	-	-	-	0	0	0	0	1
Orodara	-	-	-	-	-	6	0	1	2	0
Ouagadougou	50	44	47	52	46	37	31	63	35	32
Ouahigouya	1	0	0	1	3	1	2	0	1	2
Tenkodogo	15	7	19	4	1	11	0	0	3	3
Tougan	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	0	2	5

Les données de 2004 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.24 : Inculpés pour crimes et délits contre la chose publique, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	153	180	220	147	263	291	167	156	175	125
Banfora	-	2	22	0	4	8	8	2	13	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	49	71	43	27	45	36	26	3	11	17
Bogandé	-	0	1	7	6	29	28	20	8	2
Boromo	-	-	0	3	11	0	0	5	3	4
Dédougou	3	0	3	0	3	5	2	6	3	0
Diapaga	-	-	0	0	2	0	0	2	14	0
Diébougou	-	-	-	-	-	0	0	1	1	0
Djibo	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Dori	6	5	5	3	9	1	3	8	4	2
Fada N'gourma	19	20	10	0	19	39	8	21	14	4
Gaoua	1	12	8	2	22	16	4	5	0	0
Kaya	5	10	30	25	27	18	11	7	5	5
Kongoussi	-	0	0	5	1	0	0	0	1	0
Koudougou	2	5	15	5	6	1	7	6	15	11
Léo	-	-	-	-	4	3	2	2	10	13
Manga	-	0	1	2	4	3	4	1	4	2
Nouna	-	-	-	-	-	0	1	1	0	2
Orodara	-	-	-	-	-	2	0	1	3	6
Ouagadougou	58	55	70	65	79	95	50	53	56	51
Ouahigouya	2	0	1	2	17	16	5	0	0	1
Tenkodogo	8	0	11	1	4	16	6	8	6	2
Tougan	-	0	0	0	0	3	2	0	0	0
Yako	-	-	-	-	-	-	-	0	1	0
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	4	3	1

Les données de 2004 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.25 : Inculpés dont la durée de détention est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	2011	2012	2013
Ensemble	79	118	131	118	188	241	257	299	279	236
Banfora	-	1	0	3	0	1	3	6	6	9
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	24	38	49	36	63	65	59	53	53	46
Bogandé	-	0	0	1	10	23	23	31	16	3
Boromo	-	-	2	2	5	14	15	10	11	14
Dédougou	6	4	6	5	10	6	6	3	6	7
Diapaga	-	-	0	0	0	1	3	10	6	7
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	2	3	4
Djibo	-	-	-	-	-	4	4	2	4	5
Dori	0	1	1	1	2	0	3	0	2	6
Fada N'gourma	0	6	16	10	12	23	29	50	41	15
Gaoua	17	26	22	21	21	25	18	10	9	9
Kaya	18	26	16	12	23	24	23	23	18	18
Kongoussi	-	0	0	1	6	3	5	5	4	2
Koudougou	0	0	1	5	4	8	8	8	16	12
Léo	-	-	-	-	0	0	1	6	2	3
Manga	-	0	0	0	2	4	6	8	12	5
Nouna	-	-	-	-	-	1	6	3	2	4
Orodara	-	-	-	-	-	0	0	0	1	1
Ouagadougou	14	16	17	19	16	29	28	37	38	39
Ouahigouya	0	0	0	0	5	5	9	5	5	6
Tenkodogo	0	0	1	2	8	4	5	10	2	0
Tougan	-	0	0	0	1	1	3	12	11	7
Yako	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	3	10	13

Les données de 2004 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

V.4.Caractéristiques des condamnés

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau 5.26 : Caractéristiques des condamnés détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble des condamnés	1 433	1 867	1 913	2 260	2 788	2 990	3 179	3 159	3 284	3 744
Répartition selon le sexe										
Hommes	1 403	1 839	1 886	2 230	2 720	2 926	3 137	3 126	3 258	3 690
Femmes	30	28	27	30	68	64	42	33	26	54
Répartition selon l'âge										
moins de 18 ans	29	24	42	37	58	94	59	47	50	62
18 ans à moins de 21 ans	123	235	214	333	331	389	379	347	318	348
21 ans à moins de 25 ans	360	366	476	512	580	591	608	649	573	648
25 ans à moins de 30 ans	356	623	432	582	695	769	843	831	889	982
30 ans à moins de 40 ans	362	408	476	527	714	779	902	891	996	1158
40 ans et plus	203	211	273	269	410	368	388	394	458	546
Répartition selon la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les biens	1 133	1 546	1 581	1 827	2 141	2 307	2 450	2 417	2 458	2 662
Dont										
<i>Vols, recels, extorsion, escroquerie</i>	988	1448	1455	1681	1 902	2 137	2 303	2 266	2 280	2 461
<i>Abus de confiance</i>	130	75	120	100	129	119	113	103	103	150
<i>Destruction, dégradation, dommages</i>	04	10	02	12	70	28	13	30	52	28
Crimes et délits contre les particuliers	108	118	136	129	175	238	314	336	454	557
Dont										
<i>Coups et blessures volontaires</i>	57	75	79	80	97	108	106	113	119	135
<i>Vols aggravés</i>	5	6	7	6	12	42	100	104	202	263
<i>Homicides volontaires</i>	14	7	8	2	4	23	16	22	28	20
<i>Assassinats</i>	02	05	04	03	09	14	21	22	27	27
<i>Viols</i>	7	3	2	2	1	8	12	13	14	9
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	113	93	114	190	364	313	259	213	204	332
Dont										
<i>Stupéfiants</i>	58	43	68	139	228	204	161	125	116	198
<i>Mutilations génitales féminines</i>	33	25	19	23	76	42	20	16	13	33
<i>Attentats aux bonnes mœurs</i>	4	13	16	14	35	48	56	49	60	62
Crimes et délits contre la chose publique	60	81	66	89	78	110	123	148	136	137
dont										
<i>Association de malfaiteurs</i>	01	05	04	00	05	07	08	32	41	15
<i>Faux et usage de faux</i>	24	22	26	21	22	38	46	50	46	61
Infractions en matière d'armes et de munitions	19	29	16	25	30	22	33	45	32	56
Répartition selon la durée de la peine prononcée										
Moins de 3 mois	153	96	109	126	96	49	9	8	28	42
3 mois à moins de 6 mois	277	177	190	273	306	222	149	89	76	141
6 mois à moins de 12 mois	416	394	465	424	651	529	465	399	338	374
1 an à moins de 2 ans	367	725	645	696	993	1 140	1027	905	1001	1099
2 ans à moins de 3 ans	102	230	248	371	336	483	579	601	552	622
3 ans à moins de 5 ans	74	163	177	269	289	361	529	611	613	693
5 ans à moins de 10 ans	34	60	59	85	102	144	313	397	468	522
10 ans à 20 ans	9	13	11	10	8	49	72	102	136	172
Plus de 20 ans	-	-	-	-	-	1	17	24	47	47
Perpétuité	1	5	5	3	3	6	12	13	14	21
Peine de mort	0	4	4	3	4	6	7	10	11	11

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Attentat aux mœurs : Infractions telles que l'outrage public à la pudeur et l'attentat à la pudeur.

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau 5.27 : Condamnés, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	1 433	1 867	1 913	2 260	2 788	2 990	3 179	3 159	3 284	3 744
Banfora	-	90	99	81	98	130	146	144	147	177
Baporo	56	76	66	82	43	24	43	48	39	34
Bobo-Dioulasso	286	256	314	322	333	296	343	337	331	421
Bogandé	-	41	60	53	66	79	67	58	40	65
Boromo	-	-	57	46	110	95	86	68	94	143
Dédougou	169	173	98	123	141	155	133	105	127	99
Diapaga	-	-	11	22	28	47	48	52	38	42
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	31	54	65
Djibo	-	-	-	-	-	54	72	78	70	69
Dori	50	41	48	70	82	117	114	95	103	110
Fada N'gourma	86	61	75	102	116	162	135	139	186	155
Gaoua	86	101	93	95	147	134	101	65	85	81
Kaya	81	130	138	156	165	175	155	158	161	220
Kongoussi	-	19	84	106	97	58	55	57	43	42
Koudougou	80	85	83	101	90	107	135	121	119	125
Léo	-	-	-	-	48	97	97	74	75	65
Manga	-	16	43	63	155	135	125	115	151	141
Nouna	-	-	-	-	-	17	24	27	23	32
Orodara	-	-	-	-	-	15	23	34	50	31
Ouagadougou	401	591	410	557	720	670	931	926	956	1 103
Ouahigouya	80	69	89	108	145	171	112	76	72	113
Tenkodogo	58	102	112	150	171	199	177	220	174	282
Tougan	-	16	33	23	33	53	57	42	46	36
Yako	-	-	-	-	-	-	-	38	41	48
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	51	59	45

Les données de 2004 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.28 : Condamnés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	512	625	732	882	969	1 074	1 046	1 043	941	1 058
Banfora	-	29	30	31	23	40	42	46	36	49
Baporo	22	16	9	39	16	7	12	21	11	10
Bobo-Dioulasso	108	29	143	147	72	82	95	120	77	113
Bogandé	-	15	16	15	23	26	23	13	12	19
Boromo	-	-	28	13	36	53	24	22	25	39
Dédougou	57	67	29	44	44	48	27	30	26	23
Diapaga	-	-	4	6	14	19	19	20	13	10
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	8	18	29
Djibo	-	-	-	-	-	22	28	41	22	18
Dori	15	9	14	16	23	38	39	42	29	31
Fada N'gourma	25	15	32	32	41	76	49	36	65	39
Gaoua	32	29	29	32	40	35	25	23	26	22
Kaya	23	49	66	74	77	74	54	47	46	67
Kongoussi	-	11	29	31	32	18	18	22	17	18
Koudougou	38	33	42	40	36	45	51	45	49	44
Léo	-	-	-	-	23	41	36	33	27	23
Manga	-	6	18	34	60	39	40	40	44	47
Nouna	-	-	-	-	-	5	6	8	5	9
Orodara	-	-	-	-	-	5	7	5	6	9
Ouagadougou	136	243	138	213	269	256	319	268	251	306
Ouahigouya	28	13	29	40	48	51	28	27	26	8
Tenkodogo	28	59	58	66	79	83	71	79	64	81
Tougan	-	2	18	9	13	11	33	10	10	11
Yako	-	-	-	-	-	-	-	15	17	16
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	22	19	17

Les données de 2004 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.19 29: Mineurs, condamnés et détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	29	24	42	37	58	94	59	47	50	62
Banfora	-	1	1	0	1	0	0	1	0	1
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Bobo-Dioulasso	0	2	7	9	3	5	3	3	2	5
Bogandé	-	1	1	1	1	1	2	0	0	1
Boromo	-	-	1	0	2	7	0	0	1	3
Dédougou	2	2	1	0	1	3	0	0	1	3
Diapaga	-	-	3	0	0	1	1	0	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	0	3	3
Djibo	-	-	-	-	-	0	0	3	0	0
Dori	0	0	0	0	0	2	0	1	3	1
Fada N'gourma	0	0	1	2	1	10	7	4	5	6
Gaoua	5	2	1	2	0	1	1	2	1	0
Kaya	4	5	4	9	14	11	4	6	5	3
Kongoussi	-	3	4	1	3	2	0	2	1	1
Koudougou	6	1	5	1	4	2	3	2	2	3
Léo	-	-	-	-	2	1	1	5	3	1
Manga	-	0	1	3	4	5	3	1	3	2
Nouna	-	-	-	-	-	1	0	0	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	1	2	1	1	0
Ouagadougou	7	3	4	6	21	21	26	11	11	18
Ouahigouya	3	2	0	0	1	3	0	2	0	2
Tenkodogo	2	1	4	3	0	17	4	1	5	6
Tougan	-	1	4	0	0	0	2	0	0	0
Yako	-	-	-	-	-	-	-	0	2	3
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	2	0	0

Les données de 2004 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.30 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	988	1 448	1 455	1 681	1 902	2 137	2 303	2 266	2 280	2 461
Banfora	-	78	70	71	77	113	122	119	104	124
Baporo	50	54	49	66	37	21	33	37	33	29
Bobo-Dioulasso	213	210	246	215	207	203	223	217	202	262
Bogandé	-	33	50	41	54	63	45	39	16	42
Boromo	-	-	50	34	83	63	53	40	62	97
Dédougou	126	133	75	102	101	119	102	76	80	75
Diapaga	-	-	7	9	21	39	23	23	25	21
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	23	41	48
Djibo	-	-	-	-	-	40	52	46	47	55
Dori	37	30	36	55	53	90	85	56	64	70
Fada N'gourma	57	39	47	72	84	139	101	102	121	103
Gaoua	0	68	74	61	86	97	72	43	40	39
Kaya	47	107	112	121	116	144	120	124	129	169
Kongoussi	-	17	71	94	72	42	47	43	29	28
Koudougou	65	69	71	77	63	79	107	94	96	97
Léo	-	-	-	-	44	80	78	63	58	47
Manga	-	10	28	45	101	102	89	89	123	107
Nouna	-	-	-	-	-	12	19	23	18	21
Orodara	-	-	-	-	-	5	14	31	31	19
Ouagadougou	297	455	291	399	427	426	665	663	673	660
Ouahigouya	58	53	68	90	113	100	81	54	47	98
Tenkodogo	38	85	87	113	140	126	126	148	126	163
Tougan	-	7	23	16	23	34	46	35	35	20
Yako	-	-	-	-	-	-	-	37	36	37
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	41	44	30

Les données de 2004 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.31 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	2011	2012	2013
Ensemble	1 133	1 546	1 581	1 827	2 141	2 307	2 450	2 417	2 458	2 662
Banfora	-	83	87	76	81	118	129	123	119	133
Baporo	50	57	50	75	39	22	39	40	36	30
Bobo-Dioulasso	228	227	286	238	259	231	230	226	217	280
Bogandé	-	33	55	41	57	66	47	42	16	44
Boromo	-	-	51	41	87	75	67	44	70	102
Dédougou	137	138	78	112	111	123	106	81	104	78
Diapaga	-	-	7	10	23	39	28	32	29	22
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	23	42	53
Djibo	-	-	-	-	-	43	55	51	50	62
Dori	39	35	40	58	57	96	91	61	71	73
Fada N'gourma	64	42	52	82	93	143	102	111	135	107
Gaoua	65	79	79	65	110	106	75	47	42	47
Kaya	48	109	113	123	126	153	131	128	132	174
Kongoussi	-	19	73	95	77	51	48	44	31	30
Koudougou	70	75	75	83	71	87	113	102	104	106
Léo	-	-	-	-	44	82	86	66	60	49
Manga	-	10	31	48	105	113	97	95	130	116
Nouna	-	-	-	-	-	13	20	23	18	23
Orodara	-	-	-	-	-	8	18	33	43	26
Ouagadougou	330	481	317	447	508	448	695	712	701	732
Ouahigouya	60	59	70	91	118	106	84	58	49	100
Tenkodogo	42	92	94	123	152	150	136	161	137	182
Tougan	-	7	23	19	23	34	53	36	39	23
Yako	-	-	-	-	-	-	-	37	37	39
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	41	46	31

Les données de 2004 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.32 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	108	118	136	129	175	238	314	336	454	557
Banfora	-	2	2	3	9	3	9	7	5	16
Baporo	6	17	11	4	3	0	3	2	2	1
Bobo-Dioulasso	30	11	19	21	23	32	62	69	78	99
Bogandé	-	5	5	5	5	12	17	3	18	6
Boromo	-	-	5	0	7	9	12	8	14	19
Dédougou	8	12	9	3	10	21	19	18	16	18
Diapaga	-	-	2	5	3	6	14	16	3	10
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	3	8	7
Djibo	-	-	-	-	-	7	13	24	13	7
Dori	7	4	7	11	11	9	13	22	14	31
Fada N'gourma	10	7	9	9	9	5	13	11	22	9
Gaoua	5	6	5	19	11	18	16	14	39	20
Kaya	3	4	7	6	0	6	7	8	16	27
Kongoussi	-	-	5	9	7	2	4	5	4	6
Koudougou	5	5	4	5	10	11	10	9	14	7
Léo	-	-	-	-	2	5	1	3	4	6
Manga	-	4	2	6	9	5	11	8	9	15
Nouna	-	-	-	-	-	3	0	3	4	4
Orodara	-	-	-	-	-	3	3	0	3	2
Ouagadougou	22	29	21	14	40	41	53	61	142	174
Ouahigouya	6	5	7	4	5	11	14	14	11	9
Tenkodogo	6	7	10	3	7	16	19	16	7	50
Tougan	-	0	6	2	4	13	1	5	0	5
Yako	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	7	8	9

Les données de 2004 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.33 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	113	93	114	190	364	313	259	213	204	332
Banfora	-	1	5	2	6	5	7	6	20	15
Baporo	0	1	0	1	1	2	1	5	1	2
Bobo-Dioulasso	17	7	2	48	34	17	37	24	23	26
Bogandé	-	3	0	3	3	0	3	0	1	0
Boromo	-	-	1	2	12	7	4	7	3	15
Dédougou	7	9	4	4	9	9	7	5	7	2
Diapaga	-	-	2	0	1	2	5	3	1	5
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	3	2	4
Djibo	-	-	-	-	-	3	4	2	3	0
Dori	2	0	0	1	13	8	5	11	8	6
Fada N'gourma	9	4	7	5	8	8	14	13	6	25
Gaoua	9	9	2	8	17	7	7	1	3	10
Kaya	26	14	14	22	34	9	11	16	9	11
Kongoussi	-	0	4	1	12	4	1	5	4	3
Koudougou	1	0	0	3	3	4	5	2	0	4
Léo	-	-	-	-	2	9	4	3	8	9
Manga	-	2	4	7	30	11	11	4	5	7
Nouna	-	-	-	-	-	0	4	0	0	2
Orodara	-	-	-	-	-	3	2	0	3	1
Ouagadougou	30	31	51	66	158	140	105	90	74	137
Ouahigouya	5	1	9	2	13	39	9	2	3	2
Tenkodogo	7	3	6	14	8	24	13	10	10	29
Tougan	-	8	3	1	0	2	0	1	5	5
Yako	-	-	-	-	-	-	-	0	3	8
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	0	2	4

Les données de 2004 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.34 : Condamnés pour crimes et délits contre la chose publique, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	60	81	66	89	78	110	123	148	136	137
Banfora	0	2	5	0	2	4	1	7	2	10
Baporo	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	8	7	7	11	15	14	14	12	13	16
Bogandé	0	0	0	4	0	0	0	2	5	3
Boromo	0	0	0	3	4	3	3	9	7	6
Dédougou	8	7	5	3	5	2	1	1	0	1
Diapaga	0	0	0	0	0	0	1	1	5	4
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	1	2	1
Djibo	-	-	-	-	-	1	0	1	4	0
Dori	2	2	1	0	1	4	5	1	10	0
Fada N'gourma	2	6	7	6	4	3	2	3	3	8
Gaoua	5	7	4	3	2	3	2	2	1	4
Kaya	4	3	4	5	5	7	6	6	4	4
Kongoussi	0	0	2	1	1	1	2	3	1	0
Koudougou	2	5	3	6	3	5	4	4	1	3
Léo	-	-	-	-	0	1	3	1	2	1
Manga	0	0	5	2	6	5	4	7	7	3
Nouna	-	-	-	-	-	0	0	1	0	2
Orodara	-	-	-	-	-	1	0	1	0	2
Ouagadougou	17	41	20	25	12	29	60	52	39	50
Ouahigouya	9	0	2	10	9	15	5	2	5	2
Tenkodogo	3	0	1	9	4	8	8	29	20	14
Tougan	0	1	0	0	5	4	2	0	2	2
Yako	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	2	3	1

Les données de 2004 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.35 : Condamnés pour infraction en matière d'armes et de munitions, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble	19	29	16	25	30	22	33	45	32	56
Banfora	0	2	0	0	0	0	0	1	1	3
Baporo	0	1	5	1	0	0	0	1	0	1
Bobo-Dioulasso	3	4	0	4	2	2	0	6	0	0
Bogandé	0	0	0	0	1	1	0	11	0	12
Boromo	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Dédougou	9	7	2	1	6	0	0	0	0	0
Diapaga	0	0	0	7	1	0	0	0	0	1
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	1	0	0
Djibo	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada N'gourma	1	2	0	0	2	3	4	1	20	6
Gaoua	2	0	3	0	7	0	1	1	0	0
Kaya	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	3	3
Koudougou	2	0	1	4	3	0	3	4	0	5
Léo	-	-	-	-	0	0	3	1	1	0
Manga	0	0	1	0	5	1	2	1	0	0
Nouna	-	-	-	-	-	1	0	0	1	1
Orodara	-	-	-	-	-	0	0	0	1	0
Ouagadougou	2	9	1	5	2	12	18	11	0	10
Ouahigouya	0	4	1	1	0	0	0	0	4	0
Tenkodogo	0	0	1	1	0	1	1	4	0	7
Tougan	0	0	1	1	1	0	1	0	0	1
Yako	-	-	-	-	-	-	-	1	1	1
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	1	0	0

Les données de 2004 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.36: Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	2011	2012	2013
Ensemble	220	475	504	741	742	1 050	1 529	1 758	1 841	2 088
Banfora	-	27	33	44	48	62	88	112	112	135
Baporo	21	28	35	17	26	15	28	25	21	10
Bobo-Dioulasso	19	71	16	30	32	112	143	157	183	239
Bogandé	-	4	6	19	21	21	19	20	20	26
Boromo	-	-	0	8	19	28	26	23	40	80
Dédougou	41	74	45	60	66	88	84	77	68	56
Diapaga	-	-	0	1	5	13	19	21	20	32
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	18	26	30
Djibo	-	-	-	-	-	15	24	34	36	47
Dori	16	15	22	45	44	66	46	66	69	67
Fada N'gourma	16	15	16	20	33	55	46	49	86	79
Gaoua	9	24	29	31	39	40	42	31	35	51
Kaya	15	28	39	41	40	59	76	99	93	117
Kongoussi	-	4	34	37	27	25	34	29	23	17
Koudougou	11	16	26	40	32	33	55	67	69	17
Léo	-	-	-	-	6	36	36	37	34	33
Manga	-	0	0	0	45	8	74	73	99	88
Nouna	-	-	-	-	-	0	4	12	9	7
Orodara	-	-	-	-	-	2	2	8	19	5
Ouagadougou	57	154	175	272	180	265	542	578	599	692
Ouahigouya	15	15	19	37	47	52	46	33	39	33
Tenkodogo	0	0	0	32	30	32	80	119	79	150
Tougan	-	0	9	7	2	23	15	24	28	27
Yako	-	-	-	-	-	-	-	25	22	25
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	21	12	25

Les données de 2004 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Les chiffres clés de la justice

Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance	12	16	19	19	20	23	24	24	24	24
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Tribunaux de commerce	-	-	-	-	-	2	2	2	2	2
Juges des enfants	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux pour enfants	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
Juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs	12	16	19	19	20	23	24	24	24	24
Établissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction	10	15	19	19	20	23	24	24	24	24
Centre pénitentiaire agricole	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Moyens										
Dotations budgétaires (en millions de FCFA)	5 430,2	7 943,0	9 817,1	6 942,1	7 002,5	7 167,3	8 930,5	8 203,5	11533,9	16 141,3
Effectifs des magistrats au Ministère	236	263	287	308	333	354	369	391	415	409
Effectif du personnel greffier au Ministère				279	306	301	300	358	390	406
Activités des juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de Cassation										
Affaires nouvelles	112	151	172	170	155	183	158	169	206	236
Décisions rendues	114	95	162	161	145	145	122	112	159	148
Décision rédigées	106	86	99	124	115	117	100	108	130	125
Conclusions rendues par le parquet général	110	75	138	154	146	113	76	133	137	128
Cours d'appel										
Affaires nouvelles civiles, commerciales et sociales	924	866	964	964	1 200	1 275	997	890	1107	1 612
Décisions dans les Affaires civiles, commerciales et sociales	605	531	679	807	742	863	944	876	1183	1 233
Décision rédigées	534	463	424	573	480	717	588	543	910	983
Affaires nouvelles pénales	247	258	380	353	526	593	371	530	585	293
Décisions des chambres d'accusation	244	198	249	185	234	188	260	153	168	205
Décisions des chambres criminelles	nd	27	nd	55	111	414	201	167	123	99
Tribunaux de grande instance										
Affaires nouvelles civiles et commerciales	1 816	2 162	2 841	3 530	3 935	5 153	6 494	6 747	6 838	9 154
Jugements rendus des affaires civiles et commerciales (hors radiation)	1872	2087	2673	3143	3 642	4 567	5 220	5 741	5 718	7 869
Temps moyen de traitement d'une affaire civile	nd	nd	nd	nd	4mois	4mois 15jours	3mois	2mois 26jours	2mois 21jours	2mois 18 jours
Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets	6 451	6 392	7 524	8 295	9 587	10 568	10 696	8 771	10 186	10 031
Jugements rendus par les chambres correctionnelles	4 292	4 903	5 272	5 247	6 183	6 950	6 686	5 755	6 414	6 959
Temps moyen de traitement d'une affaire de flagrant délit	-	-	-	-	1 mois 20 jours	1 mois 20 jours	1 mois 24jours	1 mois 19 jours	1 mois 19 jours	1 mois 16 jours
Temps moyen de traitement d'une affaire de citation directe	-	-	-	-	14 mois	14 mois	11 mois	10 mois 19 jours	11 mois 29 jours	13 mois 16 jours
Affaires nouvelles en instruction	724	843	994	1 001	995	1 109	900	754	893	1 000
Affaires en instruction terminées	186	283	299	438	355	801	438	934	690	442
Affaires en cours d'instruction	4 444	5 004	5 699	6 262	6 902	7 210	7 586	7 40	7 65	7 830
Temps moyens des affaires en cours à l'instruction	-	-	-	-	3 ans	3ans	3 ans 8 mois	3 ans 11 mois	3 ans 11 mois	3 ans 11 mois
Temps moyens des affaires terminées à l'instruction	-	-	-	-	4 ans	4 ans	3 ans 9 mois	4 ans	4 ans 1 mois	3 ans 9 mois
Tribunaux d'instance										
Affaires nouvelles (hors injonctions de payer)	108	202	243	229	265	241	278	322	511	486
Décisions rendues (hors injonctions de payer)	78	182	234	208	269	186	229	261	259	311
Décision rédigées	48	114	121	123	198	238	362	227	163	182
Temps moyen pour rendre une décision	-	-	-	-	-	-	-	2 mois 11 jrs	1 mois 12 jrs	2 mois 12 jrs
Juges des enfants										
Affaires nouvelles (mineurs en conflit avec la loi)	0	71	49	60	92	98	89	72	73	98
Décisions rendues (mineurs en conflit avec la loi)	0	42	49	61	94	99	73	59	47	97
Affaires nouvelles (mineurs en danger)	0	12	10	6	20	7	11	11	56	24
Décisions rendues (mineurs en danger)	0	8	14	5	18	230	32	18	96	23
Tribunaux pour enfants										
Affaires nouvelles	0	0	11	1	15	1	10	9	5	8
Affaires terminées	0	0	2	0	11	10	0	16	2	16

Les chiffres clés de la justice (suite)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Tribunaux de commerce										
Affaires nouvelles	-	-	-	-	-	-	-	339	336	356
Décisions rendues	-	-	-	-	-	-	-	319	282	311
Décisions rédigées	-	-	-	-	-	-	-	199	277	302
Temps moyen pour une décision commerciale								9 mois 6 jours	8 mois 2 jours	7 mois 20 jours
Tribunaux du travail										
Affaires nouvelles	323	440	459	578	673	710	739	756	1 104	996
Décisions rendues	455	447	379	346	423	496	681	618	742	975
Décision rédigées	427	415	356	336	344	470	527	471	554	852
Temps moyen pour rendre une décision	-	-	-	-	-	-	-	1an 3 mois	1 an 3 mois	1 an
Activités des juridictions de l'ordre administratif										
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Cour des comptes										
Comptes de gestion reçus	378	446	352	835	472	247	234	399	344	318
Arrêts provisoires et définitifs rendus	0	0	2	26	45	155	54	139	0	62
Contrôles de gestion effectués	6	11	3	13	11	11	3	8	5	7
Conseil d'État										
Affaires nouvelles	67	50	87	62	63	79	87	94	172	103
Affaires jugées	46	38	60	53	55	64	27	57	126	43
Décision rédigées	32	40	55	23	46	57	25	47	80	26
Tribunaux administratifs										
Affaires nouvelles	105	105	210	158	165	216	184	194	434	314
Décisions rendues	125	111	221	151	115	122	186	127	317	257
Décision rédigées	118	93	143	84	87	124	146	87	246	156
Temps moyens pour rendre une décision	-	-	-	-	-	-	-	1an 4 mois	1 an 4 mois	1 an 6 mois
Etablissements pénitentiaires										
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble de détenus au 31 décembre	2 799	3 315	3 108	4 207	4 801	5 400	5198	5039	5035	5976
Nombre d'inculpés au 31 décembre	862	936	990	1 131	1 240	1 328	1160	1096	1069	1408
Nombre de prévenus au 31 décembre		512	205	674	563	1000	689	522	615	777
Nombre d'OMD				142	210	82	170	262	67	47
Nombre de condamnés au 31 décembre	1 433	1 867	1 913	2 260	2 788	2 994	3179	3159	3284	3744
Taux d'occupation (100%)	153,8	144,1	116,8	158,2	172,7	172,0	159,4	154,5	143,9	170,7

Liste des tableaux

Tableau 2.1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels.....	20
Tableau 2.2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2013 par localité.....	20
Tableau 2.3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel.....	22
Tableau 2.4 : Montants des allocations budgétaires (en millions de FCFA).....	24
Tableau 2.5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de FCFA).....	24
Tableau 2.6 : Situation des crédits délégués par juridiction (en milliers de FCF.....	25
Tableau 2.7 : Situation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA).....	26
Tableau 2.8 : Situation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA).....	26
Tableau 2.9 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position.....	28
Tableau 2.10 : Magistrats par type de juridiction.....	28
Tableau 2.11 : Magistrats par juridiction.....	30
Tableau 2.12 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction.....	32
Tableau 2.12 (suite): Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction.....	33
Tableau 2.13 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction.....	35
Tableau 2.13 (suite) : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction.....	36
Tableau 2.14 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction.....	38
Tableau 2.14 (suite) : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction.....	39
Tableau 2.15 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention.....	41
Tableau 2.16 : Inspecteurs de sécurité pénitentiaire selon le grade, le sexe et l'ancienneté et par position au 31 décembre.....	42
Tableau 2.17 : Contrôleurs de sécurité pénitentiaire selon le grade par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre.....	43
Tableau 2.18: Assistants de sécurité pénitentiaire selon le grade par sexe, par ancienneté et par position au 31/12.....	44
Tableau 2.19: Agents de sécurité pénitentiaire selon le grade par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre.....	45
Tableau 2.20 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la position par sexe.....	47
Tableau 2.21 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la profession par sexe.....	47
Flottement de 05. Différence de 05 entre 2.20 et 2.21.....	47
Tableau 2.22 : Huissiers de justice et avocats par sexe, par ancienneté et par position.....	49
Tableau 2.23 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position.....	49
Tableau 3.1 : Activités du siège de la Cour de cassation.....	52
Tableau 3.2 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation en 2013.....	52
Tableau 3.3: Activités du parquet général de la Cour de cassation.....	53
Tableau 3.4 : Activités des cours d'appel.....	55
Tableau 3.5 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel.....	57
Tableau 3.6 : Affaires nouvelles en provenance des tribunaux de grande instance et des TC par Cour d'appel.....	57
Tableau 3.7 : Ensemble des décisions rendues par Cour d'appel (y compris les radiations).....	57
Tableau 3.8 : Décisions rendues sur le fond par Cour d'appel.....	57
Tableau 3.9 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel.....	57
Tableau 3.10 : Décisions rédigées par Cour d'appel.....	57
Tableau 3.11 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel.....	58
Tableau 3.12 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel selon leur origine.....	58
Tableau 3.13 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel.....	58
Tableau 3.14 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel.....	58
Tableau 3.15 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres.....	58
Tableau 3.16 : Nature des décisions rendues par les chambres d'accusation.....	58
Tableau 3.17 : Décisions rendues par chambre d'accusation.....	59
Tableau 3.18 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles.....	59
Tableau 3.19 : Décisions rendues par chambre criminelle.....	59
Tableau 3.20 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure.....	59
aTableau 3.21 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des tribunaux de grande instance.....	61
Tableau 3.22 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de grande instance (hors référés).....	61
Tableau 3.23 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de grande instance.....	63
Tableau 3.24 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal de grande instance.....	63
Tableau 3.25 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par l'ensemble des tribunaux de grande instance.....	65
Tableau 3.26 : Décisions civiles et commerciales rendues par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, jonctions, ordonnances et injonctions de payer et y compris les radiations).....	67
Tableau 3.27 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer).....	67
Tableau 3.29 : Ordonnances rendues par tribunal de grande instance.....	68
Tableau 3.30 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer).....	70
Tableau 3.31 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer).....	70
Tableau 3.31: Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer) (suite).....	71
Tableau 3.33 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par l'ensemble des parquets civils selon la nature de l'affaire.....	74
Tableau 3.34 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par parquet civil.....	74
Tableau 3.35 : Affaires nouvelles selon leur nature, enregistrées par parquet civil.....	76
Tableau 3.36 : Conclusions rendues selon la nature des affaires par parquet civil.....	76
Tableau 3.37 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets de l'ensemble des tribunaux de grande instance.....	78
Tableau 3.38 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par tribunal de grande instance.....	80

Tableau 3.39 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance.....	80
Tableau 3.40 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance.....	82
Tableau 3.41 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, recels, extorsions et escroqueries par Tribunal de grande instance	82
Tableau 3.42 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance.....	84
Tableau 3.43 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par tribunal de grande instance	84
Tableau 3.44 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des tribunaux de grande instance	86
Tableau 3.45 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance.....	86
Tableau 3.46 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance	87
Tableau 3.47: Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance.....	87
Tableau 3.48: Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets par tribunal de grande instance.....	88
Tableau 3.49 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par tribunal de grande instance	88
Tableau 3.50 : Mineurs concernés par les activités des parquets	90
Tableau 3.51 : Mineurs impliqués dans les activités des parquets par Tribunal de grande instance.....	90
Tableau 3.52 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance	92
Tableau 3.53 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des tribunaux de grande instance	94
Tableau 3.54 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par tribunal de grande instance.....	94
Tableau 3.55 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par tribunal de grande instance.....	96
Tableau 3.56 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par tribunal de grande instance	96
Tableau 3.57 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par tribunal de grande instance	97
Tableau 3.58 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance.....	97
Tableau 3.59 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance.....	98
Tableau 3.60 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance	98
Tableau 3.61 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure.....	99
Tableau 3.62: Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure.....	99
Tableau 3.63 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	99
Tableau 3.63 (suite) :Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	100
Tableau 3.64 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	100
Tableau 3.64 (suite) : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	101
Tableau 3.65 : Jugements correctionnels rédigés selon la durée de la rédaction en 2012.....	101
Tableau 3.66 : Affaires nouvelles en instruction dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance	103
Tableau 3.67 : Affaires nouvelles en instruction par tribunal de grande instance.....	103
Tableau 3.68 : Affaires dont l'instruction est terminée dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance	105
Tableau 3.69: Affaires dont l'instruction est terminée par tribunal de grande instance.....	105
Tableau 3.70: Affaires en cours d'instruction au 31 décembre dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance.....	107
Tableau 3.71 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance	107
Tableau 3.72 : Inculpés libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire	109
Tableau 3.73 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance.....	109
Tableau 3.74 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est inférieure à 6 mois par tribunal de grande instance	110
Tableau 3.75 : Inculpés libérés dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance dont la durée de détention provisoire est de moins 12 mois.....	110
Tableau 3.76 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est égale ou supérieure à 12 mois par tribunal de grande instance.....	111
Tableau 3.77 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été égale ou supérieure à 24 mois par tribunal de grande instance.....	111
Tableau 3.78 : Nombre d'affaires dans les cabinets d'instruction selon la durée de la procédure.....	112
Tableau 3.79 : Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	112
Tableau 3.79 (suite) : Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée et la durée de la procédure par tribunal de grande instance	113
Tableau 3.80 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par tribunal de grande instance	113

Tableau 3.80 (suite) : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance.....	114
Tableau 3.81 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par tribunal de grande instance.....	114
Tableau 3.81 (suite) : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre 2010 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance.....	115
Tableau 3.82 : Activités du greffe des tribunaux de grande instance.....	117
Tableau 3.83 : Bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de grande instance.....	117
Tableau 3.84 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance.....	119
Tableau 3.85 : Ensemble des immatriculations au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI.....	119
Tableau 3.86 : Immatriculations des personnes physiques au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI.....	121
Tableau 3.87 : Immatriculations des personnes morales au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance.....	121
Tableau 3.88 : Activités commerciales des tribunaux de commerce.....	123
Tableau 3.89 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type et par tribunal de commerce.....	123
Tableau 3.90 : Répartition des décisions au fond des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances).....	123
Tableau 3.91 : Répartition des autres décisions des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances).....	123
Tableau 3.92 : Répartition des décisions de radiation et d'avant dire droit par tribunal de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances).....	123
Tableau 3.93 : Référé par tribunal de commerce.....	123
Tableau 3.94 : Ensemble des décisions de référés rendues par type et par tribunal de commerce.....	124
Tableau 3.95 : Répartition des décisions sur le fond des référés par tribunal de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances).....	125
Tableau 3.96 : Répartition des « Autres décisions » de référés par tribunal de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances).....	125
Tableau 3.97 : Répartition des décisions de radiation et d'avant dire droit des référés par tribunal de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances).....	125
Tableau 3.98 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce.....	125
Tableau 3.99 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce.....	125
Tableau 3.100 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce.....	125
Tableau 3.101 : Décisions rendues selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer).....	126
Tableau 3.102 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus (hors référés, avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer).....	126
Tableau 3.103 : Activités de l'ensemble des tribunaux d'instance.....	128
Tableau 3.104 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale par tribunal d'instance.....	130
Tableau 3.105 : Affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal d'instance.....	130
Tableau 3.106 : Décisions rendues sur le fond (hors avant dire droit et injonctions de payer) par tribunal d'instance.....	130
Tableau 3.107 : Jugements rédigés par tribunal d'instance (hors injonctions de payer).....	130
Tableau 3.108 : Décisions rendues selon la durée de la procédure des tribunaux d'instance.....	130
Tableau 3.109 : Activités des tribunaux de simple police.....	130
Tableau 3.110 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en conflit avec la loi.....	132
Tableau 3.111 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en danger.....	132
Tableau 3.112 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants.....	132
Tableau 3.113 : Décisions rendues relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants.....	132
Tableau 3.114 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en danger par juge des enfants.....	132
Tableau 3.115 : Décisions rendues relatives aux mineurs en danger par juge des enfants.....	132
Tableau 3.116 : Activités des tribunaux pour enfants.....	134
Tableau 3.117 : Affaires nouvelles par tribunal pour enfants.....	134
Tableau 3.118 : Décisions rendues par tribunal pour enfants.....	134
Tableau 3.119 : Activités de l'ensemble des tribunaux du travail.....	136
Tableau 3.120 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail.....	138
Tableau 3.121 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail.....	138
Tableau 3.122 : Affaires nouvelles de non paiement de salaires par tribunal du travail.....	138
Tableau 3.123 : Décisions rendues par tribunal du travail (y compris les référés).....	138
Tableau 3.124 : Décisions rendues sur le fond par tribunal du travail.....	138
Tableau 3.125 : Décisions rédigées par tribunal du travail.....	138
Tableau 4.1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes.....	141
Tableau 4.2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes.....	141
Tableau 4.3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes.....	141
Tableau 4.4 : Activités du siège du Conseil d'Etat.....	144
Tableau 4.5 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure en 2013.....	146
Tableau 4.6 : Activités du Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat.....	146
Tableau 4.6 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs.....	148
Tableau 4.7 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif.....	150
Tableau 4.8 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif.....	150
Tableau 4.9 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif.....	151
Tableau 4.10 : Décisions rendues sur le fond par tribunal administratif.....	151
Tableau 4.11 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif.....	152
Tableau 4.12 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs.....	152
Tableau 4.13 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement.....	153
Tableau 4.14 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement.....	153
Tableau 5.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires par statut au 31 décembre.....	156
Tableau 5.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre.....	156

Tableau 5.3 : Incarcérations	156
Tableau 5.4 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	157
Tableau 5.5 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire	157
Tableau 5.6 : Personnes sous OMD au 31 décembre par établissement pénitentiaire	158
Tableau 5.7 : Incarcérations au cours de l'année par établissement pénitentiaire	158
Tableau 5.8 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire	159
Tableau 5.9 : Détenus décédés au cours de l'année par établissement pénitentiaire	159
Tableau 5.10 : Caractéristiques des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre	162
Tableau 5.11 : Ensemble des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	164
Tableau 5.12 : Prévenus mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	164
Tableau 5.13 : Prévenus de moins de 25 ans au 31 décembre par établissement pénitentiaire	165
Tableau 5.14 : Prévenus dont la durée de détention est de moins de 30 jours au 31 décembre par établissement pénitentiaire ..	165
Tableau 5.15 : Prévenus de crimes et délits contre les biens selon la nature de l'infraction au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	166
Tableau 5.16 : Prévenus de crimes et délits contre les particuliers au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	166
Tableau 5.17) : Prévenus de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	167
Tableau 5.18 : Prévenus de crimes et délits contre la chose publique au 31 décembre par établissement pénitentiaire	167
Tableau 5.19 : Caractéristiques des inculpés, détenus dans l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31/12.....	169
Tableau 5.20 : Ensemble des inculpés, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	171
Tableau 5.21 : Inculpés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	171
Tableau 5.22 : Inculpés pour crimes et délits contre des particuliers, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire ..	173
Tableau 5.23 : Inculpés pour crimes et délits contre les biens, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	173
Tableau 5.24 : Inculpés pour crimes et délits contre la chose publique, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	174
Tableau 5.25 : Inculpés dont la durée de détention est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	174
Tableau 5.26 : Caractéristiques des condamnés détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre	176
Tableau 5.27 : Condamnés, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	178
Tableau 5.28 : Condamnés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	178
Tableau 5.29 : Mineurs, condamnés et détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	179
Tableau 5.30 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	179
Tableau 5.31 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	180
Tableau 5.32 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	180
Tableau 5.33 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	181
Tableau 5.34 : Condamnés pour crimes et délits contre la chose publique, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	181
Tableau 5.35 : Condamnés pour infraction en matière d'armes et de munitions, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	182
Tableau 5.36 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	182